

Ce qu'Ottawa perçoit et dépense au Québec

Bertrand garde le dossier secret depuis un mois

par Normand Lépine

Le dossier sur les dépenses d'Ottawa au Québec, dont M. René Lévesque réclamait la publication il y a une semaine, a été remis au premier ministre Bertrand le mois dernier.

L'étude, réalisée par des économistes du ministère québécois des affaires intergouvernementales, devait demeurer secrète jusqu'au lendemain des élections du 29, avait alors ordonné M. Bertrand.

Selon la méthode de calcul utilisée pour découvrir les sommes que versent

les Québécois à Ottawa annuellement et la part qui leur revient, le dossier fournit deux conclusions qui, selon les partis politiques en présence, pourraient servir à défendre l'une ou l'autre option constitutionnelle.

En effet, le document remis à M. Bertrand par M. Marcel Masse indique les deux méthodes de calcul mais insiste davantage sur l'une d'entre elles.

Les deux méthodes sont, d'une part, celle dite des "bénéfices" et d'autre part

celle dite du "flux financier".

Selon cette dernière méthode, mise en relief dans le rapport du ministre des affaires intergouvernementales, le Québec a versé à Ottawa depuis cinq (5) ans \$1 milliard de plus qu'il n'a reçu d'Ottawa.

Toutefois, selon l'autre méthode, celle dite des "bénéfices", il y a équivalence entre les sommes que les Québécois donnent au gouvernement fédéral et celles qu'ils en reçoivent.

Le dossier porte sur cinq années, soit de 1963-64 à 1967-68, et contient des prévisions pour l'année 1968-69. Effectuée par un groupe d'économistes, l'étude a en outre été corrigée et approuvée par tous les échelons du ministère québécois des affaires intergouvernementales.

Les calculs

Le rapport indique donc deux méthodes de calcul des sommes perçues au

Québec par Ottawa et redépensées au Québec. Mais il faut d'abord préciser que ces deux méthodes ne tiennent pas compte des dépenses faites directement par les sociétés de la Couronne fédérale, tels Radio-Canada, le Canadian national et l'Office national du film.

La méthode dite des "bénéfices" tient compte des dépenses directes du gouvernement fédéral au Québec en plus des dépenses fédérales dont une part peut être attribuable au Québec. Parmi ces

dernières dépenses, on retrouve celles affectées à des "services nationaux" comme les édifices de la capitale nationale, les ambassades du Canada à l'étranger et certaines dépenses relatives à la défense nationale.

La méthode dite du "flux financier" par contre, celle sur laquelle insiste le dossier remis à M. Bertrand, tient compte des sommes perçues au Québec par Ottawa et de celles redépensées dans la

Voir page 2: Dossier secret

dans ce numéro

- Le Devoir et les élections du 29 avril: 1) les enjeux du scrutin - un éditorial de Claude Ryan (page 4)
- Kamouraska: pourra-t-on contenir jusqu'à la fin la montée créditiste? par Michel Roy (page 11)
- A en juger par les programmes électoraux, l'éducation n'a plus la cote d'amour, par Gilles Provost (page 9)

la météo

Nébulosité croissante avec pluie. Plus doux. 35 et 55.

LE DEVOIR

Fais ce que dois

Saint Georges VOL. XLII - NO 94 Montréal, jeudi 23 avril 1970 10 CENTS

Pour récupérer d'Ottawa les \$200 millions

Menace d'une double imposition

par Gilles Lesage

CARLETON — Le premier ministre, M. Bertrand, a brandi hier de façon catégorique, pour la première fois au cours de la campagne électorale, la menace d'une double imposition pour tenter de récupérer d'Ottawa les \$200 millions versés par les contribuables québécois au titre de la taxe du progrès social.

Interrogé au cours d'une émission télévisée et commanditée par l'Union nationale, M. Bertrand a évoqué la lettre que le ministre des finances, M. Beaulieu, vient d'écrire à son collègue d'Ottawa, M. Benson, sur ce sujet.

Si, a-t-il dit, le gouvernement central ne se rend pas à notre demande, il nous faudra appliquer le même principe qu'en 1954, soit imposer une double taxation tout en demandant à Ottawa de déduire le montant ainsi versé de l'impôt sur le revenu des contribuables québécois jusqu'à concurrence de \$200 millions au total.

Le chef de l'Union nationale a rappelé que son gouvernement a demandé que le produit de la taxe dite de progrès social soit remis au gouvernement ou directement au contribuable étant donné que le régime de l'assurance-maladie ne doit entrer en vigueur que le 1er juillet prochain au Québec. Soulignant que le régime couvrira au début les frais médicaux et optométriques pour tous les citoyens plus les frais de chirurgie et de prothèse pour les assistés sociaux, le premier ministre a ajouté que les bénéfices seront accrus au fur et à mesure que les revenus gouvernementaux le seront et que si Ottawa remettait dès maintenant les \$200 millions, les bénéfices pourraient être plus élevés dès le mois de juillet.

Parc Forillon

Le premier ministre a d'autre part donné sa parole que rien ne peut désormais retarder la réalisation immédiate du parc Forillon dans la péninsule de Gaspésie. "L'entente est signée, dit-il, les deux gouvernements respecteront leur signature, je n'en doute pas, et il n'est question d'aucune querelle à venir."

Ces jours-ci, a indiqué M. Bertrand, le ministre des affaires intergouvernementales et de la planification, M. Marcel Masse, fait parvenir aux personnes qui devront être expropriées une lettre les informant de la situation de façon précise et définitive. "Il n'y aura pas de retard de notre côté, a-t-il dit avec assurance. Ce n'est pas une promesse, je vous en donne ma parole", a ajouté M. Bertrand à l'adresse des téléspectateurs de cette région où la question du parc Forillon a soulevé beaucoup de discussions depuis quelques années.

La route no 6

Etant appelé à circuler durant deux jours sur la route 6 qui fait la ceinture de la région et est dans un état plus pitoyable que jamais ("Visitez la Gaspésie d'abord, le garage ensuite" a déjà dit le confrère Jacques Guay), M. Bertrand a dit qu'il comprenait les doléances et les griefs des Gaspésiens et des touristes. Se refusant toutefois à faire une promesse précise, il a souligné qu'au cours des cinq prochaines années il serait possible de reconstruire — car c'est de cela qu'il s'agit et non de réfection — les 250 milles qu'il reste à faire dans les comtés de Matapédia, Bonaventure et Gaspé-Sud.

M. Bertrand a dit avec humour qu'il répond: "Mon derrière s'en ressent" à ceux qui depuis deux jours lui demandent ce qu'il pense de la route péninsulaire.

Évoquant les besoins nombreux au Québec, le premier ministre a dit que c'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement québécois demande un meilleur partage des ressources fiscales entre Ottawa et Québec. C'est le Québec, dit-il, et lui seul, qui est responsable de l'aménagement du territoire dont les routes font partie intégrante. N'avons-nous pas raison, a demandé M. Bertrand, d'exiger qu'on nous remette plus d'argent afin de nous permettre de bâtir des routes et de compléter entre autres le réseau routier de la péninsule? M. Bertrand admet finalement que de bonnes routes sont essentielles pour attirer les touristes et les revenus en Gaspésie.

Le premier ministre a dit d'autre

Voir page 2: Double imposition

Une alliance PQ-UN?

la question se pose, répond Masse

STE-FOY, Qué (PC) — La question à savoir si une fusion entre le Parti québécois et l'Union nationale est possible se pose de plus en plus, a déclaré hier le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, M. Marcel Masse.

M. Masse, qui prenait la parole devant quelque 200 étudiants réunis à Sainte-Foy, en banlieue de Québec, a dit que son parti tombe d'accord avec le PQ lorsque celui-ci parle d'un Québec fort.

"Nous nous entendons même avec le PQ, a-t-il poursuivi, sur la date pour faire l'indépendance, soit en 1974, puis-que M. Lévesque ne compte pas prendre le pouvoir avant la prochaine élection."

Le ministre, qui a profité de l'occasion pour faire une profession de foi en l'Union nationale, a souligné que les péquistes et les unionistes s'entendent sur d'autres points, notamment le droit que devrait avoir le Québec de traiter avec d'autres pays.

M. Masse a toutefois indiqué que des divergences surviennent au niveau de la décision d'indépendance.

L'UN, dans l'esprit du ministre, soutient que ce sera à l'ensemble des Québécois de se prononcer pour ou contre l'indépendance du Québec, et non pas à un parti et à un homme.

"Le Québec, a-t-il commenté, n'appartient pas à un seul homme ou à un seul parti, mais bien aux Québécois."

M. Masse a en terminant réitéré sa foi au dialogue avec le gouvernement d'Ottawa, du moins jusqu'en 1974.

Mardi après-midi à Matane, devant des étudiants et professeurs du CEGEP et de la polyvalente de Matane, M. Masse déclarait:

"Nos objectifs et ceux du Parti québécois sont les mêmes; c'est sur la façon de les atteindre que nous différons."

Voir page 2: Fusion PQ-UN

au gré du temps

Charismes

De curieuses coïncidences de l'Histoire font que nous commémorons ces jours-ci deux dates importantes: le 200e anniversaire de Ludwig van Beethoven et le 100e de Vladimir Hich Oulianov, mieux connu sous le nom de Lénine.

Ainsi sont honorés deux êtres qui, chacun dans leur sphère, ont forcé le destin. L'un a modifié le monde musical, l'autre a changé le monde tout court.

Le second d'ailleurs admirait le premier et n'aimait rien tant que l'Appassionata.

Tous deux ont ceci de commun qu'ils ne se sont guère rendu compte de l'avenir des révolutions qu'ils engendraient. Beethoven, classique de nature, romantique de tempérament; Lénine utopiste par passion et réaliste par nécessité furent des prophètes qui s'ignoraient.

Auraient-ils créé d'autre façon s'ils avaient eu totalement la mémoire du futur?

Louis-Martin TARD



Le colibri fantastique

La fameuse Cinquième avenue, au coeur de New York, a été fermée à la circulation pendant deux heures, hier, à l'occasion du Jour de la terre qui avait été proclamé dans tous les Etats-Unis pour exprimer une révolte légitime contre la pollution de l'air, de l'eau et du paysage par la société industrielle moderne. Ce furent deux heures de revanche de l'homme sur la machine. Dans l'artère la plus active du monde, on vit des adolescents sur patins à roulettes évoluer autour de couples se promenant bras dessus

bras dessous: la foule était soudain consciente du fait que la rue lui appartenait. Pour illustrer ce que réserve l'avenir à l'habitant de cette planète s'il ne parvient pas à lutter efficacement contre la pollution, des étudiants s'étaient affublés de masques à gaz, comme celui que notre document représente, en train de respirer le parfum suave d'une fleur de magnolia dans les jardins de l'hôtel de ville de New York.

Téléphoto AP

Jean Marchand

Ceux qui appuient René Lévesque ne sont pas tous séparatistes

par André Bellemare, de la PC

OTTAWA — Le ministre Jean Marchand a exprimé la conviction, hier, que le peuple québécois se rend compte de la gravité de l'enjeu électoral et qu'il décidera de demeurer au sein du Canada le soir du 29 avril.

M. Marchand était interrogé par des journalistes de langue anglaise sur la montée du Parti québécois au cours de la présente campagne électorale, révélée

par des sondages la semaine dernière.

Selon le ministre fédéral "il ne faut pas se tromper, tous ceux qui appuient M. René Lévesque ne sont pas nécessairement en faveur de la séparation du Québec".

Plus tôt aux Communes, le député conservateur de Edmonton-Centre, M. Steven Paproski, avait demandé au premier ministre Trudeau ce que le gouverne-

ment entendait faire advenant l'élection du parti indépendantiste de M. Lévesque le 29 avril.

Le président de la Chambre, M. Lucien Lamoureux, a jugé la question irrecevable.

Par ailleurs, M. Trudeau a confié à des journalistes, à la sortie de la Chambre, qu'il s'agissait là d'une question stupide.

D'autre part, M. Marchand est d'avis qu'il ne faut pas se leurrer et croire que M. Lévesque réussira, comme il le proclame, à former une association économique du Québec avec le reste du Canada après avoir démembré le pays.

"Bien sûr, M. Lévesque est séparatiste, a dit M. Marchand, mais je crois que son désir d'association est impossible parce que, s'il détruit le Canada, je ne vois pas comment il pourrait travailler à un projet quelconque d'association par la suite."

"Mais il se trouve des gens qui y croient et de là vient la confusion".

Même si les sondages accordent de 20 à 25 pour cent du vote populaire au PQ, M. Marchand refuse de croire que le même pourcentage des Québécois est favorable à l'idée de séparation.

Dès le début de la campagne électo-

Voir page 2: Jean Marchand

Des "bombes" à la mélasse dans les boîtes aux lettres

Norvelle intensification du conflit des postes hier à Montréal: ce que l'on croyait être une bombe dans une boîte aux lettres à l'angle de Guy et Sherbrooke n'était qu'un récipient de mélasse. L'incident s'est répété cinq fois et des centaines d'enveloppes devront être tendrement essuyées par les employés du ministère des postes avant d'être livrées à leurs destinataires.

En plus de ces incidents, une douzaine de camions postaux ont été atteints de

briques ou de cailloux, des pare-brise ont volé en éclats, des pneus ont été taillés et une douzaine d'arrestations ont été effectuées par la police.

Pour leur part, les ex-camionneurs de G. Lapalme, qui se sont rendus à Ottawa encore une fois mardi soir manifester avec deux mille de leurs sympathisants, projettent une autre manifestation aujourd'hui, cette fois devant l'hôtel des Postes de la rue Windsor.

Un plan de \$144 millions pour les Maritimes

par Donat Valois, de la PC

OTTAWA — Le gouvernement canadien a annoncé, hier, qu'il venait de signer deux ententes avec les gouvernements de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick en vue de la réalisation de projets de développement pour un montant de \$82.000.000 dans la première de ces provinces et de \$62.000.000 dans la seconde.

Ces ententes ont été signées, mardi, a fait savoir, hier, le ministre de l'Expansion économique régionale, M. Jean Marchand, au début des travaux réguliers des Communes.

L'entente signée avec le gouvernement de Terre-Neuve, a expliqué M. Marchand, englobe plusieurs projets qui débiteront au cours de la présente année et qui seront financés par le ministère de l'Expansion économique régio-

Voir page 2: Les Maritimes

Bourassa multiplie ses attaques contre le PQ

par André Charbonneau

DRUMMONDVILLE — A Drummondville, hier soir, le chef du parti libéral du Québec a multiplié ses attaques contre le Parti québécois. Il reprenait ainsi le thème qu'il avait préalablement développé le midi à Charlesbourg, dans le comté de Chauveau, devant environ 150 personnes et à Victoriaville (Arthabaska) où une foule de quelque 1.300 partisans étaient venus l'applaudir.

A Drummondville, M. Bourassa parlait devant une salle archicomble, estimée également à 1.300 auditeurs. Il a notamment cité la promesse du chef du Parti québécois, rapportée par Le Devoir du 14 avril dernier (il y disait: "l'aéroport sera à Drummond-

Voir page 2: Bourassa

L'Arctique: un vote unanime aux Communes

OTTAWA (PC) — La Chambre des Communes a fait l'unanimité, hier, autour de l'adoption en deuxième lecture du projet de loi C-202 concernant la prévention de la pollution des eaux de l'Arctique canadien dans une zone de 100 milles des côtes.

Le vote enregistré a été de 198 à 0, soit 116 libéraux, 54 progressistes-conservateurs, 21 néo-démocrates, six créditistes et un indépendant.

Le débat en deuxième lecture a duré moins de deux séances.

Voir page 2: L'Arctique

suites
de la première
page

DOUBLE IMPOSITION

part au sujet de la renégociation de l'entente Ottawa-Québec pour la réalisation du plan d'aménagement de l'Est du Québec que le gouvernement québécois veut mettre l'accent sur des mesures concrètes et réalisables à court terme. "Les gens, admet-il, se plaignent de la lenteur des réalisations, ils ont hâte de voir ces réalisations".

Parlant d'autre part de la promesse de M. Robert Bourassa de créer 100.000 emplois en 1971, M. Bertrand s'est étonné de ce que le chef du parti libéral d'abord promette ces emplois en une seule année et que le lendemain il étale cette promesse pour la durée de son mandat.

"Ça veut dire qu'il n'est pas sûr d'atteindre cet objectif, a lancé M. Bertrand. Il sait que c'est une promesse de démagogue, une promesse en l'air. Nous, nous promettons de continuer et d'accélérer le travail de développement économique entrepris depuis quelques années.

FUSION PQ-UN

Selon le ministre, le PQ et l'UN ont tous deux le même échéancier en matière constitutionnelle, soit l'année 1974.

Il rappelait certaines déclarations de M. René Lévesque selon lesquelles le PQ serait heureux d'obtenir la balance du pouvoir et de faire l'indépendance en 1974.

L'Union nationale, expliquait M. Masse, préfère d'abord négocier une nouvelle association avec le reste du Canada avant d'inviter le peuple, le cas échéant, à décider par référendum de notre avenir collectif.

L'ARCTIQUE

Tous les partis ont reconnu l'urgence pour le Canada de mettre en place les mécanismes nécessaires en vue de conserver le patrimoine canadien de l'Arctique contre la pollution.

Ce projet de loi a suscité de vives réactions à Washington qui a reproché au gouvernement d'Ottawa d'avoir pris unilatéralement cette décision.

Communauté urbaine

Lambert et Hainault nommés
à la commission de transport

par Jean-Pierre Proulx

A son assemblée régulière d'hier soir le conseil de la Communauté urbaine de Montréal a désigné à l'unanimité M. Armand Lambert, actuellement directeur du service des finances de la ville de Montréal, comme commissaire à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, de même que M. Robert Hainault qui était déjà en poste à la CTM.

Au cours de la même assemblée qui a duré à peine dix minutes, le conseil a choisi le siège social de la CUM qui sera situé à compter du 1er mai 1970 à 385 est rue Sherbrooke, à Montréal.

Selon la loi, M. Lambert doit résigner ses fonctions actuelles à la ville de Montréal.

Le comité exécutif de la ville de Montréal a fait savoir après la séance que M. Roger Bélanger est nommé directeur intérimaire du service des finances de la ville de Montréal, en attendant que le conseil, sur recommandation du comité exécutif, nomme un directeur permanent. M. Bélanger est au service de la ville depuis septembre 1939. Il a occupé différents postes au service des finances dont il est devenu le directeur adjoint en 1966.

A 21 heures, le conseil de la CUM se réunissait à nouveau, cette fois en assemblée extraordinaire, pour l'adoption de son premier budget, qui est de l'ordre de \$18 millions et celui de la CTIUM qui est de \$53.5 millions pour huit mois (du 1er mai au 31 décembre) et dans lequel on prévoit un déficit de \$922.000. Les deux budgets ont été adoptés à l'unanimité.

Au cours de la discussion du budget de la CTIUM, de nombreuses questions ont été soulevées à propos du transport en commun.

On abordera d'abord la prolongation du

Dans un discours prononcé au dîner annuel des sociétaires de la Presse canadienne, à Toronto, la semaine dernière, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau avait fortement insisté sur la nécessité d'une telle législation.

Etant donné qu'il n'existe encore aucun organisme international susceptible de conserver la pureté des eaux de l'Arctique, le Canada n'avait pas d'autre choix que de soumettre aux Communes un bill en ce sens.

M. Trudeau avait fait état des dégâts irréparables qui surviendraient advenant un accident quelconque et un déversement de pétrole dans les eaux glacées de l'Arctique.

Le projet de loi est étudié en même temps que le pétrolier géant américain Manhattan effectue un deuxième voyage dans l'Arctique en vue d'ouvrir une voie de navigation devant permettre éventuellement le transport de pétrole de l'Alaska vers l'Atlantique.

Le bill C-202 est parrainé par le ministre des affaires indiennes et du Grand Nord, M. Jean Chrétien.

Le projet de loi sera maintenant étudié en détail au comité permanent du ministère des Affaires indiennes et du Grand Nord avant de subir la troisième et dernière lecture en Chambre.

DOSSIER SECRET

province par le fédéral.

Cette dernière méthode ne tient donc pas compte des dépenses fédérales relatives à des "services nationaux" dont une part peut être attribuable au Québec.

\$200 millions par année

La conclusion fondée sur le calcul du "flux financier" est que les Québécois ont perdu en faveur d'Ottawa une somme de \$200 millions par année depuis 1963-64.

Selon l'autre méthode, les Québécois ne perdent rien.

Le dossier révèle en outre que pour 1968-69, les Québécois perdront moins, soit \$100 millions, toujours selon le calcul du "flux financier".

Mercredi dernier, à Montréal, le chef du Parti québécois réclamait la publication de ce dossier qui, disait-il, "fait partie de l'information qui pourrait être utile à tout le monde" et il ajoutait que "le fait de dévoiler ces chiffres témoignerait de la conscience administrative de M. Bertrand".

M. Lévesque, expliquait alors que cette source de comparaison épargnerait les improvisations "à la manière de celle qu'a faite récemment le ministre des finances Mario Beaulieu".

Le chef du PQ déclarait qu'il avait l'assurance que le gouvernement possède les chiffres complets jusqu'en 1968 et que l'économiste Jacques Parizeau, qui a participé à l'étude, pouvait en témoigner.

Communauté urbaine

Lambert et Hainault nommés
à la commission de transport

par Jean-Pierre Proulx

A son assemblée régulière d'hier soir le conseil de la Communauté urbaine de Montréal a désigné à l'unanimité M. Armand Lambert, actuellement directeur du service des finances de la ville de Montréal, comme commissaire à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, de même que M. Robert Hainault qui était déjà en poste à la CTM.

Au cours de la même assemblée qui a duré à peine dix minutes, le conseil a choisi le siège social de la CUM qui sera situé à compter du 1er mai 1970 à 385 est rue Sherbrooke, à Montréal.

Selon la loi, M. Lambert doit résigner ses fonctions actuelles à la ville de Montréal.

Le comité exécutif de la ville de Montréal a fait savoir après la séance que M. Roger Bélanger est nommé directeur intérimaire du service des finances de la ville de Montréal, en attendant que le conseil, sur recommandation du comité exécutif, nomme un directeur permanent. M. Bélanger est au service de la ville depuis septembre 1939. Il a occupé différents postes au service des finances dont il est devenu le directeur adjoint en 1966.

A 21 heures, le conseil de la CUM se réunissait à nouveau, cette fois en assemblée extraordinaire, pour l'adoption de son premier budget, qui est de l'ordre de \$18 millions et celui de la CTIUM qui est de \$53.5 millions pour huit mois (du 1er mai au 31 décembre) et dans lequel on prévoit un déficit de \$922.000. Les deux budgets ont été adoptés à l'unanimité.

Au cours de la discussion du budget de la CTIUM, de nombreuses questions ont été soulevées à propos du transport en commun.

On abordera d'abord la prolongation du

M. Lévesque avait aussi tracé un historique du dossier. Il a rappelé qu'en 1964 ou 1965 le club nationaliste Fleur-de-Lys avait publié certains chiffres sur les sommes qui allaient du Québec à Ottawa et qui en revenaient. Peu de temps après, le gouvernement libéral d'alors, dont il était, a mis sur pied une équipe spécialisée qui a travaillé pendant quatre mois sur le dossier.

JEAN MARCHAND

rale québécoise, MM. Trudeau et Marchand avaient laissé entendre que le fédéral interviendrait si l'unité du pays était menacée.

Tel ne semble pas le cas, puisque, M. Marchand a clairement indiqué, hier, que ni les ministres, ni M. Trudeau, ne participeraient activement à la campagne électorale.

Le ministre de l'Expansion économique régionale a, cependant, ajouté que les députés libéraux fédéraux pris individuellement sont entièrement libres d'agir comme ils le désirent "car ils sont eux-mêmes des québécois".

C'est un secret de polichinelle que les libéraux fédéraux souhaitent une victoire de l'équipe libérale dirigée par M. Robert Bourassa.

Encore la semaine dernière, M. Trudeau et le ministre de l'énergie, des ressources et des mines, M. J.J. Green, attaquaient de front l'Union nationale en la rendant responsable de la fuite des capitaux étrangers et de la hausse du chômage dans le Québec.

LES MARITIMES

nale sous forme de subventions et de prêts à la province.

C'est ainsi, a-t-il dit, que le fédéral s'engage à verser, au cours de l'exercice en cours, la somme de \$31.000.000 en subventions et \$10.200.000 en prêts. Le reste des travaux devra être terminé avant le 30 juin 1972 et les versements fédéraux supplémentaires ne devront pas dépasser \$31.000.000 en subventions et \$9.400.000 en prêts.

M. Marchand a précisé qu'un certain nombre de projets seront exécutés dans les huit zones spéciales récemment désignées dans cette province.

Au nombre de ces projets, il y a l'aménagement de parcs industriels pourvus des services nécessaires, l'installation de canalisations d'eau et d'égout dans certaines municipalités, la construction de certaines routes et celle d'écoles.

Le ministre a dit voir la réalisation de ces projets comme un moyen important destiné à relever la situation économique de Terre-Neuve.

"L'aide fédérale atteint des proportions sans précédent et jamais encore une entente n'a englobé des projets aussi diversifiés, au profit d'un si grand secteur de la population de Terre-Neuve", a-t-il ajouté.

Quant aux projets prévus dans l'entente signée avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick, ils débiteront aussi au cours de la présente année financière et ils seront financés également par le ministère sous forme de subventions et de prêts accordés à cette province.

Les sommes engagées, a expliqué M. Marchand, seront de \$22.700.000 en subventions et de \$9.800.000 en prêts au cours de l'exercice en cours.

Le reste des travaux devra être terminé le 30 juin 1972, et les versements fédéraux supplémentaires ne dépasseront pas \$18.100.000 en subventions et \$11.500.000 en prêts.

M. Marchand a souligné que cette entente englobait un certain nombre de projets dans les zones spéciales de Saint-Jean et de Moncton, et divers travaux de construction de routes dans plusieurs secteurs de la province.

Parmi les projets à être exécutés, il y en a qui concernent l'aménagement d'une voie rapide et de quelques routes municipales dans la zone de Saint-Jean.

D'autres projets portent aussi sur la construction d'écoles et l'installation de réseau d'adduction d'eau, ainsi que la création d'une réserve de terres destinées à la construction industrielle et résidentielle.

M. Marchand a, en outre, révélé que les deux gouvernements s'étaient aussi engagés à conclure d'autres ententes visant à l'élaboration de nouveaux plans de développement au cours des cinq prochaines années.

Les partis de l'opposition ont généralement bien accueilli la déclaration du ministre relative à la signature de ces ententes.

Toutefois, M. James A. McGrath PC — Saint-Jean-Est, T.-N. a déploré que les gouvernements concernés aient pris autant de temps pour conclure ces ententes. On aurait dû le signer il y a plusieurs semaines afin de commencer, plus tôt, la réalisation des projets, a-t-il dit.

Quant à M. John Burton NPD — Regina-Est, il a dit que son parti se réjouissait de cette annonce et espérait que le fédéral pourrait prochainement conclure des ententes du genre avec d'autres provinces.

En fin, M. Adrien Lambert RC — Bellechasse a commenté que les projets qui seront réalisés dans le cadre de ces ententes contribueraient notamment à réduire le chômage dans ces provinces.

BOURASSA

ville") pour la rapprocher d'une déclaration relevée dans La Presse du 8 avril 1969 selon laquelle M. Lévesque aurait conclu que Drummondville était trop éloignée de la métropole pour servir à l'emplacement d'un aéroport international.

Le chef libéral, qualifiant de promesse électorale les récents propos du chef du Parti québécois, s'est écrié: "On avait le Père Noël Jean-Jacques Bertrand, on a en plus le Père Noël René Lévesque". M. Bourassa fit alors remarquer que la vieillesse d'un parti ne se mesure pas en termes d'années d'existence mais en fonction des programmes, des équipes et des comportements. Reprenant l'idée du pari qu'il avait fait sien au début de la campagne en misant sur la maturité des électeurs, il enchaîna: les électeurs se souviendront des hommes qui jouent les "grands pères" et qui utilisent les vieilles tactiques de l'ère duplessiste.

Poursuivant sa critique du PQ, le chef du parti libéral fit remarquer qu'il s'agissait d'un parti de contradiction, non seulement au niveau des idées, mais également au niveau des hommes qui le composent. "René Lévesque, dit-il, parle de forcer les entreprises étrangères à réinvestir au Québec tandis que Jacques Parizeau écrit dans son rapport sur la fiscalité qu'on ne peut pas les obliger à un tel réinvestissement. Tous deux prônent une union tout en affirmant

que la dévaluation du dollar qui subirait un Québec momentanément indépendant serait une bonne chose. Les gens qui composent aujourd'hui ce même parti criaient il y a quelques années que l'indépendance apporterait une certaine austerité, tandis qu'aujourd'hui le PQ publie des annonces où il est dit: indépendance égale prospérité. Nous croyons, enchaîne M. Bourassa, que l'indépendance entraînerait l'austerité et nous disons que l'heure est fort mal choisie pour la faire alors que le Québec est incapable de payer ses enseignants et les fournisseurs du gouvernement, et que nous comptons 200.000 chômeurs." Il conclut: nous sommes plus réalistes: "Le parti libéral est le seul parti dans cette élection qui s'occupe du court terme". Nous voulons, ajouta-t-il, que les taxes que nous versons pour l'éducation servent à la prospérité du Québec et non à former des travailleurs obligés de s'exiler pour vivre chez nos concurrents ontariens ou américains.

Attaquant à nouveau le Parti québécois, M. Bourassa ajouta: "Ce serait facile de faire des phrases creuses comme eux et dire: 'La fierté des Québécois, c'est d'avoir un pays bien à soi...' Nous avons dit non au verbiage traditionnel. Notre fierté à nous c'est d'abord de permettre aux Québécois de travailler dans leur province.

M. Bourassa fit également allusion aux propos tenus aux Communes par M. "John-George Diefenbaker" souhaitant que "le plus anti des Canadiens français qui soit passé à Ottawa poursuive ses attaques contre lui et continue d'accorder son appui à 'son ami' Jean-Jacques Bertrand". Quant à l'Union nationale, le chef du parti libéral n'en parlait guère, sinon pour dire: "Pourquoi s'acharner sur un cadavre".

Cinq
commissions
poursuivies

RIMOUSKI (PC) — L'Association des enseignants du Bas-St-Laurent vient d'intenter des poursuites judiciaires contre cinq commissions scolaires locales, au sujet des retards de paiement et des rajustements de salaires.

Les commissions scolaires de St-Valérien, St-Donat, Ste-Blandine, Les Hauteurs et St-Charles-Garnier ont reçu, vendredi dernier, des brefs qui leur donnent dix jours de délai pour régler la situation ou pour se justifier devant la Cour.

La commission scolaire de Ste-Blandine n'a pas payé de salaire depuis le 15 janvier 1970; celle de St-Charles Garnier, depuis le début de mars; celle des Hauteurs n'a pas réajusté les salaires pour ce qui est des mois de septembre 1969 à janvier 1970, et elle est en retard de deux versements pour quatre de ses enseignants et d'un versement pour sept autres professeurs.

Quant à la commission scolaire de St-Valérien, elle est en retard d'un mois sur les salaires, tandis que celle de St-Donat n'a pas encore donné la deuxième tranche de la rétroactivité pour l'année 1968-1969, et n'a pas rajusté les salaires pour la période allant de septembre 1969 à janvier 1970.

En tout, 44 enseignants sont touchés par ces retards des cinq commissions scolaires locales.

Le village olympique sur
l'emplacement des usines Angus

Le journal La Presse rapporte, dans sa seconde édition d'hier, que la ville de Montréal serait disposée à construire le village olympique à l'endroit où s'élevaient les usines Angus du Canadien Pacifique, dans l'est de la ville, pourvu que les conditions du Canadien Pacifique soient raisonnables.

Plusieurs faits, selon La Presse, démontrent que Montréal projette de construire le Village olympique sur l'emplacement actuel des usines Angus:

1) Le Village sera construit dans un rayon de deux milles du stade olympique qui, lui, sera érigé du nord au sud, entre les rues Sherbrooke et Boyce et, de l'est à l'ouest, entre les rues Desjardins et Viau. C'est cet emplacement qui est désigné dans le dossier présenté par la ville de Montréal aux membres du Comité olympique international. Les usines Angus sont donc à l'intérieur de ce rayon.

2) Le service d'urbanisme de la ville de Montréal, dans ses plans à long terme, a prévu la disparition des usines Angus, parce que ce secteur industriel empêche le développement domiciliaire normal de cette région de la ville et nuit au réseau routier en bloquant les rues du nord au sud.

3) Le service de l'habitation prévoit la construction de 3.500 à 4.000 nouveaux logements dans ce secteur de la ville, soit le nombre requis pour loger les quelque 10.000 participants aux Jeux olympiques. Comme l'a déjà dit le maire Drapeau, ces logements font partie du programme d'habitations à loyer modique de la métropole.

4) Dans un rapport verbal soumis aux autorités il y a environ un an et demi, les responsables de l'urbanisme ont

recommandé cet emplacement

et cinq à six autres, pour la

construction du Village olympique.

5) Au Canadien Pacifique, les dirigeants sont au courant du projet de Montréal, mais c'est le silence complet.

6) Les responsables syndicaux aux usines Angus ont été avisés d'étudier ou de préparer un projet de relocalisation ou de reclassement des employés.

7) Le CP, propriétaire des usines Angus, envisage de déménager les installations à Côte Saint-Luc, si une entente est conclue avec la ville de

Montréal.

En annonçant, il y a un an et demi, que le Village olympique serait érigé dans l'est de la ville, sur un terrain à revaloriser, le maire Jean Drapeau s'était bien gardé de dévoiler l'emplacement pré-

cis. Même à la Maison olympique siège de l'Association olympique canadienne, on affirme que le site du village olympique est le secret le mieux gardé du maire qui

craindrait, dit-on, la spéculation inutile advenant le cas où Montréal n'obtiendrait pas les Jeux de 1976. Il ne voudrait pas, non plus, c'est bien cer-

tain, nuire aux négociations avec le CP.

En choisissant ce terrain, le maire pourra réussir d'une pierre deux coups. En premier lieu, il amènera le CP à se réorganiser ailleurs et il remplacera du même coup des usines pas trop jolies, par des logis à prix modique pour les familles à faible revenu qui pourrnt les habiter dès la fin des Jeux. Il ferait taire du même coup, les critiques qui disent que Montréal s'adonne à des réalisations prestigieuses en ne se préoccupant pas suffisamment des citoyens qui habitent la ville.



Publié pour le compte de Reynald Brissou, agent officiel du Parti Québécois, 5675, rue Christophe-Colomb, Montréal

Si vous déménagez,
de grâce avisez
l'Hydro-Québec

On laisse toujours des vieilles choses derrière soi quand on déménage... mais c'est souvent pour le mieux. Cependant, il y a une chose bien utile qui vous suivra chaque fois que vous déménagerez: l'électricité! Le service d'électricité sera là, prêt à vous servir, si vous avez prévenu votre bureau local de votre changement d'adresse.

Composez 878-4114

"Donnez-moi 5 semaines
seule avec vous
et vous parlerez
anglais."

Si je vous le promets c'est que je l'ai déjà réussi avec des personnes qui n'avaient jamais parlé anglais auparavant et qui, dès la première leçon, se sont mises à le parler.

Des mots tout simples au début. Des mots usuels. Puis dès la deuxième leçon, des phrases complètes. Et ainsi de suite. Naturellement. Et au bout de 5 semaines de conversation vivante vous saurez parler anglais. Cependant, je ne vais pas vous demander de me croire sur parole. Je tiens à vous le prouver. Moi ou mes collègues. Appelez-nous. Et nous passerons quelque temps à vous enseigner l'anglais. Gratuitement.

Berlitz®

Cours de langues vivantes

Montréal, 2055 rue Peel, Tél. 288-3111

Montréal, 50, Place Crémazie, Tél. 288-3111

St-Jean, 207, Richelieu, Tél. 346-6100

LE CENTRE DE L'ARTISANAT DU CANADA

Auberge du Faubourg
MOTEL
RESTAURANT

140 unités, motel et cottages chauffés individuellement
Golf, piscine, pêche, congrès

Votre hôte:
LÉONARD BOURGAULT
Renseignements: (418) 598-6455

OUVERT A L'ANNEE
Demandez nos dépliants et nos tarifs



Le Jour de la terre a été marqué, hier, par diverses manifestations, au Canada aussi bien qu'aux États-Unis. Ce jour de la terre est une idée lancée par le sénateur démocrate du Wisconsin, M. Gaylord Nelson qui, après avoir vu les manifestations pacifistes, s'est dit que l'on pouvait également tirer parti d'une mobilisation des masses au profit de la lutte contre la pollution du milieu. A Ottawa (notre photo) de jeunes artistes ont dramatisé le Jour de la terre en simulant la mort de personnes victimes de la pollution de l'air. (Téléphoto PC)

Une offensive de la FCSCQ

Les commissions scolaires ne renoncent pas à l'impôt foncier

par Gilles Provost

Les commissions scolaires du Québec tiennent à conserver la taxe foncière scolaire malgré ses inconvénients souvent mentionnés. Pour appuyer leur thèse, ils ont maintenant en main les conclusions d'une étude récente de leur fédération dont les résultats ont été envoyés pour diffusion à tous les commissaires du Québec par l'intermédiaire du dernier numéro du feuillet "Le Commissaire d'école".

Cette étude affirme que les nombreux avantages pratiques de la taxe foncière scolaire "dépassent en importance les inconvénients, surtout psychologiques qu'on lui attribue". Au nombre de ces avantages, on cite les suivants:

1) L'impôt foncier assure à chaque région une autonomie nécessaire.

2) Il ralentit l'augmentation des coûts de l'éducation car les citoyens sont plus réticents à réclamer des services additionnels qui se manifestent aussitôt par une surtaxe locale.

3) Si les commissions scolaires étaient financées directement par le gouvernement, "les commissaires seraient sans doute intéressés à se joindre aux re-

vendications des citoyens, enseignants, et étudiants en vue d'améliorer la situation particulière à tel ou tel milieu." Evidemment, ils oublieraient alors les difficultés financières de la province et feraient pression sur le gouvernement pour faire porter le coût des améliorations sur l'ensemble de la population.

4) En empêchant les municipalités de taxer trop lourdement les biens fonciers, la taxe scolaire est un régulateur des dépenses municipales: "elle remplace une normalisation inexistante dans le domaine des dépenses municipales."

En plus de signaler tous ces avantages importants, le rapport demande pourquoi on retirerait le droit d'imposer une taxe foncière dans un secteur régi par des normes strictes comme l'éducation et pourquoi on le remettrait au secteur municipal "qui n'est soumis à aucune norme."

Il serait aussi illogique dit-on, d'enlever ce pouvoir de taxation aux commissions scolaires qui "se regroupent afin d'assurer une meilleure administration" et de le donner aux 1,500 municipalités "peu empressées à se

regrouper".

Enfin, le rapport des commissions scolaires présente une liste d'inconvénients à prévoir si on finançait directement les commissions scolaires avec l'impôt sur le revenu et si on remettait aux municipalités toute la taxe foncière:

1) Les municipalités s'empresseraient alors d'augmenter leur taxe foncière pour augmenter leur revenu puisque ce secteur serait maintenant à leur disposition. En même temps, le gouvernement devrait aller chercher \$400 millions supplémentaires en impôt sur le revenu. Ce dernier devrait presque doubler. Donc, augmentation des taxes.

2) La population locale perdrait le contrôle de ses écoles.

3) Les minorités auxquelles la constitution canadienne garantit la possibilité de se financer elles-mêmes parallèlement aux subventions d'Etat pourraient obtenir un traitement de faveur et causer une disparité des services.

4) Les commissaires feraient davantage de dépenses inadmissibles et le coût de l'éducation augmenterait. Comme preuve de ce fait, la Fédération des commissions scolaires souligne que le coût net par élève est de \$1,040 dans les CEPEPS alors qu'il n'est que de \$621 dans les institutions associées.

Suite à la page 6

Laval

Le président des élections destitue les réviseurs

QUEBEC (PC) — Pour la première fois depuis 1945, le président général des élections, Me François Drouin, a destitué mardi soir la commission de révision du comté de Laval parce qu'elle ne respectait pas des exigences prévues par la loi électorale de la province.

Me Gilles Carignan, adjoint au président général des élections, a déclaré dans une interview que les torts de cette commission de révision portaient sur le fait qu'elle n'informait pas les électeurs faisant l'objet de demandes en révision, en correction ou en radiation.

"La loi stipule que les électeurs qui font l'objet de telles demandes doivent recevoir un avis d'un jour franc de la commission de révision", a précisé Me Carignan.

Les commissions de révision sont composées, quant aux centres urbains, de quatre personnes, une étant nommée par le parti ministériel, une autre par le parti d'opposition officielle, alors que la troisième est désignée par les deux premières qui disposent en outre des services d'un secrétaire.

La destitution de la commission de Laval a fait suite à des accusations formulées contre elle par M. Jean-Noël Lavoie, candidat libéral dans Laval.

Notant que Me Drouin est président général des élections depuis 1945, Me Carignan a ajouté que c'était la première fois que celui-ci recourait à ses pouvoirs de destituer une commission de révision.

Me Carignan a expliqué que bien que la révision des listes électorales a pris fin le samedi 18 avril, la loi électorale prévoit les délais nécessaires qui permettent à la nouvelle commission de révision de Laval de poursuivre son travail.

A ce sujet, Me Carignan a dit: "Au fait, la révision continue jusqu'à ce que les réviseurs aient terminé leur travail".

Un deuxième réseau de télévision d'ici la fin de 70 au Québec

OTTAWA (PC) — Le directeur général de Télé-Métropole, M. Roland Giguère, a indiqué, hier, à Ottawa qu'un deuxième réseau de télévision de langue française devrait être officiellement en opération au Québec d'ici la fin de l'année.

M. Giguère qui comparait devant les membres du comité sénatorial d'enquête sur les moyens de communications de masse, a dit qu'une certaine association existait actuellement entre Télé-Métropole et deux stations de té-

Suite à la page 6

Le Jeune Barreau crée une clinique gratuite à Pointe-Saint-Charles

Les résidents du quartier de la Pointe St-Charles à Montréal pourront bénéficier à compter du mois de juillet d'une clinique légale gratuite, la première à être établie dans la province.

C'est ce qu'a annoncé mardi le président sortant du Jeune Barreau, M. W. David Angus, lors de la présentation de son rapport annuel.

La mise sur pied de la clinique fait suite à des pourparlers de l'organisme avec les représentants des étudiants des universités de Montréal et de McGill. Une entente de principe avait été conclue en septembre dernier et, depuis, un comité de travail s'est chargé de donner forme au projet.

Le nouveau président du Jeune Barreau, M. Jean Bazin, a donné quelques précisions au Devoir concernant la clinique. Le service légal serait fourni à la population défavorisée du quartier par un avocat engagé en permanence par une société à but non lucratif connue sous le nom de "Les Services juridiques communautaires Inc." La demande d'incorporation de la société a été logée auprès du ministère des Institutions financières, des sociétés et des coopératives. Les étudiants en droit de Montréal et de McGill collaboreraient à la clinique à titre bénévole. Il serait question même d'intégrer ce travail à la clinique dans le curriculum des études.

La clinique a véritablement un caractère communautaire, six des treize membres du conseil d'administration des "Services juridiques communautaires" étant des résidents du quartier. Le Jeune Barreau, les étudiants de Montréal et ceux de McGill ont présentement chacun deux représentants.

L'existence d'une clinique légale gra-

tuite fait naître certains problèmes pour lesquels le comité de travail chargé de mettre le projet en marche n'a pas encore trouvé de solution. Ainsi, comment va-t-on déterminer les personnes qui auront droit au service gratuit? Quelle sera l'ampleur de ce service? S'agira-t-il uniquement de consultations ou fera-t-on certains actes légaux simples comme l'envoi de mises en demeure? Il semble que c'est seulement en cours de fonctionnement qu'on trouvera réponse à ces questions et à bien d'autres, d'autant plus qu'on ne peut savoir quelle sera la réaction de la profession devant le travail qui se fera à la clinique. Il s'agit somme toute d'un projet-pilote.

Le financement de l'entreprise sera assuré par des subventions venant des associations étudiantes et peut-être de certaines fondations. Ce service légal gratuit sera un complément à l'assistance judiciaire dont peuvent déjà bénéficier les personnes à faibles revenus. On espère que le projet de Pointe St-Charles pourra être suivi de plusieurs autres. S'il n'a pas bien entendu l'ampleur de l'assistance judiciaire, il offre par contre l'avantage d'être implanté dans le secteur qu'habitent les gens à qui il est destiné.

Terre des hommes

Neil Armstrong, le premier homme à mettre le pied sur la lune, aidera Terre des hommes dans sa publicité. L'une des affiches principales utilise une photo de la terre prise de la lune par le célèbre astronaute américain. La seconde affiche présente, sur fond orange, le symbole légèrement flou d'EXPO 67.

**université
du québec**
école nationale
d'administration publique

**ÉCOLE NATIONALE
D'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

- L'E.N.A.P. invite les fonctionnaires de différents paliers de gouvernement à poser leur candidature à son programme de MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE.

PROGRAMME

- 16 mois à temps plein et continu, à compter du 1er septembre 1970;
- il comprend trois sessions d'enseignement et deux stages d'environ un mois chacun, l'un au Canada, l'autre à l'étranger.

ENSEIGNEMENT

- orienté vers l'étude de problèmes concrets tirés de la pratique administrative au Québec;
- 3 grandes rubriques:
 - les techniques modernes de gestion;
 - la connaissance du milieu;
 - l'analyse socio-économique, politique et juridique;
- le personnel d'enseignement et de recherche se compose en majeure partie de hauts fonctionnaires et d'universitaires prêtant leurs services à l'École.

DIPLÔME

- maîtrise en administration publique (M.A.P.) décernée sous l'autorité de l'Université du Québec.

ENDROIT

- l'École est située à Québec.
- Ce programme a été surtout conçu pour mieux préparer les diplômés d'université à l'emploi de la fonction publique à accéder aux postes supérieurs de l'administration.

CONDITIONS D'ADMISSION

Détenir un diplôme universitaire de premier cycle (16 années de scolarité) et posséder au moins trois années d'expérience en administration publique;

L'École pourra exceptionnellement accepter un candidat qui ne rencontre pas ces exigences, mais qui, grâce à une compétence reconnue, occupe des fonctions administratives importantes.

SÉLECTION

- Les candidats seront choisis par voie de concours;
- Maximum de 30 étudiants pour la première année;
- Le jury procédera en deux étapes:
 - pré-sélection basée sur l'examen du dossier de chaque candidat;
 - Sélection finale après entrevue avec ceux dont la candidature aura franchi l'étape précédente.

INSCRIPTION

- Pour s'inscrire au concours d'admission, les candidats doivent:
 - Remplir la formule prévue à cette fin, qu'on peut se procurer à l'École avec les prospectus;
 - Y joindre les documents requis qui y sont indiqués;
 - Faire parvenir leur dossier à:

L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
220 EST, GRANDE ALLÉE, suite 66
QUÉBEC 4, QUÉBEC.
Tél.: 418-529-6641

ÉCHÉANCE DE L'INSCRIPTION: 22 MAI 1970

Q

LE
PARTI
QUÉBÉCOIS

VENEZ RENCONTRER VOS CANDIDATS

WESTMOUNT: PIERRE DE BROUX

D'ARCY McGEE: PAUL UNTERBERG

NOTRE-DAME DE GRÂCE:
JACQUELINE DUGAS

JEUDI, 23 AVRIL - 20.30 hres - MANOIR N.D.G.,
5319 NOTRE-DAME DE GRÂCE (coin DÉCARIE)

INVITÉ:
ANDRÉ D'ALLEMAGNE

Publié pour le compte de J. Desjardins, agent officiel de
Pierre De Broux, Westmount, 4175 Lacombe, Montréal.

PROGRAMMATION
D'ORDINATEURS

Assembler
Cobol
R.P.G.
aussi
ANALYSE
Fortran IV
PL 1

CENTRE
PROFESSIONNEL
D'INFORMATIQUE

Montréal * Paris * Bruxelles

Pré-requis: 11^e Sc.
Prospectus gratuits

DOCUMENTATION
TECHNIQUE
Exclusive.

CENTI Canada Ltée

Place du Canada
Suite 1365 - MONTRÉAL
861-2035

aujourd'hui

Entre 9h et 18h, à l'école des infirmières, 18^e clinique de donneurs de sang de l'hôpital Maisonneuve, 5415 boul. 1^{er} Assomption.

A 11h30, au Centre diocésain, 740 boul. Ste-Foy à Longueuil, Micheline Côté donnera une conférence de presse sur le rallye tiers monde qui se tiendra le 2 mai dans les villes de la Rive-Sud.

A 12h30, à l'hôtel Nelson, conférence de presse de Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois sur l'opération Vallières et sur une demande de libération des "prisonniers politiques" avant les élections.

Au salon Saint-Laurent de l'hôtel Reine Elizabeth, déjeuner de la Société canadienne des relations publiques du Québec. Mme Denny Griswold, editrice du P.R. News à New York, sera la conférencière.

A 13h30, au Royal York de Toronto, ouverture du 2^e congrès annuel de la Conférence canadienne des régimes de rentes. Le congrès se terminera le 24 dans la soirée.

A 14h00, session régulière de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

A 14h00, dans le grand salon de l'hôtel Windsor, partie de cartes de l'Œuvre des tuteurs des Soeurs de la Providence, au bénéfice d'enfants indigents à placer en colonie de vacances.

Correction

Les 134 femmes reconnues coupables mardi d'avoir violé le règlement anti-manifestation de Montréal ont été condamnées à \$20 d'amende chacune plus les frais, \$5, et non à des amendes variant entre \$20 et \$5 comme nous l'avons publié hier à la page 3.

A 16h00, les autorités de l'U. du Québec à Chicoutimi offrent une réception à leurs collaborateurs: secrétaires, appariteurs, techniciens et ouvriers.

A 16h00, dans l'auditorium de l'hôpital, assemblée annuelle du Montreal Children's Hospital.

A 19h30, à la Maison des arts de la Sauvegarde, soirée Raoul Duguay aux Jéjé de la poésie du Service d'éducation permanente de l'Université de Montréal. Paul Chamberland présentera "à sa façon" le poète.

A 20h30, à la salle K-0215 du pavillon des sciences sociales, conférence organisée par la Société de géographie de Montréal et le département de géographie de l'U. de M. Java et Bali, perles de l'Indonésie, par le professeur Robert Carry.

A 20h30, au département de chimie de l'université McGill, conférence sur les polymères "Principles and Uses of C.P.C. in Polymer Sciences", par L. H. Tung de Dow Chemical Midland.

AVANT DE RÉNOVER

faites installer les
GOUTTIÈRES HO-DO*

en métaux émaillés
cuits. Aussi vérification
gratuite de votre
toiture.

ESTIMÉS GRATUITS

Montréal: 322-4160
Québec: 872-9244
PRIMEAU MÉTAL INC.

Vient de paraître...

LA SOUVERAINETÉ ET L'ÉCONOMIE

par le PARTI QUÉBÉCOIS

- L'indépendance du Québec est-elle économiquement possible?
- Voilà la réponse des experts du Parti Québécois

En vente partout à \$2.00 - Distribué par le Service des Messageries des Éditions du Jour, 1651 Saint-Denis, Montréal. 129 - Tél.: 849-8328

... aux Éditions du Jour

ÉDITIONS DU
JOUR...
Président et
directeur général
Jacques Hébert

Le Devoir et l'élection du 29 avril

1) Les enjeux du scrutin

Déclenchée dans un climat qui laissait prévoir une course plutôt calme, la campagne électorale a pris depuis le début d'avril une tournure imprévue.

On prévoyait, à la mi-mars, la réélection du gouvernement actuel. On entrevoyait, de ce fait, un sursis de quelques années quant aux choix majeurs que devra faire tôt ou tard le Québec. La montée en flèche du Parti québécois, la vigueur inattendue de la campagne libérale, la vitalité étonnante du Crédit social ont chambardé ces calculs.

Rien n'est moins certain, aujourd'hui, que la réélection du gouvernement Bertrand. Nul n'oserait prédire avec assurance le résultat de l'élection. La campagne a pris la forme d'une lutte serrée dont l'enjeu défie les pronostics. Ces faits nouveaux confèrent une importance accrue aux questions majeures que l'électorat sera invité à trancher. Avant d'indiquer demain à quel parti vont les préférences du Devoir, résumons aujourd'hui les enjeux majeurs de l'élection.

Si la lutte ne s'était faite qu'entre les deux partis traditionnels, la question constitutionnelle aurait été reléguée, cette année, au second plan des préoccupations. D'un commun accord, MM. Bertrand et Bourassa auraient davantage insisté sur les thèmes économiques et sociaux. On n'aurait décelé, entre les deux partis, que des différences d'accent, non de fond.

Mais ces calculs ont été, eux aussi, modifiés par l'entrée en scène vigoureuse du Parti québécois. Si le parti de M. Lévesque n'avait paru devoir rejoindre qu'une tranche marginale du corps électoral, les jeux se seraient faits autrement. Mais tel n'est pas le cas. Ainsi que l'indiquent les sondages, le PQ est devenu, en très peu de temps, une force politique majeure. Les observateurs s'accordent à reconnaître qu'il est, dans un grand nombre de comtés, au cœur de la course.

A cause de ce fait et de la position radicale du PQ en ce qui touche l'avenir du Québec, l'élection du 29 avril devient, en un sens très réel, un référendum sur la question constitutionnelle.

Les Québécois devront d'abord décider s'ils voteront pour la rupture du lien fédéral avec le reste du Canada ou pour le maintien de ce lien au cours des quatre prochaines années. Ils peuvent avoir mille raisons différentes d'accorder leur appui au Parti québécois. Ils ne sauraient oublier qu'en votant pour ce parti, ils déposeront du même coup un vote en faveur de la séparation politique du Québec d'avec le reste du Canada.

Le choix entre le fédéralisme et l'indépendance est devenu, écrit Pierre Vadeboncoeur dans l'ouvrage dont il était question hier, "notre problème politique majeur". "un grand sujet", "une question cruciale". C'est ainsi que des hommes comme René Lévesque et Jacques Parizeau ont également présenté aux électeurs la question à résoudre le 29 avril. C'est ainsi que la voient désormais des milliers de Québécois.

Il faudra donc que, mercredi prochain, les Québécois disent clairement s'ils sont pour ou contre le maintien du lien fédéral dans les circonstances actuelles. Il faudra, en deuxième lieu, qu'ils disent, dans l'hypothèse où ils favorisent le maintien du lien fédéral, lequel des trois autres partis est le plus apte à assurer le développement politique du Québec à l'intérieur du cadre canadien.

Le deuxième enjeu majeur du scrutin est étroitement relié au premier, mais doit néanmoins faire l'objet d'un examen distinct. Les Québécois n'auront pas seulement à opter, le 29 avril, pour telle ou telle forme de régime politique. Ils devront aussi choisir, parmi les équipes en présence, celle qui leur paraîtra la plus capable d'assurer leur progrès économique et social au cours des quatre prochaines années.

L'économie du Québec a été, depuis quatre ans, ou plus exactement depuis la fin de l'Expo, relativement stagnante. Les investissements ont fléchi, notamment dans le secteur commercial et financier. Le nombre des chômeurs a dangereusement augmenté. La marche générale des affaires a été plus laborieuse.

Ces faits sont-ils attribuables à une mauvaise gestion des affaires de l'Etat? Furent-ils plutôt les suites inévitables d'une période d'expansion audacieuse au Québec et les corollaires d'une conjoncture nord-américaine moins favorable? Dans quelle mesure faut-il les rattacher au climat d'instabilité politique qui a régné au Québec? Parmi les équipes qui s'affrontent, laquelle est la plus susceptible d'opérer un redressement énergique? Laquelle est la plus apte à susciter cette confiance, cet élan général, chez les divers agents de l'économie, qui seront requis pour une reprise énergique? Laquelle propose les moyens d'action les plus réalistes, les plus susceptibles de produire des résultats pratiques? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles il faudra songer avant de faire un choix.

Reliée au thème économique, il y a la santé des finances publiques et de l'administration gouvernementale. Depuis quelques

années, l'appareil financier et administratif du gouvernement donne des signes nombreux de fatigue et de surchauffe. La dette publique atteint, au Québec, un niveau presque aussi élevé par tête qu'en Ontario, alors que le revenu moyen par tête est inférieur d'environ 20% au Québec par rapport à celui de l'Ontario. De même, le niveau des dépenses publiques par tête est plus élevé au Québec que dans la province voisine, compte tenu des différences de revenus. Les comptes du gouvernement restent trop longtemps en souffrance. Dans plusieurs secteurs, l'organisation gouvernementale souffre de sous-équipement; à peu près partout, elle fonctionne à un rythme trop lent et à un coût très élevé. Un redressement s'impose. Parmi les différents partis, il faudra choisir celui qui s'est montré le plus conscient de ces problèmes et qui offre, en vue de leur solution, les garanties les plus fortes de discipline et de compétence.

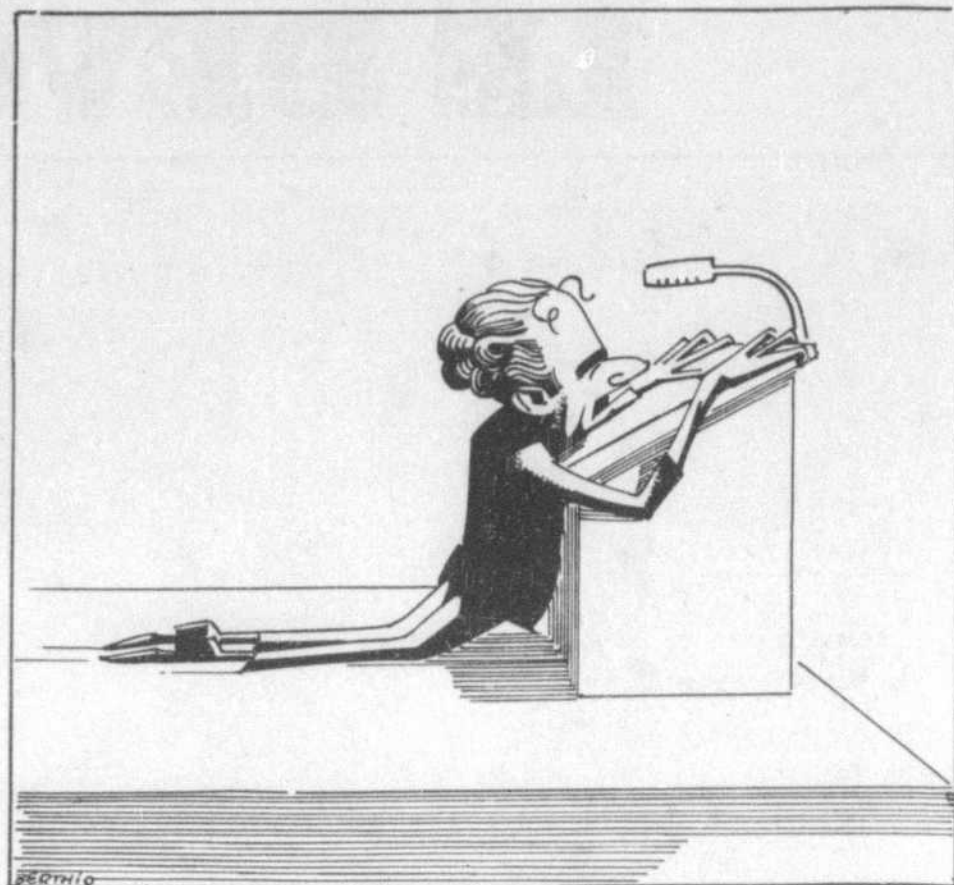
Un dernier thème a été moins évoqué au cours de la campagne mais est non moins capital. C'est celui de l'aptitude de chaque équipe à faire face aux remous très profonds (idéologiques, sociaux, culturels et autres) qui secouent présentement la société québécoise. Au sein de cette société naguère paisible, la contestation a surgi sur tous les fronts, sous les formes les plus diverses et parfois les plus radicales. Chaque citoyen, chaque segment du corps social éprouve des frustrations plus ou moins vives. Chacun aspire à une part plus large de l'autorité, de la responsabilité et des avantages sociaux.

En face de ces courants, on peut être enclin à la faiblesse et à la complaisance: cela ne contribue qu'à aggraver à la longue les contradictions. On peut être porté, à l'autre extrême, à la raideur et à l'intransigeance: cela peut étouffer le feu pour un temps mais ne l'éteint point. Parmi les équipes en présence, il faudra choisir celle qui offre le dosage le plus équilibré d'attachement à certaines valeurs fondamentales et inaliénables de notre société et d'ouverture à des valeurs nouvelles qui pourraient enrichir notre vie collective sans la détruire.

La paix reste le bien suprême vers lequel tend toute société. Il s'agit de choisir, le 29 avril, le parti qui s'est révélé le plus apte à procurer au Québec une paix qui soit oeuvre de justice, de réalisme, d'équilibre, et dont les fruits principaux seront la liberté, la concorde entre les citoyens et la prospérité pour les quatre prochaines années.

Claude RYAN

Demain: Notre choix.



-- Écrivez un gouvernement fort. --

Une question à M. Benson

Les \$200 millions: un cadeau du Québec au reste du pays?

par Mario Beaulieu, ministre des finances du Québec

Monsieur le ministre,

J'accuse réception de votre lettre du 26 mars qui faisait suite à la mienne du 26 février.

Votre réponse me paraît bien décevante. Il me faut encore reprendre et répéter les arguments que je vous ai déjà soumis à nos conférences de décembre et de février, et dans ma lettre, puisqu'on ne semble pas vouloir les comprendre.

Auparavant, je prends note que votre gouvernement a décidé de verser \$100 millions pour restreindre la production du blé dans l'Ouest. Je note également que votre gouvernement avancera \$40 millions à celui de la Nouvelle-Écosse pour permettre la construction de l'usine d'eau lourde qui devait entrer en production il y a déjà plusieurs mois. Ces octrois font suite à des demandes des provinces concernées.

Je note enfin qu'un comité présidé par l'honorable L.B. Pearson a suggéré que les contributions du Canada aux pays sous-développés passent de \$400 millions à \$600 millions. M. Pearson sera certainement entendu. Ce sera \$200 millions de plus pour l'aide à l'étranger.

Votre gouvernement a donc jugé à propos d'adopter des mesures ad hoc pour répondre à des situations précises. Je regrette cependant qu'il ne vous paraisse pas possible de discuter les demandes légitimes du Québec. Pour plus de clarté, je me permets de reprendre ce que j'ai déjà eu l'occasion de vous exposer. Je crois tout d'abord que nous aurions déjà dû, conformément à la recommandation des provinces, examiner les modifications aux arrangements fiscaux présentement en vigueur, "afin de permettre à l'ensemble des provinces de disposer de revenus plus considérables pour 1970-71 et 1971-72, sans qu'une plus grande part du produit national ne soit transférée au secteur public".

Si je comprends bien, vous auriez pu économiser \$150 à \$200 millions sur les dépenses fédérales! Dois-je croire que vous avez laissé passer de \$150 à \$200 millions de dépenses inutiles en d'autres domaines simplement parce que nous n'avions pas les moyens d'instaurer l'assurance-maladie? Est-il possible de croire que vous auriez pu procéder ainsi, dans le contexte de la politique anti-inflationniste que vous pourriez suivre avec tant de rigueur? Ne dois-je pas croire plutôt que s'il nous avait été possible de commencer l'assurance-maladie plus tôt, vous n'auriez pu comprimer les autres dépenses et vous auriez augmenté les taxes de tous les contribuables canadiens pour obtenir un surplus du même ordre que celui que vous avez réalisé? Dans ce cas, les contribuables des autres provinces n'ont-ils pas bénéficié d'un sursis par suite de notre décision? N'est-il pas juste de croire que ces mêmes contribuables ne sauraient s'opposer à ce que le gain fortuit qui leur vient des Québécois soit maintenant retourné à ces derniers? N'est-il pas vrai que si le Québec avait décidé d'instaurer l'assurance-maladie plus tôt, les dépenses par tête y auraient augmenté plus rapidement? Cette décision n'aurait-elle pas forcé votre gouvernement à augmenter ses taxes ou à réduire son surplus? Comment ne pas croire qu'une bonne partie du surplus que vous avez réalisé revient en toute équité aux contribuables québécois?

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

Je crois sincèrement, dans l'intérêt de tous, qu'il est temps de mettre un terme à ce dialogue de sourds qui exaspère les Québécois et que nous devons enfin engager des négociations positives et constructives qui nous permettent de régler, à la satisfaction des deux parties, un problème dont dépend peut-être l'unité du Canada.

bloc-notes

La dette de Montréal

Les explications données au Conseil municipal mercredi par le président du Comité exécutif au sujet de la dette de la métropole indiquent que l'augmentation de la dette depuis dix ans a été parallèle à la croissance de l'évaluation impossible, ce qui est le meilleur critère de la solvabilité de la ville.

Le fait que la dette par capita a presque doublé entre 1961 et 1970 n'a pas en soi de signification probante, car ce qui compte c'est la valeur et la rentabilité des investissements publics, et surtout la garantie que représente la propriété immobilière impossible. Cette évaluation impossible a grandi de deux façons: d'abord par les constructions nouvelles ainsi que les aménagements qui ont augmenté la valeur des immeubles, et en second lieu par une plus-value qui reflète en partie l'essor économique de la ville et aussi l'augmentation des prix ou l'inflation.

Pour mesurer l'augmentation réelle de la dette nette de la ville d'une part et d'autre part l'évaluation impossible, il faudrait établir la comparaison en dollars constants, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation durant la période en cause.

Un bon moyen de simplifier le calcul, c'est de comparer la proportion que représente la dette par rapport à l'évaluation impossible qui est la garantie des créanciers. Ce rapport, qui était de 10,46 pour cent en 1961, est de 11,21 pour cent en 1970. L'augmentation est donc assez faible.

L'augmentation des dettes publiques a été un phénomène général au Canada depuis une douzaine d'années. Ainsi, la dette fédérale directe et indirecte, moins les fonds d'amortissement, est passée de \$23 milliards en 1958, à près de \$41 milliards en 1968. Pour les dettes provinciales, les données sont moins récentes, mais le total est passé de \$5 milliards en 1958 à \$13 milliards en 1965, et la progression a continué de façon accélérée depuis. Les dettes municipales dans l'ensemble du Canada ont presque doublé entre 1958 et 1966, et les besoins urbains continuent d'exiger des investissements financés par des emprunts. Le cas de Montréal n'a donc rien d'exceptionnel.

Un aspect inquiétant toutefois, pour Montréal comme pour tous les gouvernements, c'est que le service de la dette augmente de manière accélérée depuis quelques années à cause du loyer élevé de l'argent. Les taux d'intérêt ont fléchi depuis deux mois, et il faut souhaiter que cette tendance se poursuive. Sans cela, le coût des emprunts peut devenir prohibitif, parce que le service de la dette absorberait une trop forte part du budget municipal.

Le partage fiscal

Le fait que le taux de l'impôt foncier a été relativement stable depuis dix ans, (car les augmentations récentes annulaient des diminutions antérieures des taux), est aussi un signe de bonne administration. Mais il ne faut pas oublier que plusieurs autres facteurs ont aidé à boucler le budget de la ville à diverses reprises.

Les revenus additionnels et les subventions provinciales obtenus ces dernières années étaient justifiés, de même que le partage de

certaines responsabilités financières qu'on a imposé aux villes satellites. Ce partage devra s'accroître dans le cadre de la Communauté urbaine de Montréal.

Des ajustements de ce genre ont permis d'équilibrer le budget de la prochaine année. Mais il faudra des réformes fiscales plus profondes pour assurer la stabilité financière de Montréal, comme des grandes villes en général. M. Saulnier a sans doute raison d'affirmer que la situation financière de la métropole est aussi saine qu'il y a dix ans. Mais cela ne doit pas faire oublier l'urgence d'un nouveau partage de la fiscalité entre Ottawa et les provinces, de telle sorte que les provinces puissent assurer aux municipalités qui relèvent de leur autorité des sources de revenu suffisantes.

P.S.

Encore les listes électorales

Le président général des élections, M. François Drouin, a dû intervenir, mardi soir, pour congédier les trois membres du bureau de révision du comté de Laval. Il devait d'ailleurs les remplacer en toute hâte dans la journée d'hier.

Me Drouin n'a pas expliqué la nature de son geste, se contentant de dire que les réviseurs n'avaient pas suivi ses instructions. Apparemment, il s'agirait d'une interprétation erronée de la loi de la part d'au moins deux des trois réviseurs, interprétation erronée qui les aurait emmenés à radier trop facilement de la liste électorale les noms de jeunes électeurs ou d'électeurs de différents groupes ethniques. En tous cas, tel était le sens des griefs formulés par le candidat libéral du comté, M. Jean-Noël Lavoie.

Nous prenons pour acquis que le président général des élections n'a pas agi à la légère. Et tout en tenant compte du fait qu'il s'agit d'un cas apparemment isolé, nous croyons avoir le droit de nous demander si la formule des bureaux de révision telle que nous la trouvons dans la loi est bien adéquate, surtout maintenant que nous avons plusieurs partis politiques en lice.

En vertu de la loi, le parti ministériel et le principal parti d'opposition ont droit de nommer chacun un réviseur, le troisième étant choisi après entente entre les deux premiers (ou très exceptionnellement, en cas de désaccord, nommé par le président des élections). Le principe sous-jacent est que les décisions rendues par un tel bureau de révision représenteront, en quelque sorte, un consensus entre antagonistes.

Nous entretenons des doutes sur cette façon de procéder. Même s'il

est vrai que ces réviseurs reçoivent des directives et sont tout de même tenus d'appliquer une loi assez claire, la tentation peut être forte pour eux de négocier entre eux plutôt que de rendre de véritables jugements. Or, procéder par négociation entre deux clans lorsqu'il y en a quatre ou cinq engagés dans une campagne électorale, ça nous paraît quelque chose d'équivoque. Les clans non représentés pouvant craindre, à juste titre, que le marchandage ou les ententes se fassent à leur détriment.

Pour ces raisons, nous inclinons fortement à croire qu'il serait préférable que les réviseurs ne soient point nommés par les partis politiques mais par le président d'élection. Ces réviseurs devraient être des personnages apolitiques, des personnages neutres comme le président d'élection lui-même. La chose serait d'autant plus normale qu'ils ont à rendre des décisions d'une nature quasi-judiciaire, décisions dont aucun appel n'est prévu en vertu de la loi elle-même.

Pour rassurer les partis on pourrait prévoir qu'ils nomment chacun un assesseur. Ces assesseurs pourraient défendre les vues de leur formation politique respective, mais ils n'auraient rien à voir avec le jugement que rendrait le bureau de révision.

En somme, notre loi a été conçue pour un régime de bipartisme. Notre régime en étant maintenant un de multipartisme, il faudrait la modifier en conséquence.

V.P.

Radio-Canada et le centenaire de Lénine

Radio-Canada a cru de bon ton, dans son téléjournal de mardi soir, de faire une petite mise en scène tendant à ridiculiser Lénine à l'occasion du centenaire de sa naissance. On a vu le correspondant de la télévision d'Etat à Londres, Jean Charpentier, après un laïus pompeux et flou, s'approcher d'une Rolls-Royce dont la porte lui était ouverte par un domestique en livrée, et affirmer tout en s'installant sur la banquette arrière que si Lénine n'avait guère été marqué par son séjour à Londres, son premier geste en arrivant au pouvoir avait été de se procurer une Rolls pour aller visiter les moujiks.

Il était visible, au sourire du présentateur, que l'équipe du téléjournal avait le sentiment d'avoir réalisé quelque chose de très amusant. D'autres auront trouvé cela d'un goût plutôt douteux compte tenu de l'ignorance à peu près totale qu'on constate au Québec de l'action et de la pensée d'un homme dont l'influence a pourtant été déterminante sur le cours de l'histoire contemporaine.

Y.B.

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910

Directeur: Claude Ryan

Directeur de l'information: Jean Francoeur

Trésorier: Arthur Lefebvre

TÉLÉPHONE: 844-3361

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est au no 434 est, rue Notre-Dame, Montréal. Il est composé et imprimé par l'Imprimerie Dumont Inc., 9130 rue Boivin, Ville LaSalle. Seule la Presse canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".

ABONNEMENTS: édition quotidienne, Canada: 12 mois: \$28.00; 6 mois: \$15.00; 3 mois: \$8.00. À l'étranger: 12 mois: \$40.00; 6 mois: \$22.00; 3 mois: \$12.00. Édition du samedi: 12 mois: \$10.00.

Courrier de la deuxième classe; enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

(Dr François Cloutier, conférence prononcée devant la Chambre de commerce de Montréal le 10 mars)

Extrait du discours de Georges Pompidou, président de la France, au National Press Club des États-Unis le 24 février)

La "nouvelle aberration" de la politique économique

1) Lord Keynes trahi par des disciples décadents

par le sénateur MAURICE LAMONTAGNE

● Texte presque intégral d'une causerie prononcée lors de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Canadian Corporate Management Company, tenue à Toronto en mars dernier. La causerie fut donnée en anglais. La traduction est du Devoir. Ce texte a été salué comme l'une des critiques les plus pertinentes et les plus rigoureuses qui aient été faites de la politique du gouvernement Trudeau en matière de lutte contre l'inflation.

Les économistes gouvernementaux ont pratiqué systématiquement, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la prévision économique à court terme. Le premier rapport soi-disant secret rédigé sur la question remonte au Canada à 1946. On concevait alors la prévision à court terme comme une tâche vitale et inévitable. Et elle l'est toujours. Car quelle serait l'utilité de politiques fiscales et monétaires saines visant à procurer la stabilité économique à court terme, si de telles politiques n'étaient pas appliquées au bon moment et si au lieu de produire le résultat désiré, elles ne contribuaient qu'à engendrer une instabilité plus grande?

Un dossier peu brillant

Si nous scrutons le dossier de notre action passée, nous devons reconnaître que cette action a été plutôt mauvaise, particulièrement en matière de calculs visant à prévoir les virages du cycle économique, même si dans l'ensemble notre performance ne fut probablement pas plus mauvaise que celle des autres pays. Le gouvernement entreprit de combattre la récession de 1953-54 en 1955, alors que celle-ci était terminée; l'action du gouvernement ne contribua, de la sorte, qu'à engendrer l'excès de demande qui devait aboutir à la spirale inflationniste de 1956. Rares étaient les personnages officiels qui se rendaient compte en avril 1957 de l'approche d'une récession, et de toute façon, l'avis de ces personnages ne fut guère pris au sérieux. En conséquence, le budget présenté à cette époque continuait de

souligner le danger de l'inflation et prévoyait un surplus.

Au début de 1960, M. Pearson, alors chef de l'opposition, affirmait que l'économie canadienne traversait un nouveau cycle. Le gouvernement était un homme irresponsable. Cette récession passa, pour ainsi dire, inaperçue aux yeux du gouvernement de l'époque. Un autre ralentissement mineur débuta au cours du second trimestre de 1966. Le 7 septembre de cette année-là, à une réunion du caucus libéral, je déclarais que les statistiques officielles, lorsqu'elles seraient disponibles, établiraient "que l'économie canadienne marquait un temps d'arrêt et que l'accroissement du PNB au cours du second trimestre aurait à peine dépassé 1,5%, ne laissant ainsi qu'un gain nominal de production pour cette période".

Le jour suivant, à la Chambre des communes, le ministre des finances déclarait: "Au moment où je vous parle, le pays serait tout simplement incapable, quelque effort que l'on pût y mettre, de fournir une production pouvant répondre à toutes les demandes. Il me faut donc recourir à la politique fiscale en vue de contenir, dans cette période de suractivité, l'excès de la demande sur l'économie". Alors même que le ministre parlait ainsi, la capacité non employée de l'industrie de l'acier était plus grande qu'à aucun autre moment depuis 1958. Cela n'empêcha pas le ministre d'annoncer des mesures spéciales visant à couper les dépenses et à réduire la demande.

Keynes et ses disciples

Ainsi que les chiffres l'établissent, nous n'avons pas réussi à prédire une seule récession durant toute la période de l'après-guerre. Il se peut que nous soyons en train de répéter la même erreur. Et nous ne sommes pas le seul pays du monde qui soit dans cette situation. Nous semblons incapables d'apprendre. Le mal réside, à mon point de vue, dans le fait que trop d'économistes engagés dans l'étude des cycles de l'économie souffrent d'une même maladie et sont devenus des disciples décadents de Keynes. Ils ont adapté la méthode d'analyse de Keynes au modèle des comptes nationaux et ils s'en servent, dans cette version modifiée, comme d'un instrument pour prévenir les cycles à court terme. A mon avis, le modèle keynésien ne fut jamais conçu à cette fin.

Lord Keynes avait été justement impressionné par la grande dépression des années 30. Cela l'amena à fournir, peut-être de manière inconsciente, une explication et des remèdes valables pour des fluctuations économiques à moyen terme. Or, il arrive que ce genre de fluctuations a pratiquement disparu. Nonobstant ce fait, plusieurs des idées et remèdes imaginés par Keynes sont encore valides et utiles. Cela ne saurait signifier, cependant, qu'on puisse les appliquer directement aux cycles à court terme. De plus, le modèle des comptes nationaux se prête mal à la détection et à la mesure des fluctuations à court terme. Le PNB et ses composantes principales évoluent plutôt lentement et ne sauraient être utiles comme signaux avertisseurs à court terme des virages qui se dessinent dans l'économie, car ils reflètent, par leur nature même, l'ensemble des tendances contradictoires qui sont toujours présentes dans une économie nationale, y compris les phénomènes économiques qui ne réagissent pas du tout, ou très

peu, aux changements de courte durée dans la marche de l'économie. Nous touchons du doigt, à ce point de vue, la raison fondamentale qui explique pourquoi notre système de prévision économique s'est révélé si souvent erroné ou fautif: nous nous sommes servis d'un mauvais cadre de mesure lorsqu'il s'est agi de prévoir les fluctuations à court terme de l'économie.

Un indice-clé: les inventaires

Fondamentalement, ces variations à court terme pourraient être dérivées comme des cycles reliés au mouvement des inventaires. Les accumulations d'inventaires se produisent pour diverses raisons. Mais lorsque ces accumulations se produisent de manière involontaire et sur une échelle importante, il en résulte que l'économie est temporairement mise hors d'équilibre, parce que la production a augmenté plus vite que la demande.

Les accumulations d'inventaire ne pouvant être tolérées indéfiniment, il faut se résoudre à ralentir à un point où l'autre la production et l'emploi. Avec la liquidation des inventaires non désirés, on assiste à une reprise de l'économie. Le rapport entre les inventaires et les expéditions dans le secteur manufacturier traduit fidèlement cette réalité.

Il nous faudra prêter beaucoup plus d'attention à ces indices majeurs si nous voulons améliorer notre façon de prévoir les virages à court terme de l'économie. La prévision économique à court terme sera toujours une tâche risquée, mais je suis convaincu que nous pourrions la rendre beaucoup moins incertaine. Le Conseil économique du Canada a d'ailleurs fait, à cette fin, des recommandations qui n'ont pas encore été mises en vigueur.

L'Amérique du Nord assiste-t-elle présentement au début d'une nouvelle récession? C'est là, en grande mesure, une question de vocabulaire qu'il vaut mieux abandonner aux politiciens. Il est beaucoup plus significatif de dire que l'économie a connu un ralentissement et que cette tendance continuera au moins aussi longtemps que les politiques gouvernementales aux États-Unis et au Canada n'auront pas été renversées. Ce ralentissement de l'économie a commencé avant que le gouvernement fédéral n'annonce, l'été dernier, son programme d'austérité, et il est maintenant admis par tout le monde. Le gouverneur de la Banque du Canada, dans son dernier rapport annuel, déclarait: "Pour le reste de l'année, ou si l'on veut durant les trois derniers trimestres de 1969, l'économie s'orientait — si l'on regarde au-delà des effets déformants de certaines grèves importantes qui surgissent pendant cette période — vers un taux d'expansion nettement plus bas".

Dans son dernier discours du budget, le ministre des finances reconnaissait que l'économie canadienne, au cours de l'exercice fiscal 1970-71, "fonctionnera à un rythme inférieur à celui de 1970 par rapport à sa capacité totale". Et M. Benson d'ajouter: "Si nous n'avions à nous préoccuper que de la pression de la demande totale sur notre capacité productive et nos marchés, aucune autre action ne serait requise". Mais aussitôt, il annonçait son intention de restreindre le crédit au consommateur, ce qui ne peut que frapper davantage les citoyens plus pauvres et affaiblir davantage le secteur de l'économie qui est déjà le plus faible, soit celui des biens de consommation durables. Le gouverneur de la Banque du Canada parlait dans le même sens lorsqu'il écrivait dans son rapport: "Les mesures de restriction ne vi-

sent pas à ralentir la marche de l'économie pour le seul plaisir de la chose, mais elles sont adoptées comme moyens de ralentir la montée des prix et des coûts en vue d'asseoir l'expansion économique sur une base solide".

La vraie portée de la théorie de Keynes

Ces déclarations, et d'autres semblables, qui ont été faites aux États-Unis en particulier par Arthur Burns, m'amènent à me poser des questions sur la pensée généralement acceptée au cours de l'après-guerre en relation avec le rôle des politiques fiscales et monétaires dans la lutte contre l'inflation. J'ai l'impression que nous assistons, dans ce secteur, et ce dans plusieurs pays du monde occidental, y compris peut-être les États-Unis, à la pire aberration que l'on ait connue depuis la dépression des années 30.

Avant le New Deal, les gouvernements cherchaient à combattre le chômage massif en

accroissant les restrictions commerciales, en coupant les dépenses publiques, en haussant les taxes et les restrictions monétaires. On espérait ainsi rétablir un climat de confiance dans le milieu des affaires et on espérait de la sorte, en pratiquant ce qu'on appelait des politiques responsables de financement public, inciter de nouveaux producteurs à mettre l'économie en marche. Lord Keynes refusa de manière très convaincante cette aberration profondément installée dans les esprits. Il démontra clairement que la source principale des difficultés provenait d'une déficience de la demande globale, non pas d'une déficience du côté de l'offre, et il fit voir que le meilleur remède au chômage massif était, en conséquence, une politique monétaire plus libérale et une politique déficitaire en matière de budgets publics.

On considéra d'abord la théorie de Keynes comme une hérésie. Cette même théorie devait devenir un dogme après la deuxième guerre mondiale.

Demain: Deux formes différentes d'inflation.



UN COMPLET "GLENQUARD" DE "HYDE PARK", EN PURE LAINE VIERGE C'EST CE QUE RECHERCHE L'ÉLÉGANT POUR SON CONFORT PRINTEMPIER

Voici venu le printemps. Un moment propice pour l'homme élégant d'avancer d'un pas dans la mode masculine, en ajoutant à sa garde-robe ce complet "Glenquard" de "Hyde Park". Lui plutôt qu'un autre, car en plus de sa coupe bien faite qui donne entière liberté, il est confectionné dans un tissu pure laine vierge durable et qui se tient bien. Le veston croise à la fois les revers larges et les poches à rabat, le pantalon est à passe-vent, avec poches baises. Disponible à rayures dans les teintes de brun, bleu, gris. Tailles 36 à 44

\$125 chacun

COMPOSEZ: 842-6171
DUPUIS - Rez-de-chaussée - Rayon 610

DUPUIS
LE GRAND MAGASIN CANADIEN À L'ACCENT FRANÇAIS

Peignez votre propre portrait

...sans huiles, c'est-à-dire par votre façon de vous vêtir. Faites le choix d'un tissu, d'une couleur, d'un style et SOCIETY BRAND adoptera le tout à vos mesures personnelles. Cela coûte un très léger supplément, prend peu de temps... et votre apparence reflète un portrait vraiment favorable de votre personne. Voyez-nous sans tarder, nos "pinceaux" SOCIETY BRAND vous attendent!

H. PRÉVOST LTÉE

406 est, rue Ste-Catherine Coin St-Denis Tél.: 288-6153

En plein centre du quartier français des affaires

A cent pas de la sortie du métro Berri et Ste-Catherine

lettres au Devoir

Un pape bougrement patient

Ceux qui lisent assidûment la "Documentation Catholique" s'aperçoivent que depuis quelque temps Paul VI multiplie les mises en garde contre la précipitation, l'indiscipline, les innovations téméraires. Le 19 janvier dernier, dans son allocution au Congrès international de droit canonique, et dix jours plus tard dans le message qu'il adressait aux membres du tribunal de la S. Rote romaine à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, il soulignait avec fermeté que l'autorité, les saines traditions, les justes sanctions sont la sauvegarde de la vraie liberté. A la suite de ce rappel au respect d'une autorité légitime et nécessaire, la "Documentation Catholique" (T. LXVII, 15 février 1970, numéro 1557) a publié le dossier complet du Concile pastoral de Hollande et ses suites. La page couverture présente en gros plan la figure intelligente et pensive du Cardinal Alfrink. Combien courageux, ce cardinal. Et combien paternel, combien patient, un Paul VI qui consent à dialoguer de nouveau sur une question litigieuse tranchée par la publication de l'encyclique "Sacerdotalis Caelibatus". Fut-il jamais pape pour mieux comprendre l'avertissement du Seigneur à ses Apôtres? (Luc. 22, 25)

L'esprit d'accueil oecuménique et de charité évangélique qui animait Jean XXIII s'est visiblement reposé sur celui qui continue son oeuvre. Penché sur les problèmes qui angoissent le monde contemporain et conscient des dangers qui le menacent, il porte non sans quelques gémissements "le fardeau de toutes les églises", bien résolu à ne pas galvauder l'essentiel primauté confiée à Pierre et à ses successeurs en vue d'assurer l'unité et la stabilité de la famille chrétienne jusqu'à la fin des siècles. Son courage ne le cède en rien à la hauteur sereine de son esprit. Il en fallait pour publier "Humanae Vitae" et "Sacerdotalis Caelibatus". Des croyants l'en ont blâmé. Des incroyants s'en sont moqués. "L'Express" de Paris l'a caricaturé sous les traits de Sisyphus roulant une énorme pierre au flanc d'une montagne. Souhaitons que le ciel sursoie à l'exécution d'un arrêt de la Justice imma-

nente et que la nature ne se venge pas cruellement de ce que la technique et la chimie inventent pour dégrader la femme en lui apprenant à faire échec à la vie.

Paul VI apparaît comme l'homme du changement dans la continuité, du progrès dans la fidélité aux valeurs éprouvées. Dans l'allocution prononcée lors de l'audience générale du 24 septembre 1969, il affirmait: "On ne peut inventer une nouvelle Eglise selon son jugement ou son goût personnel. Il n'est pas rare de rencontrer des personnes, même religieuses et de bonne volonté, spécialement parmi les jeunes, qui se croient en mesure de dénoncer tout le passé historique de l'Eglise, particulièrement celui qui a suivi le Concile de Trente, parce qu'elles le jugent inauthentique, dépassé et sans valeur pour notre temps. C'est ainsi qu'en des termes devenus conventionnels mais extrêmement superficiels et inexactes, ces personnes déclarent qu'une époque (dite constantinienne, préconstantinienne, juridique, autoritaire...) est purement et simplement révolue; tandis que s'ouvre une autre époque (libre, adulte, prophétique...) qui doit s'inspirer de critères et de programmes inventés par ces nouveaux maîtres, souvent improvisés."

Certains voient dans Paul VI un froussard, un indécis. D'autres lui reprochent de n'être pas assez pressé. Ils supportent mal la lenteur des délibérations de la Ville "éternelle". Ils s'inquiètent, protestent, rouspètent, vont jusqu'à prétendre que l'Eglise, empiétrée dans ses structures séculaires, "trahira de nouveau le bateau". Plus clairvoyant, Paul VI songe qu'avant de s'embarquer il est bon de savoir dans quelle direction s'en va le train ou le bateau. Ce pape patient et réaliste estime qu'avant de soulever des problèmes qui pourront être soumis à l'étude du prochain concile, il importe de régler ceux que posent l'ajustement et l'affermissement des structures créées par le concile qui vient de se terminer.

Jean Bousquet, O.P.,
Université Mount Allison,
Sackville, N.B.

l'alimentation naturelle



Vient de paraître...

L'ALIMENTATION NATURELLE

par le DR JEAN-MARC BRUNET N.D.

• Enfin, un guide clair et pratique à l'intention de ceux qui veulent mieux manger --- et mieux vivre.

En vente partout à \$2.50 - Distribué par le Service des Messageries des Éditions du Jour, 1651 Saint-Denis, Montréal 129 - Tél.: 849-8328

...aux Éditions du Jour

ÉDITIONS DU JOUR
Président et directeur général Jacques Hébert

par Pierre-L. O'Neill

Moi,
JE L'ENVOIE MON \$2

AVEC CE COUPON

PAYABLE À
PAYABLE TO

C.P.
P.O. BOX 9999, MONTRÉAL 101,
Qué., Canada

POUR GAGNER

\$125,000

SIGNATURE _____

NOM
NAME

NO /RUE
NO / STREET

VILLE
CITY

PROVINCE
STATE

APP
APT

ZONE POSTALE
POSTAL CODE

PAIS
COUNTRY

CHEQUE
CHECK

MANDAT
MONEY ORDER

C 2-25

\$2.00 OU
OR MULTIPLE DE \$2.00
OF \$2.00

VEUILLEZ INDiquer LES MONTANTS VIS A
VIS DES MOIS DE VOTRE CHOIX.

PLEASE FILL IN THE AMOUNTS OPPOSITE
THE MONTHS OF YOUR CHOICE.

JANV JAN	.00	JUIL JULY	.00
FÉV FEB	.00	AOUT AUG	.00
MARS MARCH	.00	SEPT SEPT	.00
AVRIL APRIL	.00	OCT OCT	.00
MAI MAY	.00	NOV NOV	.00
JUIN JUNE	.00	DÉC DEC	.00

NOMBRE DE MOIS
NUMBER OF MONTHS

TOTAL AMOUNT

PAYABLE À
PAYABLE TO

LOTO QUÉBEC

RIVIÈRE-DU-LOUP

Une bataille classique entre l'UN et le Parti libéral

par Michel Roy

RIVIÈRE-DU-LOUP — Une bataille familière et traditionnelle se déroule ici, une bataille paisible et sans surprise. C'est l'affrontement classique entre l'Union nationale et le parti libéral. Tout comme autrefois, Rivière-du-Loup échappe au courant de mécontentement, de protestation et de révolte qui travaille plusieurs comités de la province. L'influence créditiste est presque inexistante et la faiblesse du Parti québécois se mesure à la singulière tiédeur de la population étudiante de la Cité des jeunes.

Il ne semble faire aucun doute que M. Gérard Lebel, ministre des communications depuis quelques mois et ancien président de l'Assemblée nationale, sera réélu député de Rivière-du-Loup. Il est même possible, sinon probable, qu'il augmente sa majorité qui était de 800 voix en 1966. On se souvient qu'il avait alors réussi à déloger le Dr Alphonse Couturier, ancien ministre de la santé, et qui a conservé un immense prestige dans le comté, libéral depuis 1952. On rencontre encore à Rivière-du-Loup des gens qui ne se pardonnent pas d'avoir défilé le Dr Couturier il y a quatre ans et qui évoquent avec nostalgie la générosité et l'action utile de cet infatigable médecin. Aujourd'hui, pourtant, ils ont tous appris à aimer M. Lebel, à la fois jeune et sérieux, dit-on, po-

pulaire auprès des jeunes et respecté par les plus âgées qui se félicitent de son accession au cabinet.

Les libéraux croyaient bien avoir trouvé le candidat de taille qui, cette année, reprendrait Rivière-du-Loup. Ils ont en effet demandé à l'abbé Ronald Landry de briger les suffrages dans l'équipe de Robert Bourassa. L'abbé Landry est, à lui seul, une véritable institution à Ri-



élection 70

vière-du-Loup. Animateur exceptionnellement dynamique, il fut durant 10 ans, jusqu'à la fin de 1967, le bâtisseur de la Cité des jeunes (qui abrite aujourd'hui le CEGEP et d'autres maisons d'enseignement) et celui qu'on appelle ici le catalyseur des énergies locales. Grâce à son zèle et à son audace, il a réussi à implanter à Rivière-du-Loup une grande partie des équipements collectifs (sociaux et culturels) qui font aujourd'hui l'orgueil de cette ville.

Mais l'abbé Landry, qui travaille maintenant au siège montréalais de la

Confédération des loisirs, n'a pas obtenu des autorités religieuses l'autorisation de se porter candidat. Les uns affirment qu'il aurait été élu sans peine. Plus sceptiques, d'autres prétendent que les électeurs ruraux n'auraient jamais accepté l'intervention d'un prêtre dans la politique.

Ne pouvant obtenir les services de l'abbé Landry, les libéraux ont offert la candidature au dentiste Paul Lafrance, militant dans le parti depuis plusieurs années. On ne trouve rien à lui reprocher, mais on pense que son entrée tardive dans la campagne et la grande popularité de M. Lebel le condamnent à la défaite. Pourtant, on assure qu'il parviendra à conserver les quelque 8,000 voix traditionnellement acquises aux libéraux.

Professeur dans une école secondaire, M. Marius Milord, fut président du syndicat des enseignants. Mais on constate qu'il ne parvient pas facilement à communiquer avec les électeurs, ni à rejoindre les étudiants dont on dit qu'ils sont à 45% acquis au PQ, les autres ayant décidé d'accorder leur suffrage à M. Lebel et au Dr Lafrance.

Le candidat du Ralliement, M. Robert Bergeron, psycho-pédagogue à la commission scolaire régionale, est l'ancien président de l'association péquistes du comté. Mécontent de sa défaite à la convention, M. Bergeron dénonce aujourd'hui ce qu'il appelle le caractère révolutionnaire de son ancien parti et croit déceler dans le mouvement de René Lévesque rien de moins qu'un complot qui s'achèvera par une révolution sanglante. On dit seulement de lui qu'il est un personnage original.

Sur les 25,000 inscrits, près de 12,000 vivent dans les zones urbaines (Rivière-du-Loup et Trois-Pistoles) dont l'économie est presque entièrement tributaire du secteur tertiaire. Rivière-du-Loup est une ville de services mais, dans le reste du comté, l'agriculture est relativement prospère. L'industrialisation ne progresse guère, mais le chômage chronique et l'assistance sociale sont devenus des éléments de la vie quotidienne, reconnus et acceptés. Le commerce, sous toutes ses formes, le transport et le tourisme y sont aussi d'importantes sources de revenus.

On continue d'espérer que les programmes de développement économique envisagés pour l'est du Québec produiront les résultats escomptés par les planificateurs, encore que Rivière-du-Loup se sente bien plus solidaire de la région économique de Québec que de la péninsule gaspésienne.

La rade inachevée du port de Gros-Cacouna, dont la construction a coûté jusqu'ici plus de \$8,5 millions au gouvernement fédéral, est un troublant symbole. On sait que l'auditeur général du Canada, dans son dernier rapport, a signalé cette dépense "inutile". En réalité, il suffirait de \$2 à \$3 millions de plus pour parachever le port de Cacouna, présentement inaccessible aux navires. Mais à Rivière-du-Loup on se demande s'il faut terminer le port pour attirer l'industrie ou bien s'il faut d'abord attirer l'industrie pour justifier le parachevement du port.

Éducation et partis politiques

Suite de la page 9

est beaucoup moins ambitieux que l'ancien projet gouvernemental. Il a aussi pour effet de confier à deux autorités différentes la responsabilité de l'élémentaire et du secondaire.

Le PQ, lui, adopte franchement l'ancienne formule de regroupement de l'Union nationale: il préconise de confier aux régionales l'élémentaire et le secondaire et de supprimer les commissions scolaires locales. Fidèle à sa politique de participation, il propose que ces commissions scolaires soient administrées par une égale représentation des parents, des enseignants, des étudiants et du gouvernement. Il appuie aussi les grandes lignes du bill 62.

Le NPD hésite à formuler une solution précise et c'est ainsi qu'il s'engage simplement à étudier "tout le système des commissions scolaires". A Montréal, cependant, il appuie le projet 62.

Enfin, le Ralliement des créditistes s'oppose à toutes les réformes récemment entreprises, demandant que l'on maintienne dans toute la province et à Montréal des écoles catholiques sous l'autorité des commissions scolaires catholiques. Les créditistes réclament aussi que cessent toutes les pressions destinées à accélérer le regroupement des commissions scolaires et que l'on maintienne et que l'on voie à la promotion du secteur d'enseignement privé à tous les niveaux. Aucun autre parti n'a abordé le sujet des institutions privées.

Au niveau universitaire, le NPD et l'Union nationale préconisent l'expansion rapide du réseau de l'université du Québec.

Enfin, sujet crucial, les taxes scolaires: Seul le PQ préconise une réforme d'envergure à ce sujet, puis-

qu'il demande que l'impôt foncier soit confié en totalité aux municipalités et que le gouvernement finance directement l'éducation à l'aide de l'impôt sur le revenu. Le NPD, de son côté, préconise une péréquation à l'échelle de la province et la suppression des taxes scolaires sur les terres cultivées.

A propos des taxes scolaires, l'Union nationale et les libéraux font des propositions plus limitées: l'Union nationale propose "un réaménagement des taxes scolaires avec un abattement sur les profits investis au Québec". Elle semble bien jouer à la fois avec l'impôt sur le revenu et l'impôt foncier ce qui laisse prévoir de nombreuses complications.

Les libéraux, eux, s'engagent à payer les commissions scolaires au début de l'année pour éviter aux contribuables de payer des sommes considérables en intérêts aux banques via l'impôt foncier. En d'autres termes, le gouvernement paiera tout de suite pour ne pas avoir à payer d'intérêts.

La langue d'enseignement

Les libéraux n'en disent pas un mot. L'Union nationale s'engage à multiplier les classes d'accueil pour les enfants d'immigrants afin de leur apprendre la langue française. Cela restera évidemment au niveau des mesures "incitatives", conformément à la loi 63.

Le PQ est plus strict, exigeant que les enfants des nouveaux immigrants s'inscrivent dans les écoles francophones, les institutions d'enseignement anglophones actuelles continuant à être subventionnées au prorata de la population qu'elles desservent. Il en serait de même au niveau collégial et universitaire mais les étudiants étrangers seraient alors exclus du nombre admissible pour le partage des subventions (à moins d'entente spéciale).

Les créditistes et le NPD ont des positions un peu moins claires: pour les deux, le français doit être prioritaire au Québec. A ce propos, les créditistes précisent que les droits linguistiques de la collectivité priment sur ceux des parents.

Par contre, le RC précise que les minorités conservent leurs droits acquis pour l'éducation et son financement. Le NPD précise aussi que l'anglais doit être la "langue seconde officielle". Tout étudiant devra donc avoir "une connaissance profonde du français et doit également avoir la possibilité d'acquiescer une connaissance analogue de l'anglais".

Pour conclure, il faut signaler que le Parti québécois a aussi inscrit à son programme une promesse inédite dans un programme électoral: il veut instituer au Québec un "service civique obligatoire" au sein duquel les jeunes donneraient une année de leur vie à la communauté, acquiescent la notion de service de la société et pourraient prendre contact avec les autres classes sociales. Il reste évidemment à savoir quelle forme concrète cela pourrait prendre.

Le budget de Montréal est adopté à l'unanimité

par Jean-Pierre Proulx

Le budget de la ville de Montréal a été adopté à l'unanimité hier après-midi par les membres du conseil municipal, après une étude sans anicroche commencée la veille.

La période de questions étant terminée, le président du comité exécutif, M. Saulnier, a demandé au vice-président Snyder de retirer sa motion d'adoption proposant plutôt que ce soit le comité exécutif en bloc et M. Frank Hanley qui fasse la motion. M. Hanley, d'un signe de tête, signala qu'il acceptait. Le maire déclara "adopté". En chœur, on répondit: "Adopté".

C'est donc un budget équilibré (et sans hausse de taxe) de \$300 millions que les administrateurs de la ville auront à gérer pour 70-71.

Au cours de la période de questions, le conseiller Hanley a demandé à M. Saulnier si la ville entendait interjeter appel au sujet de la décision de la cour supérieure de ne pas fermer le canal Lachine. M. Hanley voudrait que le canal serve soit à la prolongation du métro ou pour la route trans-canadienne. M. Saulnier n'a pas répondu à cette question.

M. Hanley s'enquerra aussi de l'avenir de l'hôpital pour le quartier Saint-Henri.

Des pourparlers continuent à ce propos a répondu M. Saulnier.

Le député de Ste-Anne demanda encore ce qu'il en était du projet de réduire le prix des billets dans les transports en commun pour les personnes âgées. Un comité a soumis son rapport aux diverses municipalités desservies par la CTM. La chose doit revenir à la Communauté urbaine, a précisé M. Saulnier.

Interrogé ensuite sur les négociations avec les policiers, M. Saulnier a répondu qu'il avait "toutes les raisons de croire qu'on arriverait à un règlement honnorable pour les deux parties".

Quant aux ingénieurs qui ont tenu hier une journée d'étude ou qui se sont déclarés malades, M. Saulnier a déclaré à leur sujet que les avocats de la ville croyaient préférable que les ingénieurs soient accrédités avant de signer une convention collective avec eux. En principe a dit M. Saulnier, il n'y aurait pas d'objection à leur accorder leur accréditation. On devait alors recommencer des négociations.

En terminant, M. Saulnier a signalé que le stade Jarry avait coûté à la ville \$451,923 et qu'il avait rapporté la somme de \$569,320 soit un revenu de \$117,397.

La Marche des millions

5,000 marcheurs prendront la route

Quatre à cinq mille personnes, du moins on l'espère, devraient participer samedi le deux mai à la Marche des millions du Rallye Tiers-Monde dans l'est de Montréal.

Hier après-midi, aux Galeries d'Anjou, l'état-major de la marche avait convoqué les journalistes pour leur annoncer l'événement. C'est le directeur général, l'abbé Jean-Charles Burelle, aumônier à l'école Napoléon Courtemanche, qui présidait.

On sait déjà ce qu'est la Marche des millions: le phénomène se répète depuis quelques années à travers le Canada tout entier: des marcheurs, selon un itinéraire fixé d'avance, s'engagent à marcher tant de milles. Ils se trouvent un ou des commanditaires qui eux s'engagent à payer tant du mille.

L'abbé Burelle a révélé que l'archevêque de Montréal, Mgr Grégoire, est

prêt à marcher et accueillera tous les commanditaires qui sont prêts à le "financer".

Le but de ce rallye est aussi connu: sensibiliser la population au problème du sous-développement et contribuer à le résoudre en versant à divers organismes qui s'occupent de développement UNICEF, OXFAM Développement et Paix, etc) les sommes recueillies par les marcheurs. L'an dernier, au pays, ces marches ont rapporté \$4,5 millions.

En 1969, c'est une "marchette" qui avait eu lieu dans l'est de la Ville, a dit l'abbé Burelle. Cette année, "nous aurons cinq mille marcheurs".

On a mobilisé tout le monde: les écoles, les paroisses (les curés, évidemment), les clubs sociaux, les autres Eglises chrétiennes, etc.

Le deux mai, donc, les marcheurs de l'est de la ville (il y aura une marche semblable pour l'ouest à Verdun et une autre sur la Rive-Sud) prendront le départ au collège Roussin 12,085, est Notre-Dame et se rendront jusqu'aux Galeries d'Anjou. L'itinéraire prévu est long de dix milles. Départ à 9h00.

Il est possible aussi que le premier ministre Trudeau lui-même, emboîte le pas. Ce n'est pas sûr encore, mais on l'espère. De toute façon que M. Trudeau v soit ou n'y soit pas, cela n'empêchera pas les maires et plusieurs députés de prendre la route. "L'an dernier, plusieurs sont venus ouvrir la marche mais n'ont pas marché. Cette année, ils vont marcher, de promesse M. Burelle". (Informations: M. Burelle ou M. Durand: tel.: 351-7401, 645-7401, 645-5305).

Venez vous la couler douce à Bellerive!



Appartements spacieux, tout équipés, situés dans un parc paysager superbe, en bordure de la Rivière-des-Prairies.

Plus de 20 modèles, plus ou moins grands, dont l'un conviendra sûrement à votre genre de vie et à votre budget. Passez nous voir dès aujourd'hui. Bellerive est d'accès facile: l'ensemble est situé boul. Lévesque, entre les ponts de Cartierville et de l'autoroute des Laurentides. On peut s'y rendre par l'un ou l'autre pont ou encore par le train de banlieue du C.N., jusqu'à la gare de Cartierville.

Vous pourrez choisir entre un appartement à une chambre à coucher, à partir de \$110.

Un appartement à deux chambres à coucher (dont plusieurs comptent une salle de bain et demie), à partir de \$130.

Un appartement à trois chambres à coucher (avec deux salles de bain complètes), à partir de \$185.

Téléphone: 688-4422

Boulevard Lévesque à LAVAL

Bellerive

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE ET SUR LES DROITS LINGUISTIQUES AU QUÉBEC

AVIS

La Commission donne avis qu'elle tiendra sa dernière série d'audiences publiques du 11 au 15 mai prochains au Holiday Inn, 420 ouest, rue Sherbrooke à Montréal.

Les 11 et 12 mai, les audiences auront lieu au Salon "A" et les 13, 14 et 15 mai au Salon "Terrace". Les séances débuteront à 10 heures le matin et seront levées à midi; elles reprendront à 14 heures 30 et seront ajournées à 16 heures 30. Le 15 mai, la séance de l'après-midi débutera à 14 heures.

La Commission continuera à recevoir toute opinion qu'on voudra bien lui adresser par écrit, mais les pétitionnaires qui s'adresseront à elle ne pourront plus être désormais assurés d'une invitation à rencontrer les commissaires en audience publique.

DONNÉ à Montréal, le 20 avril 1970

Le secrétaire
Jean-G. Lavigne

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC



c'est que vous ne l'avez pas goûtée.



Bourassa vu par les siens

"Ce n'est pas vrai qu'en six mois on va leur donner des "jobs". On n'a pas le droit de tromper la jeunesse de cette façon-là. Si celui qui a permis cela devient chef du gouvernement, la jeunesse se détournera de lui."

(Claude Wagner, La Presse, 13 janvier 1970)

avec
L'UNION NATIONALE
c'est la liberté et la sécurité

Publié pour le compte de Jean-Louis Marinier, 9231 Chateaubriand, Montréal, agent officiel de Léonard Rosen.

À en juger par les programmes des partis

L'éducation a perdu la cote d'amour

par Gilles Provost

L'éducation a perdu sa cote d'amour auprès des partis politiques. A preuve, le parti libéral qui a fait de l'éducation le pivot de sa campagne en 1960 n'y consacre maintenant que deux des 40 pages de son programme. Plus un mot sur la réforme des structures, sur le renouvellement pédagogique, sur la langue d'enseignement. Pour le parti libéral, l'éducation se limite presque maintenant à la formation professionnelle et au recyclage des adultes.

L'Union nationale, elle aussi, met un fort accent sur la formation professionnelle et la préparation au marché du travail. Son programme est cependant moins limité, et moins vague que celui de l'autre vieux parti.

Le parti québécois, de son côté, met l'accent sur la participation, apportant à ce sujet les idées les plus avancées. Par contre, il est particulièrement

faible au sujet de l'éducation des adultes, de la formation professionnelle. On dirait que les enseignants du PQ n'ont pas encore repensé tout à fait les buts de l'éducation dans un monde technologique.

Le Ralliement des créditistes s'est contenté de plagier servilement, à la virgule près, un manifeste récent de l'Association des parents catholiques du Québec. Pour être juste, il faut dire qu'ils ont aussi ajouté dix lignes sur les langues d'enseignement et la formation professionnelle.

Enfin, le Nouveau parti démocratique a ressorti son vieux programme, le rajoutant un peu mais proposant quand même des choses déjà réalisées depuis deux ans. Au niveau idéologique, c'est l'antithèse exacte du Ralliement des créditistes.

C'est autour de ce thème central, que

gravitent les programmes des libéraux et de l'Union nationale, en éducation. On en reste souvent à des généralités mais l'accent est quand même présent. L'engagement le plus précis des libéraux est de mettre sur pied des régimes d'aide aux étudiants qui les inciteraient à se diriger vers les secteurs "prioritaires" pour le Québec.

Les libéraux veulent aussi inviter les "écoles techniques" (maintenant intégrées aux polyvalentes) à donner des cours en organisation de travail, en production et en relations industrielles pour faciliter l'intégration des techniciens et contremaîtres à l'entreprise.

Unionnistes et libéraux parlent aussi de mieux adapter l'école au marché du travail en mettant sur pied un bureau chargé de recenser les emplois disponibles, en informant les orienteurs scolaires, en utilisant l'école pour le recy-

clage des adultes, en assurant une révision continue des programmes pour les adapter aux besoins, etc.

Les libéraux proposent aussi la mise sur pied d'un comité permanent représentant les universités, l'industrie et les syndicats pour assurer une meilleure coordination entre ces trois secteurs. Il est curieux qu'on n'y parle pas des associations professionnelles.

Le parti québécois affirme lui aussi que l'essor de l'éducation permanente et le développement technique (surtout de l'enseignement technique supérieur) "sont la plus haute priorité pour le futur Québec". Par contre, il ne dit à peu près rien de plus concret. Il propose simplement la création "d'universités techniques" ou "d'instituts techniques supérieurs" pour former des "ingénieurs d'exécution" et des "cadres techniques".

Pendant que les créditistes se contentent d'affirmer que les professions et métiers de la région doivent participer à l'élaboration des programmes de formation professionnelle et à la direction des écoles professionnelles, le NPD affirme qu'il "se préoccupera du recyclage de la main-d'œuvre" et qu'il assurera aux adultes le droit d'accès à tous les niveaux du système d'éducation.

Il est aussi intéressant de noter que les partis ont énoncé leurs positions sur la formation professionnelle par le biais de leur programme de recyclage des cultivateurs. Les libéraux promettent un programme complet de recyclage et de réemploi pour les agriculteurs qui ont abandonné leur ferme. En plus, l'Union nationale établira un système d'apprentissage subventionné pour les jeunes agriculteurs et tentera de mettre sur pied des cours qui leur permettront de devenir de véritables chefs d'entreprise.

Seul le parti québécois propose des formules de participation précises pour les parents, les étudiants et les en-

seignants à l'intérieur du système scolaire. A ce sujet, c'est au tour des autres partis de dire des banalités ou de ne rien dire du tout.

Le parti québécois propose la cogestion et la représentation paritaire des intéressés à tous les niveaux où cela est possible. Au niveau universitaire, et collégial, le PQ propose qu'étudiants, professeurs et administrateurs participent également à la gestion administrative mais que la gestion pédagogique soit la responsabilité des seuls étudiants et enseignants.

De même, au niveau élémentaire et secondaire, les parents doivent participer aux décisions dans chaque institution.

Cette participation envisagée par le PQ s'étendrait aussi aux organismes

Pour les créditistes, la participation se limite aux parents dont les droits scolaires priment ceux de l'Etat qui, lui, n'a qu'un rôle supplétif. On dit simplement que l'Etat doit permettre aux parents et aux organisations locales de contrôler l'éducation de leurs enfants. Le NPD, de son côté, affirme que les étudiants doivent participer aux décisions au niveau universitaire. Il veut aussi assurer le droit, pour les étudiants de s'organiser des sortes de "clubs politiques".

Le renouvellement pédagogique

Aucun programme électoral ne parle longuement de renouvellement de l'enseignement. Le NPD recommande la mise sur pied d'un Institut de recherche en pédagogie et s'engage à appliquer dans les plus brefs délais les méthodes qui auront prouvé leur efficacité. On ne dit pas comment on s'y prendra. Le NPD préconise aussi une réduction du nombre d'élèves dans les cours de langue et les ateliers.

Le Crédit social exige des Instituts pour former des maîtres catholiques destinés au système public catholique. Le PQ, se contente de dire que la formation des maîtres doit être une des priorités du système d'enseignement. En cela, il est aussi vague que le parti libéral qui promet, tout simplement, d'améliorer immédiatement les techniques d'enseignement et la formation du personnel enseignant. Là encore, on ne précise aucun moyen.

L'Union nationale, promet aussi de donner un nouvel élan à la formation des maîtres de français, d'économie, de pédagogie et des professeurs de formation professionnelle. Comment? Elle seule le sait.

La réforme des structures

Plusieurs partis ont aussi préféré ne pas s'engager outre mesure au sujet des transformations ultérieures des structures scolaires. Les libéraux n'en disent pas un mot. L'Union nationale, elle, a fait marche arrière et en plus de ne rien dire sur le projet de loi 62, se rabat sur la formule de regroupement des commissions scolaires proposée par la fédération des CS. Ce regroupement

élection 70

gouvernementaux: la planification de l'enseignement à tous les niveaux devrait se faire avec une participation à part entière des enseignants. De même, les étudiants des niveaux collégial et universitaire doivent être représentés aux directions générales du ministère de l'éducation. Le monde du travail, lui, doit avoir un rôle consultatif dans chacune de ces directions générales.

Les libéraux, eux, oublient de parler des participations des enseignants et disent simplement que les parents doivent être représentés à part entière aux conseils d'écoles et qu'ils devraient participer à l'élaboration des politiques scolaires. Comment? on ne le dit pas. De plus, les CEGEP et universités devraient développer des mécanismes de participation et de consultation des étudiants. S'agit-il de cogestion? On n'entre pas dans de tels détails.

Le programme de l'Union nationale est encore plus vague à ce chapitre puisqu'il propose simplement la création de comités de parents, de conseils étudiants et de conseils d'enseignants. Dans ce dernier cas, le programme prévoit que ce conseil "aura droit de regard sur l'administration pédagogique".

Un gouvernement minoritaire serait la proie du premier démagogue (René Gagnon)

Le Québec qui se retrouverait avec un gouvernement minoritaire le 30 avril prochain serait un Québec instable, sans attrait pour l'investisseur et qui pourrait vite devenir la proie de tous les groupes de pression ou du premier démagogue venu.

Tel est l'un des arguments qu'a développés hier M. René Gagnon, candidat libéral dans St-Jacques, devant le Club Optimiste de St-Jacques.

M. Gagnon est aussi l'un des artisans du programme du Parti libéral du Québec.

Le Québec n'a jamais connu un gouvernement minoritaire, a-t-il expliqué, et une telle forme de gouvernement, particulièrement à l'intérieur d'un système parlementaire structuré comme le nôtre, comporte une multitude de désavantages:

- L'opportunisme politique risque de prendre le dessus sur les idéologies et la coalition peut être détruite en aucun temps.
- On risque des appels beaucoup plus fréquents au peuple qui, selon M. Gagnon, pourraient constituer une tragédie irréparable pour le Québec.
- Un gouvernement minori-

taire amène la désaffection des gouvernés envers leurs gouvernants, les circonstances et les buts de la coalition ne pouvant nécessairement satisfaire l'ensemble des partisans de l'une ou de l'autre partie à la coalition.

M. Gagnon invite la population du Québec à réfléchir sur le fait que seule la stabilité politique pourra permettre, après le jour du scrutin, d'atteindre plus facilement les buts qu'elle recherche: l'amélioration des salaires, le travail, la sécurité et en général le bien-être en même temps qu'une société plus humaine et un gouvernement plus ouvert aux aspirations intellectuelles des individus.

L'Union nationale

Le conférencier a ensuite examiné l'éventualité que l'Union nationale forme un gouvernement majoritaire après le 29.

Dans un tel cas, dit-il, les mêmes luttes avec Ottawa continueront, un organisateur en chef du Parti continuera à administrer un budget de \$3 milliards et à tenter de tromper la population sur la situation financière de l'Etat. Un avocat

qui a fait toute sa pratique légale du côté patronal et qui est en fait leur créature continuera à faire croire aux travailleurs qu'il est un des leurs. Un ministre de la justice friand de publicité continuera à brimer les aspirations légitimes des jeunes et de tous les Québécois épris de liberté.

Le Parti québécois

Si, par contre, le Parti québécois devait former le prochain gouvernement, M. Gagnon croit qu'une "équipe pour le moins hétéroclite sera au pouvoir; dépendant de ceux des candidats qui seront élus le régime sera à droite, au centre ou à gauche.

"Sans doute le programme présenté par le Parti québécois présente plusieurs idées qui plaisent à l'intellect. La seule chose qu'on a oublié d'expliquer à la population, soutient M. Gagnon s'est qu'il s'agit d'un programme à long terme, à très long terme, alors que les besoins des Québécois sont à très court terme."

Dans un Québec indépendant conclut le candidat libéral, il faudra un contrôle absolu de l'Etat sur toutes les activités humaines. Le bien col-

lectif avant le bien des individus. Malheureusement, dit-il, lorsque l'Etat a tenté d'imposer une carte d'identité, lorsque les tribunaux ont demandé aux journalistes de révéler leurs sources d'information, lorsqu'on a voulu exercer un contrôle direct de l'Etat sur les universités, toute la population ou au moins des secteurs importants de celle-ci ont protesté, se sont élevés à bon droit dans certains cas, sans raison dans d'autres.

donnant.

Qui lui a fait ça?

La société. Réponse un peu bizarre mais... pas si bête quand on y réfléchit. Parce que le "responsable", avouons-le, est quand même un peu le reflet de la société dans laquelle il grandit.

Aussi n'est-ce pas à elle seule, la petite fille, à payer pour les pots cassés. C'est à nous tous. Et il n'y a qu'un moyen d'y arriver, c'est de souscrire généreusement à la Campagne des Fédérations.

Vous direz: cette enfant n'a pas besoin d'argent. Ce qu'il lui faut, c'est de l'affection, de la compréhension. Bien sûr.

C'est d'ailleurs ce que nous lui donnerons. Mais comme elle n'est pas la seule dans sa condition et que nous nous occupons en plus d'une centaine de services analogues, nous avons besoin de vous.

Comme vous avez besoin de nous. Car il est de votre intérêt que les jeunes d'aujourd'hui poussent droit et que la nouvelle société qui s'élabore autour de vous le fasse en connaissance non seulement de ses droits mais de ses responsabilités, également.

C'est donnant, donnant, ces choses-là. Y aviez-vous pensé?

Pensez-y en vous rappelant que votre contribution vaudra aussi pour les sept plus importants organismes de bien-être de la région de Montréal, ceux de: l'Association des oeuvres de santé; la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises; la Fédération et le Conseil de bien-être de la rive sud; la "Federation of Catholic Charities"; les Jewish Welfare Services of Montreal; les Services unis de la Plume-Rouge; et la Société canadienne de la Croix-Rouge.

Ce sont toutes des organisations de bien-être dont vous pourrez avoir besoin, un jour. Soyez donc généreux: il y va de votre intérêt!



donnant!

un service en attire un autre

la campagne des fédérations

plus que jamais au service des Québécois



Objectifs '70: il faut répartir équitablement les richesses du Québec parmi tous les Québécois par un réaménagement fiscal. Ce n'est que justice.

L'Union Nationale le sait et agit en ce sens. Voilà pourquoi...

~~IMPÔTS~~

Vous ne paierez plus d'impôt sur le revenu si vous êtes marié et gagnez moins de \$100, ou célibataire et gagnez moins de \$50 par semaine.

~~TAXES FONCIÈRES~~

Vous pourrez déduire de votre impôt le montant de vos taxes foncières.

~~COMPTES DE MÉDECINS~~

Vous ne paierez plus de comptes de médecins, car vous serez protégés par l'assurance-maladie.

~~DRÔITS DE SUCCESSION~~

Vous ne paierez plus d'impôt de succession et pourrez garder intact votre patrimoine.



Québec plus que jamais

UNION NATIONALE

Publié pour le compte de Jean-Louis Marinier, 9231 Châteaubriand, Montréal, agent officiel de Léonard Rosen.

informations

• Quatre foyers de violence se sont allumés soudain dans les Caraïbes et en Amérique latine. Le dernier en date, à La Trinité-Tobago, a amené les États-Unis à mettre en état d'alerte 2.000 "marines", évoquant le souvenir de l'intervention américaine à Saint-Domingue en 1965. Des incidents ont éclaté mardi soir au cours desquels les cocktails Molotov ont volé, faisant plusieurs incendies, et qui ont fait trois morts et 20 blessés. Hier on apprenait qu'un soldat et un rebelle avaient été tués en matinée. Entre-temps c'est également l'état d'urgence en Colombie, tandis que la situation est explosive à Saint-Domingue à la veille des élections de mai et qu'à Cuba la chasse aux contre-révolutionnaires récemment débarqués dans la province d'Oriente se poursuit.



État de siège en Colombie

L'Anapo du général Pinilla déclare la guerre au président Carlos Lleras

BOGOTA (AFP) — L'état de siège a été décrété en Colombie dans la nuit de mardi à hier peu avant l'annonce officielle de la victoire à l'élection présidentielle de M. Misael Pastrana Borrero, candidat de la coalition gouvernementale. Le couvre-feu a été rétabli à Bogota et la censure instituée pour toutes les émissions de radio.

M. Pastrana, avocat, 47 ans, membre du parti conservateur, ne l'a en effet emporté que de très peu (moins de 50.000 voix sur 7.400.000 électeurs) sur son concurrent direct, l'ancien dicta-

teur le général Rojas Pinilla. Chef d'un puissant groupe populiste "l'Alliance nationale populaire" (Anapo), le général Pinilla conteste les résultats. Ses partisans qui accusent les autorités de fraude ne s'avouent pas vaincus. "On nous a volé" ces élections, disent-ils, nous relèverons le défi que nous a lancé le président Carlos Lleras (dont le mandat arrive à expiration) et, s'il veut la lutte, il l'aura".

En annonçant au pays l'instauration de l'état de siège et du couvre-feu, le président Lleras a justifié ces mesures par l'existence d'un plan subversif émanant de l'Anapo. Une vive tension règne d'ailleurs à Bogota depuis lundi. Dès le début du dépouillement (le vote ayant eu lieu dimanche), il est en effet apparu que la lutte serait serrée. M. Pastrana qui avait pris la tête à l'annonce des premiers résultats était bientôt devancé par le général Pinilla, de fort peu il est vrai. Puis les autorités faisaient savoir que 19.000 bulletins attribués au général revenaient en fait à M. Pastrana et que celui-ci totalisait pour 910 circonscriptions (sur 920) 1.571.249 voix contre 1.521.267 au candidat de l'"Alliance nationale".

Mécontents du sens que prenait la consultation, les partisans du général Pinilla au nombre de 20.000 environ ont manifesté dans le centre de Bogota, accusant le gouvernement d'avoir falsifié les ré-

sultats et proclamant qu'ils ne reconnaîtraient aucun autre président élu que le général. Appuyée par des unités de l'armée, la police a réussi finalement à disperser les manifestants à coups de grenades lacrymogènes. Sept policiers et une dizaine de "rojalistes" ont été blessés au cours des échauffourées durant lesquelles 412 arrestations ont été opérées.

La plupart d'entre elles ne devaient pas être maintenues. Dans plusieurs villes de province, à Barranquilla, Carthagène, Pasto, les "rojalistes" ont également manifesté. A Marilaboya (près de Carthagène) les partisans du général ont attaqué l'entreprise nationale des télécommunications et ont brûlé les archives.

Devant cette situation le président Lleras a assuré qu'il ferait tout pour maintenir la paix et la légalité et qu'il ne permettrait pas que les villes et les campagnes retournent à la violence (allusion à la longue période d'incertitude et de guerre civile larvée que connaît la Colombie avant 1958).

Aux dernières nouvelles, le général Rojas Pinilla aurait disparu. Il a été impossible hier matin aux journalistes de le rencontrer. Interrogé par téléphone un collaborateur du leader de "l'Alliance nationale" a déclaré que le gouvernement avait ordonné son arrestation, mais que pour l'instant il ignorait si cet ordre avait été exécuté.

Six navires de guerre américains sont en alerte dans les Caraïbes

WASHINGTON — La situation raciale à Trinidad-Tobago s'est aggravée hier au point que le Pentagone a fait savoir que le gouvernement Nixon expédiait immédiatement six navires de guerre dans les Caraïbes pour faire face à toute éventualité. En outre, les milieux autorisés de la capitale fédérale révèlent que les États-Unis fournissent actuellement des armes légères aux forces de l'ordre du gouvernement de Trinidad qui, aux dernières nouvelles hier, "contrôlaient" toujours le climat de violence suscité par le "Black Power".

Parmi les bâtiments de guerre qui ont été envoyés d'urgence aux Caraïbes, figurent le porte-hélicoptères "Guadalcanal", le croiseur lance-missiles "USS Biddle" ainsi que quatre navires amphibies, essentiellement composés de porte-chars et d'un LSD (Landing Ship Dock).

Bien que le porte-parole du Pentagone se soit refusé, mercredi, en début d'après-midi, à fournir des précisions sur les effectifs militaires engagés dans l'"opération Caraïbes", on croit savoir que le "Guadalcanal" aurait à son bord plus de deux mille fusiliers marins et au moins quinze hélicoptères de transport de troupes et d'intervention au sol.

Le ministère de la défense se limite, pour l'instant, à affirmer que ce véritable "task force" naval aurait été déployé dans les Caraïbes pour intervenir en cas d'aggravation subite d'une situation que l'on considère comme sérieuse. Selon les milieux officiels, sa seule mission dans l'immédiat serait d'assurer l'évacuation des ressortissants américains, estimés à environ un millier.

Les milieux officiels américains ne cachent toutefois pas une inquiétude croissante. Sans aller jusqu'à évoquer

une répétition du drame en République dominicaine en 1965, plusieurs observateurs politiques se demandent si le premier ministre de La Trinité, M. Eric Williams, réussira à surmonter la crise ou bien si l'armée se retournera contre lui.

A l'ambassade de la Trinité, on affirme que M. Williams, contrairement à certaines rumeurs, n'a pas lancé de "S.O.S." à Washington et que la rébellion est circonscrite à Port d'Espagne. On apprend toutefois, dans les milieux informés, que le premier ministre a exprimé, dans une conversation qu'il vient d'avoir avec l'ambassadeur des États-Unis, M. File Symington Jr., sa vive préoccupation au sujet de la sécurité des citoyens américains à la Trinité-Tobago.

La situation à Port d'Espagne est encore très confuse. On croit toutefois savoir à Washington qu'une mutinerie s'est déclenchée au sujet du "régiment de Trinité-Tobago" qui se compose de 700 hommes. 80 soldats se sont rebellés et ils ont aussitôt fait prisonniers 300 de leurs camarades, dont dix officiers, gardés en otage. Les émeutiers se sont également emparés du dépôt de munitions à Chaguaramas, l'ancienne base navale américaine située à l'extrême nord de l'île, apprend-on à Washington.

C'est ensuite que 200 soldats gardés en otage par les mutins se seraient joints aux rebelles, en faisant savoir à M. Williams qu'ils voulaient immédiatement être reçus en audience par le premier ministre, afin de lui faire part de leurs revendications sur le plan politique.

En attendant des instructions de Washington, les bâtiments de la marine américaine se tiennent en "stand by", prêts à toute éventualité.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Carl Bartsch, a de son côté insis-

té sur le fait que l'envoi dans les Caraïbes d'unités navales américaines constituait essentiellement une mesure de précaution.

Le porte-parole du département d'Etat a également confirmé que le nombre de ressortissants américains résidant à Trinidad est légèrement supérieur à mille. Le nombre de touristes américains se trouvant actuellement dans cette île n'est pas connu.

La décision sur la nécessité éventuelle d'une évacuation de ces ressortissants américains sera prise par le gouvernement des États-Unis, a précisé M. Bartsch. Il a ajouté que l'envoi des unités navales dans les eaux proches de Trinidad a été décidé par le gouvernement de Washington. Les autorités de Trinidad ont été informées de cette initiative qu'elles ont approuvée.

Interrogé sur l'envoi d'armes légères aux forces de police de Trinidad, M. Bartsch a répondu qu'il faisait suite à une requête du gouvernement de Trinidad parvenue à Washington mardi.

L'expédition qui consistera en une quantité non précisée d'armes légères et de munitions devait être acheminée par avion dans l'après-midi d'hier. Le porte-parole a également rappelé que le gouvernement des États-Unis n'avait pas de programme d'aide militaire ou économique à Trinidad et que les armes légères et les munitions destinées à parer à la situation actuelle d'urgence seront payées comptant par le gouvernement de Port d'Espagne.

Terre des hommes

L'élément principal de la participation des États-Unis à Terre des hommes 70, est le film pour écran circulaire (à 360 degrés) "America The Beautiful" (Beauté de l'Amérique), produit par les Studios Walt Disney.



L'avion S.S.T.

WASHINGTON (AFP) — Le Congrès étudiera à nouveau le mois prochain l'opportunité de poursuivre la construction de l'avion commercial supersonique américain S.S.T.

Le sénateur William Proxmire, président de la commission mixte sur les économies dans le gouvernement a annoncé l'ouverture le 4 mai d'une série d'auditions sur la politique des transports y compris le programme S.S.T.

"On nous demande d'autoriser cette année 290 millions de dollars de crédits supplémentaires pour le S.S.T. qui coûtera finalement des milliards de dollars au gouvernement", a dit le sénateur Proxmire.

Si vous êtes du genre sportif



voyagez par le CN ça marche mieux!

Pouvoir se dégourdir les jambes d'une voiture à l'autre, aussi souvent qu'on en a envie, sans perdre une seule minute de voyage, c'est ça... le train! Et il faut voir comme on circule facilement dans les trains du CN. Ce qui ne vous empêche pas de profiter des fauteuils les plus confortables d'une ville à l'autre.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS SUR LES HORAIRES ET LES TARIFS, AINSI QUE POUR TOUTES RÉSERVATIONS, CONSULTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE OU UN BUREAU DES VENTES VOYAGEURS DU CN.

Montréal-Toronto
4 heures et 59 minutes de "marche",
deux fois par jour, par le Rapido:
9h10 et 16h40.

Montréal-Québec
De la gare Centrale à la gare du
Palais: 3 invitations quotidiennes
aux "sportifs".

Le Séparatisme: non!

- Non au séparatisme des Lévesque, Bourgault, Chaput, Chartrand, Grégoire, etc.
- Non aux séparatistes du P.Q. parce que personne ne veut voir baisser son salaire par une dévaluation de notre dollar!
- Non aux séparatistes du P.Q. parce que personne ne veut risquer de perdre son emploi ou diminuer ses chances d'avancement en restreignant l'implantation de nouvelles industries!
- Non aux séparatistes du P.Q. parce que personne ne veut perdre les avantages du fédéralisme, notamment les pensions de vieillesse, les allocations familiales, l'assurance-chômage, etc.!
- Oui au Parti Libéral du Québec, le seul parti qui opte clairement pour le développement du Québec au sein du Canada et qui possède l'équipe compétente qu'il faut pour garantir la stabilité au Québec, et la sécurité aux Québécois par le développement économique!

La nouvelle équipe libérale est là! Faites-en votre gouvernement!
Seul un gouvernement libéral fort, peut améliorer votre sort!

QUÉBEC: AU TRAVAIL!

VOTONS LIBÉRAL! [X]

KAMOURASKA

Pourra-t-on contenir la vague créditiste?

par Michel Roy

LA POCATIERE (Kamouraska) — C'est dans Kamouraska que vient mourir la vague créditiste, cette vague qui déferle sur les Cantons-de-l'Est, submerge les comtés du sud-est, éclabousse Lévis au passage, recouvre Bellechasse, Montmagny et l'Islet. Pour la contenir, les candidats de l'Union nationale, du parti libéral et du Parti québécois ont élevé ici des digues; mais nul ne sait si elles pourront résister. A une semaine du scrutin, la confusion est grande, les avis sont très partagés, les forces en présence tendent à se neutraliser.

"Avant lundi, dit un vieux routier de la politique, il est bien difficile de faire des prévisions."

Les uns disent que M. Adéard d'Anjou, député sortant et candidat de l'Union nationale, est déjà défait. D'autres affirment que le candidat du Ralliement, M. Jean-Claude Plourde, ancien organisateur de M. D'Anjou, va l'emporter grâce à l'aide que lui apporte le député créditiste de Kamouraska à Ottawa, M. Charles-Eugène Dionne. D'autres encore sont portés à croire que le candidat libéral, M. Jean-Marie Pelletier, soutenu cette année par une organisation forte et unie, a d'excellentes chances de rallier, outre les 4,700 voix que son parti avait recueillies en 1966, de 1,000 à 2,000 chez les "bleus" mécon-

tents. Il ne lui en faudrait pas davantage pour devenir député.

Mais tous ces calculs hypothétiques négligent l'une des données capitales de cette campagne: le ressentiment contre les vieux partis qui profite partout au Ralliement. Il faut ajouter toutefois que les créditistes piaffent depuis quelques jours et qu'on observe en plusieurs endroits un fléchissement de la courbe.

Aviculteur à Saint-Philippe, M. Pelletier est le candidat sur lequel toutes les tendances du parti libéral dans Kamouraska ont réussi, pour la première fois cette année, à faire l'unanimité. Il est bien possible, dit-on, qu'il parvienne à enlever des voix au candidat de l'UN mais, en revanche, le PQ entamera le bloc libéral, en particulier les jeunes et les étudiants où l'on décelez un courant favorable à Robert Bourassa.

"Si René Lévesque pouvait seulement venir parler à La Pocatière avant le 28, déclare le candidat péquiste, M. Lauréan Tardif, professeur à l'Institut technologique agricole, nous pourrions aller chercher une grande partie des mécon-

tents et des révoltés qui s'apprêtent à voter pour le Ralliement".

Le slogan libéral des 100.000 emplois retient l'attention des 16.200 électeurs, en particulier dans la région de La Pocatière où l'expansion de l'usine de motoneige (acquise l'an dernier par une entreprise américaine) a pratiquement enrayé le chômage, du moins dans cette partie du comté.

Maire de Mont-Carmel, neveu de l'ancien député unioniste Alfred Plourde, M. Jean-Claude Plourde, choisi candidat parmi cinq aspirants, promet la prospérité à Kamouraska et dénonce partout "la faillite monumentale des vieux partis". Prés de la moitié des organisateurs de M. D'Anjou sont passés du côté du candidat créditiste qui, il y a deux mois encore, recherchait la candidature de l'UN.

"Dans toutes les familles du comté, dit un aubergiste de Sainte-Anne, on trouve des partisans de l'Union nationale, du parti libéral, du Ralliement et du PQ. On ne vote plus comme le père de famille et personne ne sait ce qui arrivera."

Conclusion: bien que le candidat du Ralliement semble dominer le peloton cette semaine, Kamouraska pourrait aussi bien passer aux libéraux ou demeurer fidèle à l'Union nationale.



élection 70

Une mise en garde

Des péquistes s'attendent à des actes de vandalisme qui leur seront ensuite imputés

par Guy Deshaies

Les candidats du Parti québécois dans au moins onze comtés de la ville de Montréal s'attendent que des actes de terrorisme et de vandalisme seront commis délibérément par leurs adversaires politiques et seront imputés au Parti québécois durant les derniers jours de la campagne électorale.

M. Jacques-Yvan Morin, candidat péquiste dans Bourassa, a déclaré: "Nous avons tout lieu de croire, et nous sommes bien informés, que nos adversaires se préparent à utiliser la peur physique après avoir vainement tenté d'utiliser la peur intellectuelle".

M. Morin présidait une conférence de presse convoquée par les onze candidats intéressés, c'est-à-dire ceux de Lafontaine, Gouin, Bourassa, Olier, Saint-Jacques, Saint-Marie, Dorion, Bourget, Jeanne-Mance, Maisonneuve et Mercier.

M. Morin a dit que ses collègues et lui-même tenaient leurs informations de certains organisateurs libéraux ou unionistes "qui, dit-il, viennent souvent se confesser à nous". Il a dit que comme tous les partis le PQ avait aussi ses informateurs au sein des organisations des autres partis.

Le candidat de Bourassa a d'autre part affirmé qu'il ne croyait pas que ces actes de terrorisme qu'il redoutait tant soient décidés par l'organisation nationale des partis adverses mais que ce soit à des initiatives d'organismes locaux.

"Nous ferons tout en notre pouvoir, a dit M. Morin, pour que les élections se déroulent calmement, démocratiquement et dans le bon sens. La base de notre campagne est le respect de la loi", a ajouté M. Morin. Les candidats présents ont pour leur part énuméré des irrégularités dont ils prétendent être victimes dans leur comté. Bris de vitres, téléphones de menaces, militants molestés sur la rue, etc. Tous ont dit qu'il était de pratique courante pour les vieux partis de déchirer leurs propres banderoles durant la nuit et de mettre ensuite sur le dos des péquistes ces actes de vandalisme.

M. Morin a ensuite exhibé un numéro du journal La Voix populaire dans lequel le parti libéral fait paraître une pleine page d'annonces en faveur du candidat libéral Gérard Shanks. On y lit tout en haut: "Le Parti québécois est le parti des terroristes" puis on y voit une photo d'émeute. Il est écrit ensuite: "La première tête qui a sauté est celle de Saint-Jean-Baptiste. La prochaine sera-t-elle la vôtre, celle de votre femme ou celle de votre enfant?"

Les candidats péquistes ont affirmé que sous peu on ferait circuler des "piastres à Lévesque", l'un d'eux a dit qu'il en avait déjà vu quelques-unes. "Cela n'est pas

grave, de dire M. Morin, c'est même de bonne guerre, tout le monde en rigolera. Nous avons l'indépendance gaie quant à nous. Mais, de reprendre le candidat péquiste, la violence est beaucoup plus grave non seulement pour le PQ mais pour tout le Québec". Quant à une visite possible du premier ministre Trudeau au Québec d'ici les élections, les candidats du Parti québécois ont déclaré que cela les laissait complètement indifférents mais qu'ils croyaient que cela pourrait même aider leur parti. Les onze comtés

en question, selon les candidats péquistes de ces comtés, seraient visés particulièrement par les partis traditionnels car, pensent-ils, le PQ a des chances plus qu'ailleurs de ravir ces comtés soit aux Libéraux soit à l'Union nationale. Enfin, M. Morin a dit qu'une enquête serait demandée sur la révision des listes électorales dans certains comtés. "Dans plusieurs comtés, a-t-il dit, si nous gagnons nous aurons remporté la victoire deux fois: une fois à la révision des listes, une autre fois au scrutin".

par Jean-Claude Leclerc

CHARLESBOURG — Dans Chauveau, comté urbanisé à 80%, en banlieue nord de Québec, où les électeurs ont passé de 47.000 à 57.000 environ depuis la dernière élection, la lutte semble devoir se faire principalement entre les libéraux et le Parti québécois. L'Union nationale y perdrait un ministre d'Etat, M. François-Eugène Mathieu, élu avec 942 voix de majorité en 1966.

Le libéral André Harvey, dont le frère Gérard est aussi candidat dans Jonquière, mise sur le besoin de planification urbaine dans cette vaste banlieue qui a connu une expansion aussi forte que désordonnée. Chauveau a la moyenne d'âge la plus jeune du Québec métropolitain, et les libéraux comptent faire des gains importants dans la jeunesse.

Ainsi un sondage réalisé au séminaire de Québec donnait récemment l'avance aux libéraux (40,3%) sur le Parti québécois (31,3%), l'UN ne récoltant que 14%.

Dans Giffard, Châteaubourg, Orsainville, l'ancienne-Lorette et Loretteville, les libéraux s'estiment en avance, plaçant l'UN derrière les créditistes et les péquistes. Les sondages téléphoniques qui leur donnent cette avance révèlent toutefois un fort pourcentage d'indécis.

Le péquiste Henri Laberge, ex-candidat RIN contre

Jean Lesage en 1966, estime également que la lutte se fait à deux, mais il croit que ce comté qui a élu le nationaliste René Chaloult en 1944 et 1948, est prêt à changer radicalement d'allégeance.

Chez les étudiants, les professeurs et les professionnels, les options se prennent suivant la confiance que l'on a en des hommes politiques comme Lévesque, Parizeau et Bourassa. En milieu populaire, où "l'écoeurement" joue contre les vieux partis, on vote entre le PQ et le Ralliement, ce dernier bénéficiant du fait qu'il est déjà bien connu dans la population, même si son candidat Raymond Gagné est peu connu. En effet, au palier fédéral, les électeurs ont à deux reprises accordé leur préférence à un créditiste, le Dr Guy Marcoux, avant de revenir aux libéraux avec Ovide Laflamme en 1965.

Mais le PQ estime que ce vote protestataire révèle autant un vieux fond nationaliste qu'un choix créditiste. Des anciens du Bloc populaire, après 26 ans d'attente, sont aujourd'hui dans la campagne, disputant aux jeunes l'honneur d'avoir fondé le PQ!

Le PQ, qui ne conteste pas le sondage fait au séminaire de Québec, fonde ses espoirs autant sur les étudiants que sur les travailleurs. A la polyvalente de Neuchâtel, sur 400 étudiants déjà décidés, 310 au-

raient indiqué leur option pour le PQ, les autres adhérant pour la plupart au parti libéral. A Saint-Michel-Archange, 80% des employés seraient péquistes. Même des religieuses seraient péquistes, allant jusqu'à contribuer à la caisse électorale!

Dans Chauveau, les organisateurs notent une vague considérable de bénévolat, vague qui semble passer à travers plusieurs comtés de la province. On note également l'impact des résultats des sondages, révélés par les quotidiens La Presse et Le Soleil, qui ont placé l'UN perdante dans la région métropolitaine de Québec.

Terre des hommes

Le Festival des étoiles, le superspectacle gratuit de Terre des hommes, présentera plus d'une centaine de vedettes du disque et de la chanson, toutes mondialement connues. Des représentations sont prévues durant les 88 jours de la durée de l'exposition.

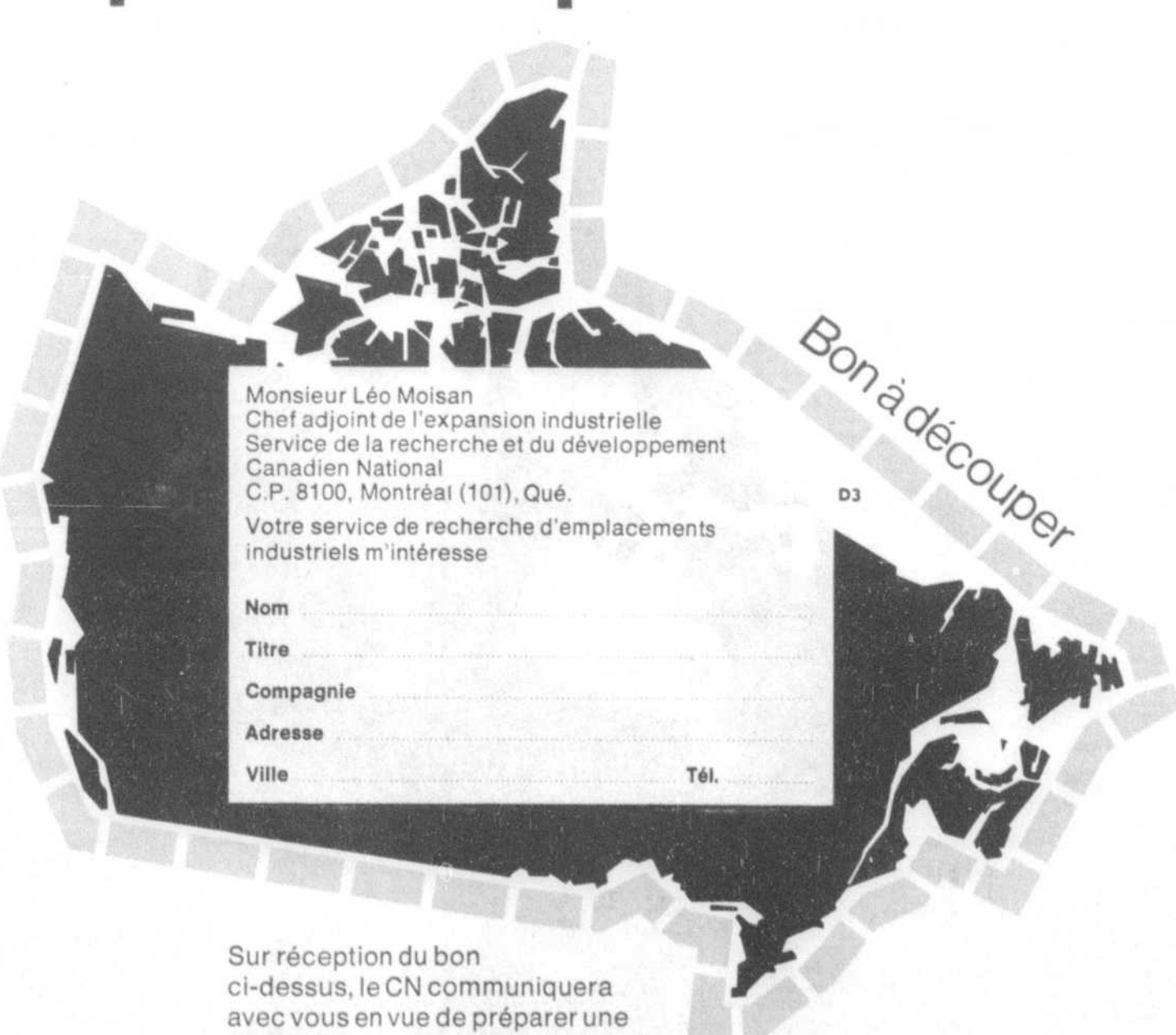
De plus, un programme d'artistes amateurs portera à environ 300 le nombre des spectacles de toute nature, soit l'équivalent de quelque 4.000 heures de divertissement gratuit. Le Festival des étoiles dispose d'un budget de \$1.400.000.



Publié pour le compte de Reynald Brisson, agent officiel du Parti Québécois, 5675, rue Christophe-Colomb, Montréal

Vous cherchez un emplacement industriel?

Le CN le trouvera rapidement pour vous



Monsieur Léo Moisan
Chef adjoint de l'expansion industrielle
Service de la recherche et du développement
Canadien National
C.P. 8100, Montréal (101), Qué.

Votre service de recherche d'emplacements industriels m'intéresse

Nom _____
Titre _____
Compagnie _____
Adresse _____
Ville _____ Tél. _____

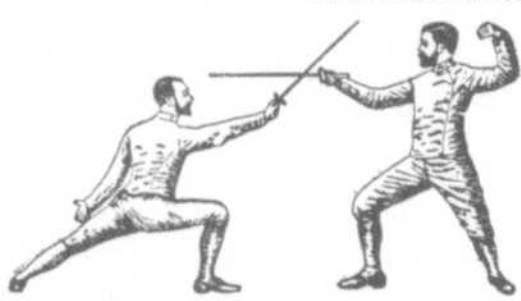
Sur réception du bon ci-dessus, le CN communiquera avec vous en vue de préparer une étude objective des emplacements industriels les plus avantageux pour votre entreprise. Cette étude comprendra des renseignements sur la main-d'oeuvre, les facilités de transport, les taxes, les dégrèvements fiscaux, les matières premières, la géologie, etc. Si vous vous proposez d'implanter une usine ou d'étendre votre champ d'action au Canada, communiquez d'abord avec le CN. C'est votre meilleure source de renseignements complets et confidentiels. Notre analyse est absolument impartiale et gratuite.

la source de meilleurs renseignements



Des nageoires de phoque dans la soupe?
Pour quoi faire?

Un bouillon de nageoires de phoque.
Servi au restaurant THE BLUENOSE réputé pour ses fruits de mer.
Attendant au Carrefour, Place Ville-Marie.
Réservations: 861-3511



Administré par le Reine Elizabeth



CONSEIL DE LA RADIO-TÉLÉVISION CANADIENNE

Le Conseil de la Radio-Télévision canadienne annonce la décision suivante:

DEMANDES POUR RADIO MA

Décision CRTC 70-51
MONTREAL, QUE. - 6905996 et 6906002

Demande de la part de Montreal Baseball Club Ltd. en vue d'amender ses licences et permettre à l'entreprise réseau de radio MA de langue anglaise et à l'entreprise réseau de radio MA de langue française de changer le nom ou d'obtenir une licence de Montreal Baseball Club Ltd., pour Expo Broadcasting Network Ltd., sans changement effectif dans la propriété.

Décision: **APPROUVÉE**

CRTC-70-11

Le Secrétaire,
F. K. Foster



CONSEIL DE LA RADIO-TÉLÉVISION CANADIENNE

Le Conseil de la Radio-Télévision canadienne annonce les décisions suivantes:

RENOUVELLEMENTS DE LICENCES

Décision CRTC 70-56

Le Conseil accorde une licence aux entreprises de radiodiffusion suivantes pour la période allant du 1er avril 1970 au 31 mars 1973. Chaque licence sera soumise aux conditions qui sont énoncées dans la licence. Une des conditions de chaque licence consiste dans l'obligation pour chaque détenteur de licence de se conformer, avant le 1er septembre 1970, à l'instruction du gouverneur en conseil au sujet de la propriété et du contrôle (C.P. 1969-2229):

STATIONS MA PRIVÉES

CFOX

CHRS

Pointe Claire, Qué.
Jacques Carlier, Qué.

STATIONS MF PRIVÉES

CJFM-FM

CJMS-FM

CKVL-FM

Montréal, Qué.

Montréal, Qué.

Verdun, Qué.

CRTC 70-13

Le Secrétaire,
F. K. Foster

...the

famille et société

Selon le juge Réjane Colas

L'administration de la justice souffre de désuétude

par Renée Rowan

Notre société est malade parce qu'elle n'a pas su adapter ses institutions aux transformations profondes du siècle présent. L'administration de la justice est l'une des institutions qui doivent le plus tôt possible recevoir les changements qui s'imposent, a affirmé, hier soir, le juge Réjane L. Colas à l'occasion du dîner patrons-secrétaires qui avait lieu à la Maison du commerce de Montréal pour souligner la journée internationale des secrétaires.

Lorsque l'on blâme l'administration de la justice, les juges et les avocats, c'est la société elle-même qui se blâme, mais qui, ne voulant pas en porter l'odieux, fait retomber sur des boucs émissaires ses propres responsabilités, ses propres turpitudes et ses propres faiblesses.

Le juge contemporain habite désormais une maison de verre, a poursuivi le juge Colas. Chacun de ses gestes, chacune de ses décisions sont scrutés à la loupe, commentés, décortiqués et souvent blâmés. Il faut être capable d'accepter ce verdict du verdict. Mais il faut alors permettre au juge d'expliquer son rôle, ses limitations, le système dans lequel il évolue.

Les huis clos

Faisant le bilan de sa première année sur le banc (on se rappelle qu'en mars 69, le juge Colas devenait la première femme à être nommée juge puisné de la Cour supérieure pour le Québec), la conférencière qui entend vingt causes non contestées de divorce par jour, a fait état des cas tragiques exposés au grand jour dans ces débats que l'on veut publics et qui devraient à son avis être entendus très souvent dans le huis clos le plus complet.

En quoi les malheurs d'autrui peuvent-ils intéresser le

voisin si ce n'est que pour satisfaire une certaine morbidité malsaine. Et combien le juge se sent impuissant lorsqu'il constate la faiblesse de ses moyens d'appréciation.

Le juge Colas souligne toutefois qu'une femme mariée qui connaît les problèmes de la tenue de maison, de l'éducation des enfants, du coût de la vie, est ou devrait être plus en mesure qu'un célibataire ou un époux sans enfant, ou un père dont les enfants ont quitté le foyer depuis plusieurs années ou un mari trompé, de déterminer avec plus de sérénité et d'objectivité quelles sont les solutions les meilleures dans un cas déterminé. D'autant plus, dit-elle, que les faits ont un rôle beaucoup plus grand à jouer que le Droit dans l'appréciation et la détermination des solutions.

Un tribunal de la famille

Le juge Colas, comme plusieurs organismes familiaux, favorise l'idée d'un tribunal de la famille. "Celui-ci, suggère-t-elle, devrait être constitué sans tarder comme une division de la Cour supérieure, comme cela existe en cas d'arbitrage, de faillite et de divorce. Mais pourquoi dès lors, ne pas remplacer la division de divorce dont la nomenclature est à la fois détestable, négative et défaitiste, par celle plus positive de la "division de la famille" qui couvrirait tous les problèmes relatifs à la famille et à ses membres."

Dans une société comme la nôtre, a-t-elle ajouté, il faut faire appel à des experts en plusieurs disciplines: psychiatres, psychologues, travailleurs sociaux, économistes spécialisés en budget familial, médecins, etc. pour aider à connaître et interpréter les facteurs psychologiques qui sont à la base même du comportement humain.

Pour aider son auditoire à mieux comprendre pourquoi les juges réclament des quartiers qui leur soient réservés, le juge Colas a raconté certaines de ses expériences. "Un jour que j'avais rendu un jugement sur le banc accordant des droits de visite d'un enfant au père, la mère particulièrement agressive m'a pourchassée jusqu'à l'ascenseur public et a voulu me faire un mauvais parti. Les passions humaines jouent parfois dans les causes et les personnes impliquées peuvent difficilement réprimer leur violence."

Lorsqu'on demande des quartiers réservés aux juges, ce n'est ni par intérêt, ni par snobisme; il est préférable, souligne la conférencière, de "mettre les juges à l'abri de ces passions; ils ont suffisamment d'autres problèmes sans cela". Il y a également des conversations que les juges, dans l'exécution de leur travail ne devraient pas entendre.

Une situation à corriger

Un juge a droit à une secrétaire. "Dans mon cas, a dit la conférencière, j'ai la bonne fortune d'avoir la même depuis plus de dix ans et lorsque j'ai été nommée, elle a accepté de me suivre. De ce fait, elle devenait employée du gouvernement provincial. Malheureusement, la pauvre a dû attendre six mois avant de toucher son salaire et ce, sans intérêt. Il faut vraiment être riche pour devenir employée du gouvernement provincial. Dans bien des cas, cela oblige le nouveau juge à payer lui-même le salaire de sa secrétaire pendant ce temps car les secrétaires ne vivent pas de l'air du temps."

On dit que l'administration de la justice ne va pas bien. Il y a beaucoup de raisons à cela, conclut le juge Colas, et la faute n'est pas toujours là où l'on croit.



Pour les belles journées du printemps, le modeliste Josef suggère la tunique ceinturée, trois-quart, avec poche unique et entaille, portée sur un pantalon. L'ensemble est taillé dans un double jersey Fortrel qui reste impeccable de façon permanente.

L'écrivain et parachutiste, Christiane Fournier, chez les Esquimaux

Christiane Fournier, écrivain et parachutiste, est de nouveau de passage au Québec. Elle y vient certes pour lancer ses deux derniers ouvrages "Hommes de Boeing" et "Ma vie de reporter" (André Bonne, éditeur) mais elle y vient également pour aller faire un tour dans le Grand Nord afin d'y trouver l'inspiration d'un nouveau livre sur les conditions de vie des Esquimaux.

Cette femme qui a à son crédit 47 livres s'adressant autant aux adultes qu'aux jeunes est particulièrement intéressée aux aspects humains des situations et personnages.

La durée de la vie à la hausse au Japon

La durée moyenne de la vie au Japon est à la hausse d'après le rapport publié récemment par le ministère de la santé et du bien-être social de ce pays, pour 1968.

Le rapport démontre que la survie moyenne pour l'homme est maintenant 69.05 et pour la femme 74.3. La classification a été préparée d'après les statistiques au premier octobre 1968 et le taux de mortalité au cours de l'année précédente.

En comparaison avec les autres nations, la survie moyenne des Japonais est légèrement inférieure à celle qui existe dans les trois pays scandinaves (Norvège, Suède et Danemark) et en Hollande où elle dépasse 70 ans pour les hommes et les femmes.

Toutefois, ces chiffres plaident en faveur du Japon et avant de la France, de l'Allemagne et de l'Ouest et de la Grande-Bretagne.

LA COUTURE CHEZ SOI



Regardez-moi ça... Tout est nouveau et enchante vos toilettes.

Le patron imprimé no: 9235 est offert pour les tailles: 2-8.

Ce patron est en vente au prix de \$1.00 ou service des patrons, Le Devoir, 434 est, rue Notre-Dame, Montréal. Les commandes doivent être faites par écrit, très lisiblement avec tailles et numéros exacts, en ayant soin d'inclure un bon de poste.

Le patron comprend vos parviers dans une quinzaine de jours environ.

Réveillez-vous en forme

Vous n'êtes pas en forme si vous n'êtes pas régulier. Prenez FRUITATIVES, un laxatif doux mais efficace, fait d'extraits de pommes, oranges, pruneaux et figues, avec des médicaments éprouvés. Il n'y a rien comme FRUITATIVES. Un essai satisfait.

Pour faire échec au divorce le mariage devrait être rendu plus difficile

Il devrait être plus difficile de se marier. On devrait établir un délai obligatoire entre l'obtention du permis et le mariage, on devrait rendre obligatoires les cours de préparation au mariage. Enfin, l'Etat devrait prendre au moins autant d'intérêt au mariage qu'il en manifeste pour le divorce.

Ces idées étaient incluses dans un projet de loi rédigé en Colombie-Britannique. Ce projet de loi n'a pas été présenté à la législature, et ne sera peut-être jamais, mais les énoncés qu'il contient reflètent l'opinion de beaucoup de personnes alarmées par le taux grandissant des divorces.

Lors d'un relevé transcandinave effectué par la Presse Canadienne, des travailleurs sociaux, des membres du clergé, des avocats et des gens mariés ou sur le point de l'être ont été interrogés sur le bien-fondé d'une pause obligatoire avant de s'engager dans le mariage.

Il est ressorti de cette enquête que l'idée est en elle-même excellente, mais que son application serait peu pratique.

M. Frank Fidler, de l'Eglise unie du Canada à Toronto, est d'avis qu'une longue période d'attente "pourrait avoir certains avantages, en éliminant les mariages d'impulsion. Mais il faudrait prévoir certains cas où cette période serait éliminée."

Quant à déterminer si le fait de rendre le mariage plus difficile diminuerait le nombre

éventuel de divorces, M. Fidler a déclaré que cela était possible, mais pas nécessairement pour les meilleures raisons.

Certaines personnes ne se donneraient même pas la peine de se marier. Ils vivraient ensemble, tout simplement.

Actuellement, la période d'attente varie suivant les provinces.

A Terre-Neuve, il n'y a pas de délai obligatoire. Cependant, une révision des lois provinciales concernant la vie familiale est actuellement en voie de préparation.

Le Québec n'exige pas de permis de mariage proprement dit, mais le couple qui désire se marier civilement doit réunir les certificats nécessaires pour prouver qu'ils sont éligibles au mariage. Ils doivent ensuite attendre 20 jours, pendant lesquels l'intention de mariage est affichée au Palais de justice.

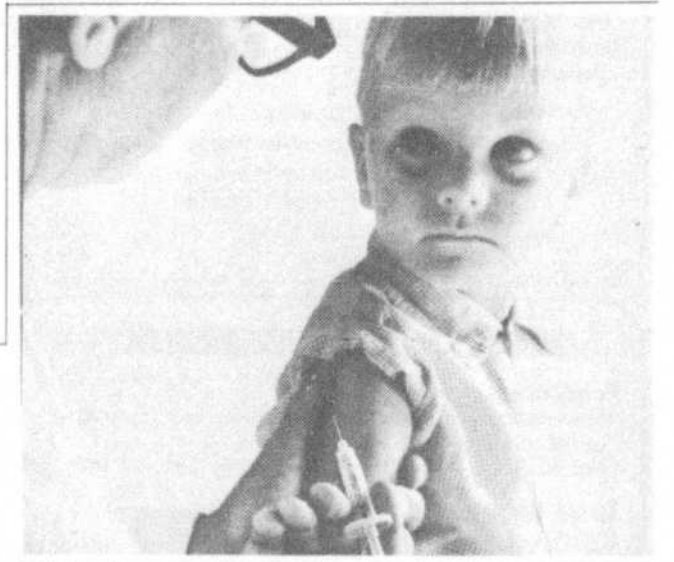
A Edmonton, un travailleur social et un pasteur se sont déclarés en faveur d'une période de préparation précédant le mariage.

Me John Barry, de Saint-Jean, N.-B., est d'accord avec le principe d'une préparation au mariage. Cependant, selon lui "les consultations prémaritales ne devraient pas être obligatoires. On a déjà enlevé trop de leurs droits aux individus."

Les Eglises canadiennes, d'une façon générale, sont toutes en faveur d'une préparation compétente au mariage et d'un service de consultations pour ceux qui traversent des crises conjugales.

La Conférence des évêques catholiques du Canada a présenté un mémoire au comité sur le divorce, disant: "Les sciences sociales confirment que la plupart des problèmes familiaux qui se terminent par un divorce ont leurs racines dans la légèreté et le manque de réflexion avec lesquels beaucoup de gens, surtout chez les jeunes, s'engagent dans le mariage."

"Il y va de la responsabilité de l'autorité civile de chercher, par des lois appropriées à empêcher ce genre de situations."



Le taux des cas de rougeole augmente

Au Canada, le taux des cas de rougeole dénombrés cette année est près de cinq fois plus élevé que celui de la période correspondante en 1968. La rougeole commune qui peut avoir des répercussions nuisibles sur les enfants, peut être enravée par un vaccin à une seule inoculation appelé Litagen. Au Canada, on estime que plus de 1,000,000 d'enfants ont déjà reçu ce vaccin mais que 1,000,000 d'autres enfants ne sont pas encore vaccinés. Les parents sont instamment priés de consulter leur médecin. C'est au printemps que les cas de rougeole sont les plus nombreux.



Photo pour le comité de Rouleau Québec, agent officiel du Parti québécois (PQ), rue Christopher Colomb, Montréal.

807 est, rue Laurier
(métro: Station Laurier)
272-4065 - 272-4086 - 272-5440

Roger Lebert, prop.
Diplômé du Club Gastronomique
Prosper Montagné de Paris

Anjou QUÉBEC

La Boucherie Charcuterie Française de Montréal
depuis 16 ans au service des gourmets

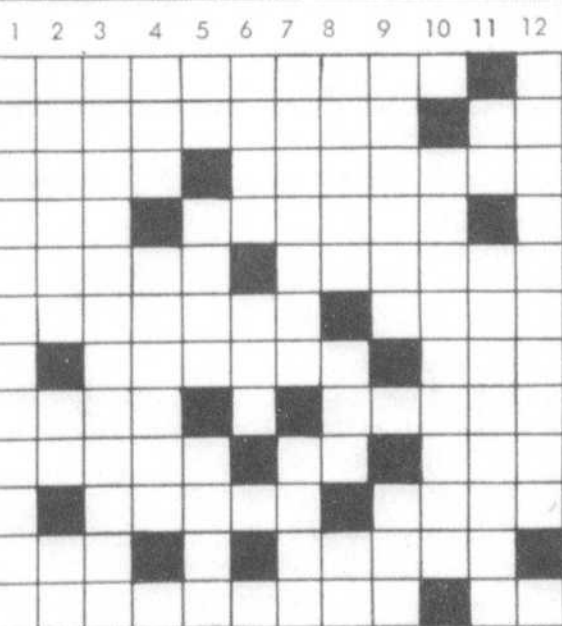
vous offre chaque semaine un SPÉCIAL qui vous incitera à venir nous voir ou à vous faire livrer - N'hésitez pas!

VIANDE DE 1er CHOIX

Rôti de porc	.89 la livre (rég. \$1.19)
Côtes de porc	.99 la livre (rég. \$1.29)
Jambon persillé	\$1.25 la livre (rég. \$1.50)
Salsifis "Olida" 14 oz	.59 la boîte (rég. .79)

Livraison gratuite - dans toute la ville - Longueuil et St-Lambert le jeudi matin - Fermé tous les lundis.

les MOTS CROISÉS du Devoir



Horizontalement

- Débarrasser du benzol.
- Récolte des olives. — Rhodium.
- Nom des cantons, bourgs et subdivisions administratives de l'ancienne Attique. — Traite, dispute pour arriver à un accord.
- Première femme. — Orthographe.
- Se dit de toute cause qui entraîne la mort du fœtus avant l'accouchement. — Métal de numéro atomique 76.
- De l'iran. — Greffe une entorse.
- Réjouissance collective. — Pairel.
- Pronom personnel. — Qui a perdu la tête.
- Premier officier municipal d'une ville. — Avalé.
- Du verbe rire.
- Mettre en terre pour germer. — Dirige.
- Mot servant à désigner une personne, un animal ou une chose. — Aime avec passion.
- Araignée à couleurs vives. — Connu.

Verticalement

- Oscillation légère de la tête, du corps.
- Porter de bas en haut. — Adverbe de lieu. — Interjection.

Solution d'hier

1. VIRTUEUSE
2. AVOLINE
3. MELON
4. CROUDEMIS
5. HOTE
6. VOCALIS
7. EGALIER
8. HIER
9. IN ANIMAL
10. TEE
11. FOU
12. LAME
13. PLANTULES
14. TRANSFUS
15. SAINTRIEUX
16. O
17. SCENES
18. NET
19. IDEE
20. AZOTE

salon du foyer moderne

18 au 26 AVRIL

place bonaventure

NOUVEAU, EMBALLANT SPECTACULAIRE

- L'HABITATION TRANSCAN**
Nouveau concept d'habitation modulaire
- DECOR 70**
18 pièces conçues par des membres de la Société des Décorateurs Ensembliers
- LES TAPISSERIES ROTHMANS**
En Première Canadienne — Une exposition des oeuvres des maîtres français
- PLUS DE 200 EXHIBITS**
Les plus récentes découvertes: Rénovation — Décoration — Aménagement du foyer
- CHATELAINE**
Présenté "3 x 3" et "Rénovation 70"
- Défilé de mode 12:30 et 8:00**
Présenté par les magasins et boutiques de mode de la Place Bonaventure

EN VEDETTE SUR SCÈNE
PAUL BÉVAL
J.-Pierre MASSON

TOUS LES JOURS
3h.00 et 9h.00

le bricoleur ANDRE DAVELUY
conseils pratiques sur la rénovation et le bricolage

PRIX D'ENTRÉE HEURES D'OUVERTURE
ADULTES \$1.50 MIDI à 10 h. 30
ETUDIANTS 0.75 TOUS LES JOURS
ENFANTS: GRATUIT (moins de 12 ans avec adulte) PRENEZ LE METRO

COLLÈGE LOYOLA
DOYEN DE LA FACULTÉ DES ARTS

Le Comité chargé des recommandations pour le poste de Doyen de la Faculté des Arts du Collège Loyola, demande aux candidats intéressés de faire parvenir un dossier complet au:

Rév. Père P. G. Malone, S.J.
Recteur,
Collège Loyola,
7141 ouest, rue Sherbrooke,
Montréal 262, Qué.

avant le 5 mai 1970.

TRAITEMENT:
Déterminé d'après les normes du Ministère de l'Éducation.

Prière d'envoyer, avant le 30 avril, un curriculum vitae à:

Monsieur Benoît Ste-Marie
Directeur général
Collège Edouard-Montpetit
945 chemin de Chambly
Longueuil.

C.E.G.E.P. DE MATANE

POSTE OUVERT:
Directeur adjoint

L'ENFANCE EXCEPTIONNELLE (INADAPTÉE)

Le Conseil d'Éducation de Prescott-Russell recherche pour septembre 1970:

- 1 - professeur pour l'école Beau Séjour - Wendover
- 1 - professeur supplémentaire pour l'école St-Benoit
- 1 - professeur supplémentaire pour l'école Jean Vanier de Pleasant Corners, Vankleek Hill.

Les candidats(es) intéressés(es) sont priés de faire parvenir leur demande en incluant leur curriculum vitae à l'école de leur choix à:

Royal Comtois, surintendant,
Conseil d'Éducation de Prescott-Russell,
372, rue Bertha,
Hawkesbury, Ontario.

PROFESSEURS D'ÉCOLES SECONDAIRES

Pour les écoles secondaires de Casselman, Embrun, Hawkesbury, Plantagenet, Rockland et Vankleek Hill (situées entre Ottawa et Montréal), Les postes vacants ne peuvent être annoncés avant la mi-mai.



**ASSELIN, BENOÎT, BOUCHER
DUCHARME, LAPOINTE**
Ingénieur-Conseils

Demandent des

INGÉNIEURS ET DES DESSINATEURS
pour leur bureau de Montréal

INGÉNIEURS ÉLECTRICIEN "SENIOR"

Bilingue.
Au moins 3 à 5 ans d'expérience. Étude et préparation des plans et devis, des systèmes de protection, de contrôle et de mesure se rapportant aux alternateurs, transformateurs, lignes de transmission, et systèmes auxiliaires.

DESSINATEURS "SENIOR"

Bilingue
Au moins 8 ans d'expérience pratique d'une des activités suivantes. Instrumentation et contrôle, distribution et éclairage pour usines hydroélectriques et thermiques. Toute demande d'emploi sera confidentielle.

S.V.P. faire parvenir curriculum vitae ou résumé à:

Service du Personnel,
ASSELIN, BENOÎT, BOUCHER, DUCHARME, LAPOINTE
4200 ouest, boul. Dorchester
Montréal, 215, Qué.

FONCTIONS:
Le Directeur général est le premier responsable de l'organisation et de l'administration du Collège.

QUALIFICATIONS:
Formation de niveau universitaire ou l'équivalent.
Expérience dans l'enseignement et/ou dans l'administration.

SALAIRE:
Selon les normes du ministère de l'Éducation.

CANDIDATURES:
Avant le 4 mai à 24.00 heures à l'adresse suivante:

Président de la corporation
C.E.G.E.P. de Matane
230 St-Jérôme
MATANE

CONSEILLERS SCIENTIFIQUES

Le Conseil des sciences du Canada, à Ottawa, offre plusieurs emplois de conseillers scientifiques, dont la tâche sera de contribuer aux études sur la politique scientifique du Canada. Ils effectueront des analyses économiques et statistiques, des recherches sur l'organisation et les concepts fondamentaux des sciences et de la technologie en fonction des objectifs de notre société, des études comparatives sur la structure scientifique et technologique des pays étrangers; ils élaboreront des perspectives concernant les progrès des sciences et des techniques et leurs répercussions économiques et sociales, contribueront à l'élaboration des plans et des recommandations, noueront des liens avec les groupes d'études et la collectivité scientifique, rédigeront des rapports et des sommaires sur l'activité en cours dans les domaines scientifiques et technologiques et sur la conception et la mise en place d'un réseau documentaire dynamique, fondement de la politique scientifique.

Titres et compétence - Le candidat aura une maîtrise ou un doctorat en sciences naturelles ou humaines, par exemple en physique, économique, écologie, génie ou tout autre discipline pertinente. Il aura en outre acquis une certaine expérience dans sa spécialité, de préférence au cours de travaux d'évaluation ou d'analyse du rendement et des grands objectifs des programmes scientifiques ou technologiques.

Un des postes de conseiller conviendrait particulièrement au candidat possédant de l'expérience en utilisation et évaluation des installations informatiques. La possibilité de s'exprimer aisément dans les deux langues du pays serait avantageuse pour tous les candidats.

Le traitement de début ira de 13,000 à 22,000 dollars. Veuillez écrire au Chef des services administratifs, Conseil des sciences du Canada, 7e étage, 150, rue Kent, Ottawa 4e, Ont. en joignant un curriculum vitae à jour à votre lettre.

RENAULT CANADA

Une compagnie en plein essor, requiert les services de deux personnes expérimentées en automobile:

1. GÉRANT DE DISTRICT:

pour le secteur ouest de la province de Québec (Montréal et environs).

Qualifications:

- A- 25 à 45 ans, marié
- B- Bonne apparence
- C- Au moins 5 ans d'expérience dans la vente d'automobiles et/ou le financement.
- D- Bilingue.

Faire votre demande en donnant tous les détails à:
M. H. Nicolas, directeur régional

2. REPRÉSENTANT-VENTES SPÉCIALES:

Qualifications:

- A- 25 à 45 ans, marié
- B- Bonne apparence
- C- Expérience dans les ventes flottes et location.
- D- Parfaitement bilingue.

Faire votre demande en donnant tous les détails à:
M. R. Charette, gérant - ventes spéciales

Nous offrons:

- salaire durant la formation
- généreuse rémunération et boni
- bénéfices marginaux habituels
- automobile et compte de dépenses
- chances d'avancement rapide

Casier Postal 6400, Montréal 101 - Téléphone: 653-3661

C.E.G.E.P. Bois-de-Boulogne
offre d'emploi
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Fonction:

- Principal administrateur du Collège, directement responsable auprès du conseil d'administration.
- Assure la coordination de tous les services.
- Veille à l'administration pédagogique et financière du Collège.

Qualifications:

- Détenteur d'un diplôme universitaire.
- Expérience dans l'administration, de préférence dans l'administration scolaire.
- Aptitude à coordonner et à diriger le travail de ses collaborateurs.
- Bonne connaissance des structures scolaires du Québec et de l'orientation de la réforme scolaire.

Traitement:

- Selon les normes du Ministère de l'Éducation.

Date limite du concours:

- Avant 16.00 h., le mardi 5 mai 1970.

Faire parvenir curriculum vitae et qualifications à:

Concours no 001
Collège Bois-de-Boulogne
10555 Bois-de-Boulogne
Montréal 355
a/s M. le Président du Collège

LA STRUCTURE FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIAL ACCEPTANCE CONTINUE D'ÊTRE SOLIDE

potins financiers

Après avoir perdu, la veille, 3.36 points à 772.51, l'indice des industriels de DJ clôturait, hier, sur la Bourse de N-Y 9.90 points plus bas à 762.61. La Bourse de Montréal, continuait d'être irrégulièrement à la baisse tandis que, sur la Bourse de Toronto, on notait peu de résistance, en dépit du fait que tous les compartiments avaient baissé la veille. Sur la Bourse de Londres, l'orientation des cours paraissait hier soutenue, par suite des rumeurs concernant d'éventuelles élections générales en G-B en juin prochain. Les valeurs françaises étaient encore indécises, hier, sur la Bourse de Paris, où cette séance était consacrée à la liquidation mensuelle des opérations, traitées à terme en fin d'avril.

Comme Hanoi voit dans le dernier discours de Nixon, un prolongement des hostilités au Vietnam et dans le sud-est de l'Asie la garde en portefeuille des titres d'armement serait à conseiller prudemment.

La publication de maints rapports déplorables, concernant les activités durant le 1er trimestre de cette année, explique le fait que de nombreux spéculateurs, canadiens et américains, se tiennent sur la clôture.

Comme rien n'indiquerait en outre que la poussée inflationniste soit enrayée au pays et vu les contractions des recettes de biens des entreprises canadiennes, durant le 1er trimestre de cette année, rien d'étonnant que les spéculateurs canadiens semblent peu anxieux de transférer d'autant plus que les incertitudes sur les résultats des élections au Québec causent certaine anxiété dans le monde financier, québécois et d'ailleurs.

Comme le gros des stocks ont clôturé hier pratiquement à leurs

plus bas niveaux du jour, il y aurait lieu de s'attendre à une allure erratique aujourd'hui à Wall Street.

Consacrant son dernier bulletin à l'économie canadienne, Jones Heward & Company, membres des Bourses de Montréal et de Toronto, n'hésite pas, toutefois, à déclarer que l'enthousiasme, suscité par les baisses récentes des taux d'escompte par certaines banques des E-U reflétait une fausse alarme, car elles ne signifiaient pas réellement de changements du côté de la politique monétaire en cours. Ce ne serait que, sur la fin de l'année, que l'argent deviendrait plus facile. Prudemment, rien n'indiquerait une réduction des prix inflationnistes. La bataille contre l'inflation doit donc se continuer, d'où l'importance de collaborer avec Ottawa, d'autant plus que nos exportations furent plus considérables en janvier et février et que nos importations ont baissé.

La C.S. de St-Anne-de-Varennes, celle de St-Thérèse-Ouest, et celle de St-Agathe-Sud empruntent sous peu.

1970 serait la meilleure année dans l'histoire de l'International Nickel Co of Canada Ltd.

Selon Aquitaine, les perspectives pour 1970 seraient excellentes, mais il ne faudrait pas s'attendre à ce que le taux de croissance se maintienne au même rythme qu'au cours des derniers 6 ans. C'est ce qui expliquerait la lourdeur des actions de cette compagnie ces jours-ci.

Un comité d'actionnaires de Consolidated-Bathurst mécontents de l'offre faite par Power Corporation de Canada, se réunira demain à 2.30 p.m. au salon Saguenay de l'Hôtel Reine Elizabeth, afin d'étudier les moyens à prendre avant la fin de l'offre.

Dupuis Frères Limitée, lancerait, sous peu, une émission de \$1,500,000 de débentures

Son profit net durant le dernier exercice financier fut de \$366,206 vs \$332,530 antérieurement

Dupuis Frères Limitée, notre plus important établissement commercial, vient de faire parvenir à ses actionnaires son rapport annuel. Comme cette institution a été fondée en 1868, il s'agit donc du 102^{ème} rapport annuel qu'elle rend public. Il ressort du message, transmis dans ce rapport par son président, M. Marc Carrière, qu'il couvre l'exercice financier clos le 3 janvier 1970 et que "Le revenu net d'exploitation de l'ensemble de l'entreprise a été de \$746,313, avant impôts, ce qui laisse un profit net de \$366,206, contre \$332,530, après impôts, durant l'exercice terminé le 4 janvier 1969.

L'actif global est passé de \$22,432,913 à \$22,647,814 au cours de l'année écoulée. Les disponibilités sont de \$13,678,091, et les expositions de \$9,053,352. Le fonds de roulement s'établit donc à \$4,624,739.

Le 15 novembre 1969, à leur échéance, la Compagnie a remboursé la totalité de ses débentures générales à fonds d'amortissement Série "B" portant intérêt au taux de 6 1/2% — encore en circulation — ce qui représentait un déboursé de \$681,000, plus les intérêts courus. La Compagnie se procure de nouveaux capitaux en vendant, sur le marché canadien, sous peu, une nouvelle émission de \$1,500,000 de débentures générales.

En date du 3 septembre 1969, la Compagnie a acquis l'immeuble portant le numéro cinq 1580, rue Amherst, à l'angle du boulevard de Maisonneuve, à Montréal. Cet emplacement est contigu à notre parc de stationnement. Cet immeuble comprend un édifice de quatre étages construit sur une partie d'un terrain d'une surface de 26,876 pieds carrés. L'autre partie du terrain est utilisée comme parc de stationnement. Le rez-de-chaussée de ce bâtiment est aménagé en Centre d'auto pour la vente et la pose d'accessoires d'auto, la vente de motocycle, d'articles de sport et de matériel de camping. Ce complément moderne des services Dupuis répond aux besoins des consommateurs de notre temps. Le fonctionnement de ce Centre nous donne satisfaction et son succès s'affirme déjà.

Son président, M. Marc Carrière, entretient l'avenir avec optimisme

En plus de ses remarques sur les opérations de Dupuis Frères Limitée au cours de l'exercice financier, clos le 3 janvier 1970, M. Marc Carrière, président, traite brièvement de la conjoncture économique.

À son dire "Les difficultés et le climat d'incertitude au cours de l'année 1969, ont eu une influence défavorable sur le commerce. Pour contrebalancer cette situation et faire échec à l'inflation, nous avons augmenté le nombre et la qualité de nos promotions. Nous avons également amélioré l'assortiment et la présentation de la marchandise, modernisé et renouvelé les rayons dans toute la mesure du possible.

Parallèlement, des efforts particuliers ont été déployés pour comprimer les frais d'exploitation sans entraver la bonne marche des affaires et la qualité du service aux clients.

Nous désirons rendre ici un témoignage d'appréciation à tous nos collaborateurs qui ont su remplir leurs fonctions avec efficacité et dévouement. La réorganisation des cadres se poursuit afin d'assurer le dynamisme et l'enthousiasme de notre équipe.

La maison Dupuis est fière de pouvoir compter sur une clientèle fidèle et intéressée à son succès. Nous lui rendons un hommage très sincère de gratitude.

Nous avons le regret de rappeler le décès de l'honorable Cyrille Vaillancourt, administrateur de la Compagnie depuis 1955, et dont le nom était lié au développement des Caisse Populaires. Nous avons perdu en lui un conseiller très éclairé.

M. Vaillancourt a été remplacé au conseil par M. Alfred Rouleau, président de l'Assurance-Vie Desjardins.

Nous signalons également la démission de M. Lucien Héty, administrateur et vice-président de la Compagnie. M. Héty a été remplacé par M. Roland Desourdy, président de Desourdy Construction. Nous remercions ces deux nouveaux membres du conseil qui ont bien voulu accepter de se dévouer aux intérêts de notre Compagnie.

Les intéressants projets en voie de réalisation dans la périphérie de notre magasin du Centre-ville nous font entrevoir l'avenir avec optimisme.

L'établissement possède un excellent conseil d'administration, secondé par une habile direction

Sans l'excellence de son Conseil d'administration, les résultats précités n'auraient, évidemment, pas été obtenus — incidemment Jacques Carrière, Roland Desourdy, Edmond Frénette, Sarto Marchand, Jean Trudel, Pierre Mercier et Aldred Rouleau, soit autant des nôtres en vedette dans le monde des affaires, de la finance et de l'industrie. Il va sans dire que ces administrateurs sont secondés par une direction expérimentée et efficace, comprenant MM. Marc Carrière, président du conseil et président, Jacques Carrière, vice-président, Jean Trudel, vice-président finance et contrôle, Edmond Frénette, trésorier, Mlle Jeannette Perras F.C.S.I., secrétaire générale et Mlle Myrto Brasseur, secrétaire adjointe.

Il est donc évident que notre plus important établissement commercial possède un excellent conseil d'administration, secondé par une habile direction qui s'efforce d'être de plus en plus à la page. Incidemment, les commerces de ses filiales, Corbeil sur la Place Inc. et J. L. Fortin Ltée, de Trois-Rivières, sont exploitées comme succursales de Dupuis Frères Limitée et le principal actif de ces filiales consiste en des placements d'actions privilégiées de Sogena Inc.

Bien que Dupuis Frères Limitée fasse d'importantes affaires, ces dernières ne sont pas telles qu'elles devraient être pour le plus grand établissement commercial contrôlé par nos nôtres, situé dans la Métropole du Canada, dont les 2-3 de la population sont de langue française. S'il est vrai que cette maison montre, maintenant, des profits, alors qu'il y a une quinzaine d'années, elle montrait des pertes, il n'en est pas moins vrai que ses bénéfices seraient encore plus considérables, si chacun des nôtres faisait preuve d'un patriotisme pratique et, pourquoi pas, puisque l'on est assuré, maintenant d'y trouver des marchandises et du service capables de subir la comparaison avec tout établissement local du même genre. Quant à la différence des prix, il n'en est guère question, car, Dupuis Frères Limitée offre des aubaines à des prix d'occasion tout comme les autres, quoiqu'en pensent certains "esprits snobs" de nos grands et petits centres industriels et même, de notre Métropole, faisant, cependant, leur argent avec les Canadiens français.

Marcel CLEMENT

Au dire de son président

Industrial Acceptance Corporation, Limited a tenu hier sa 45^{ème} assemblée annuelle à l'Hôtel Reine Elizabeth. Son président M. L. E. Nichol déclara en partie ce qui suit à ses actionnaires:

"J'aurai le privilège de proposer l'adoption de notre rapport annuel pour 1969. Cependant, avant de le faire je crois que vous apprécierez que je fasse quelques commentaires concernant les points saillants de l'an dernier et dise quelques mots au sujet des conditions actuelles et aussi de quelle façon elles pourront influencer les résultats de cette année. Et, naturellement, vous voudrez savoir ce que nous avons accompli durant le premier trimestre de 1970.

L'an dernier je vous ai dit: "Une raison majeure d'inquiétude est l'augmentation constante du coût des emprunts, créée par la vive compétition pour en obtenir." J'ai aussi continué en vous disant: "La flexibilité dans la plupart des structures des taux de votre compagnie et la variation de son commerce ont permis de réagir assez bien aux changements des coûts de l'argent," et ceci, "depuis des années le personnel du groupe IAC a démontré une facilité tout à fait remarquable pour s'adapter d'une façon rapide aux différentes situations et de ce fait éliminer une détérioration des profits".

Votre compagnie a réalisé une augmentation de tout près de \$14 millions dans son revenu brut. Ceci représente une augmentation de 11.3%.

En comparaison, les bénéfices s'appliquant aux parts communes ont augmenté de 4.2% seulement. Cet écart aux parcs compte à l'augmentation du coût d'emprunt de l'argent qui était de 6.7% et qui a passé à une moyenne de 7.1% — ainsi qu'à la détérioration dans la proportion des pertes de notre filiale d'assurances générales.

En ce qui concerne l'expérience de notre compagnie d'assurances générales, j'aimerais rappeler aux actionnaires que nous avons débuté dans ce domaine à la fin de 1953. Un fait important à signaler c'est que depuis les seize dernières années notre mise de fond originale a produit un rendement moyen de 9% par année.

Actifs accrus

Le bilan consolidé montre que le total des actifs s'est accru de \$76 millions ou de 7%. Ces deux montants sont inférieurs à ceux de l'exercice précédent — ce qui reflète une attitude plus tendue de la politique monétaire en 1969. Vous remarquerez aussi que la diversité de nos recevables s'est continuée et reflète nos efforts de porter au maximum le bon rendement des fonds. J'aimerais aussi attirer votre attention sur l'augmentation encourageante des nos recevables dans les domaines de location et des prêts hypothécaires. Ces deux secteurs semblent avoir un avenir très prometteur.

Notre structure financière continue d'être solide. Le rapport dette/avoir était de 5.88 à 1 à la fin de 1969, comparativement à 5.75 à 1 pour l'exercice précédent. Quoique le niveau se soit quelque peu amélioré durant l'année il est quand même inférieur à ceux précédemment réalisés.

Jusqu'à date cette année, nous avons émis des débentures à long terme pour un montant de \$15 millions. Si les conditions s'avèrent attrayantes, nous pourrions peut-être retourner sur le marché durant l'année afin d'obtenir un autre financement à long terme et de cette façon répartir les échéances tout en conservant notre pratique de maintenir une moyenne des coûts d'emprunt.

Des \$48 millions en titres négociables et valeurs commerciales à recevoir \$36.4 millions étaient détenus comme commerce contre la fluctuation des fonds à court terme.

L'année dernière, des dispositions furent prises pour exécuter un plan de décentralisation en postant des administrateurs supérieurs dans nos différentes divisions. Ces changements avaient pour but d'accroître l'influence de la compagnie dans ses différents marchés, d'accélérer les communications, d'activer les décisions et d'atteindre une plus grande souplesse dans notre ligne de conduite.

La modernisation de notre nom, que vous venez d'approuver, représente une partie intégrante de notre planification. Ceci va nous permettre de donner une meilleure identité au groupe tout en faisant partie de notre publicité pour l'avenir.

Dans le moment, il semble que l'économie se situe tout près du point critique de notre lutte contre l'inflation. D'un côté nous avons la reprise de la spirale inflationniste et de l'autre la possibilité de glisser dans une récession pénible. Quelque part entre ces deux extrêmes existe une stabilité dans la structure des prix qui doit être atteinte. Il paraît que les autorités considèrent que l'imposition de contrôles de crédit pourrait leur procurer une arme utile dans cette lutte acharnée.

Bon 1er trimestre

Dans les conditions qui ont existé durant le premier trimestre, les résultats préliminaires de l'ensemble des opérations de votre compagnie sont modérément encourageants. Les bénéfices pour les trois mois s'élevaient à \$3.9 millions en comparaison de \$3.8 millions par rapport à la même période au cours de l'exercice précédent.

Après une déduction de \$271 mille, attribuable aux actions privilégiées, les bénéfices attribuables aux actions ordinaires étaient de \$3.6 millions ou \$0.29 par action comparativement à \$3.5 millions ou \$0.29 par action au cours du premier trimestre de 1969 malgré qu'il y avait 95,834 actions ordinaires de moins en circulation.

Le prêt au consommateur continue d'être gêné par une législation désuète qui administre les taux, ce qui oblige votre compagnie de prêts personnels à concentrer ses efforts d'expansion à faire des prêts plus importants et à financer des contrats de vente conditionnelle.

St-Lawrence Columbium and Metals Corp.

Vient de traverser un bon 1er trimestre. Message optimiste de son président Me J.-J. Gourd

Dans son rapport annuel, la Compagnie informe ses actionnaires que les bénéfices nets pour le premier trimestre de l'exercice en cours se sont chiffrés à \$137,175, bénéfices supérieurs à ceux réalisés au cours des douze mois de l'exercice 1969, et de plus, grâce au volume de production plus élevé obtenu au cours du second trimestre, les bénéfices nets se sont élevés à \$105,360 soit 4c par action, comparativement à une perte de \$132,342 pour l'exercice financier 1969.

Les bénéfices nets de la St. Lawrence Columbium and Metals Corporation pour l'exercice financier clos le 30 septembre 1969 se sont chiffrés à \$105,360 soit 4c par action, comparativement à une perte de \$132,342 pour l'exercice financier 1969.

D'après le président, Me Jean-Jacques Gourd, l'augmentation du revenu et des bénéfices reflète une acceptation et un usage plus généralisés du columbium, un marché mieux équilibré et un raffermissement général des prix sur les marchés internationaux.

M. Gourd souligne que la Compagnie est le seul producteur de concentrés de columbium en Amérique du Nord — entend produire au cours de l'exercice 1970 4,500,000 livres de pentoxide de columbium, une augmentation de 1,500,000 livres sur l'exercice précédent.

Au taux actuel d'exploitation et de la hausse des prix des produits de la Compagnie, une augmentation sensible des bénéfices nets pour l'exercice 1970 est envisagée par monsieur Gourd. Parallèlement, la Compagnie a réussi à augmenter l'efficacité de son procédé breveté de concentration. Depuis la fin de l'année 1969, la Compagnie a signé une nouvelle convention collective en vigueur jusqu'en novembre 1972.

Le revenu provenant de la production au cours de l'exercice 1969 s'est chiffré à \$3,107,514, soit une augmentation de 57% comparativement au revenu de \$1,966,937 l'année précédente. Les bénéfices d'exploitation, avant l'amortissement des immobilisations, se sont élevés à \$437,580; ils étaient de \$124,169 en 1968.

Les aciers traités au columbium offrent une haute résistance à des

températures élevées et de meilleures caractéristiques de soudure. On les utilise dans plusieurs domaines, entre autres la fabrication des pipelines, la construction, dans l'industrie navale et l'industrie de l'automobile. Comme élément d'addition aux alliages spéciaux, le columbium améliore la résistance à la corrosion et aux hautes températures. Ces alliages sont utilisés dans les industries aéronautiques, de l'aviation, de l'énergie nucléaire et l'industrie chimique. En tant que métal, le columbium est un superconducteur offrant peu de résistance au courant électrique à basse température et est très recherché par les industries de l'énergie électrique et de l'énergie nucléaire.

La Compagnie vend environ 65% de ses produits sur les marchés européens, 20% aux E-U et 15% au Canada.

Denrées alimentaires

PC — Cours des denrées transmises à Montréal par le ministère fédéral de l'Agriculture hier.

Beurre: arrivages courants, 92.64; 93.65. Prix de vente de la Commission canadienne du lait: 65. Fromage: livré à Montréal, arrivages courants, Québécois 34-46, 46 à 46-1/4; blanc, 45-3-4 à 46.

Poudre de lait écrémé: procédé par vaporisation No 1 en sacs: 20 à 22; procédé par rouleau, No 1 en sacs 19 à 19-1/2, autres catégories pour nourrisseurs 17 à 18.

Poudre de lait de beurre pour nourrisseurs 15 à 15-1/2; poudre de lait 3-1-2 à 4 cents.

Pommes de terre: prix de gros: Québec: \$1.75 à \$1.90 les 50 lbs.; N-B: \$1.85 à \$2.00 les 50 lbs.; 42 à 45 les 10 lbs.; L.P.E. \$2.20 à \$2.30 les 50 lbs.; 53 à 55 les 10 lbs.

Prix des oeufs, en cartons d'une douzaine: A-extra-gros, 51.7; A-gros, 48.4; A-moyens, 43.7; A-petits, 35.0.

NOMINATION AIR CANADA



C. I. TAYLOR

M. Yves Pratte, président du conseil et directeur général d'Air Canada, annonce la nomination de M. C. I. Taylor au nouveau poste de vice-président-développement stratégique. M. Taylor, qui occupait jusqu'ici le poste de directeur général-commercialisation, dépend du président du conseil.

Les démêlés de Timrod Mining

avec Soquem

Des procédures seraient intentées, au dire de M. Léo Brossard, président

Dans son message aux actionnaires de Timrod Mining Co. incluant dans le rapport annuel, son président M. Léo Brossard y déclare en partie ce qui suit: "Nous sommes heureux de présenter notre rapport annuel et de vous soumettre les états financiers pour l'exercice terminé le 31 janvier 1970 ainsi qu'une revue des activités de votre Compagnie.

Une nouvelle compagnie, la Société Minière Louvem Inc., a été incorporée le 31 octobre 1969 pour exploiter les gisements de cuivre dans lesquels Louvem partage un intérêt avec Nemrod Mining Co. Ltd. et Naganta Mining & Development Co. Ltd.

Certaines difficultés ont surgi quant à l'attribution des actions auxquelles votre Compagnie a droit dans cette nouvelle société. Des négociations sont actuellement en cours et un règlement devrait être conclu prochainement.

Dans l'intervalle, les travaux se poursuivent sur la propriété, et on prévoit qu'on pourra commencer à extraire le minerai du chantier à ciel ouvert au mois de juillet prochain.

Ducros Mines Limited

Grâce aux 750,000 actions qu'elle détient votre Compagnie à toute fin pratique contrôle Ducros Mines Limited qui poursuit un programme important de sondages sur son groupe de claims de 1,000 acres adjacents à la propriété de East Sullivan Mines dans le canton Bourlameau.

Ducros Mines effectue aussi un levé électromagnétique sur un autre groupe de vingt claims détenus sous option et attenants au coin sud-est de sa propriété principale.

Les actions de la Compagnie ont été inscrites à la Bourse Canadienne en janvier 1970.

Une nouvelle société, Valdez Mines Inc., a été incorporée en 1969 pour acquérir dans le canton Louvrou quatre groupes formant un total de 78 claims. L'un de ces groupes est adjacents à la propriété de Louvem. On a entrepris sur ces terrains des recherches pour métaux de base à la suite de levés géophysiques, on y a commencé un programme de sondages au diamant.

Timrod détient un tiers des actions de vendeurs dans Valdez qui, à la suite d'un financement de \$245,000 par la vente de 600,000 actions du trésor, a toutes les dispositions requises pour exécuter son programme actuel d'exploration.

Dans le canton Bourlameau, Timrod conserve un tiers d'intérêt dans un groupe de 34 claims couvrant une étendue de 1,360 acres. Des levés géophysiques sont actuellement en cours sur cette propriété.

Durant l'année, votre Compagnie a effectué d'autres levés électromagnétiques sur le prospect de cuivre de 1,392 acres qu'elle détient sous option dans le canton Woburn dans les Cantons de l'Est et y a récemment complété trois trous de sondage. Des levés géophysiques additionnels sont en cours et d'autres sondages sont prévus.

On a conservé le groupe de 850 acres détenu par votre Compagnie dans le canton Hébert et l'on y fera des recherches pour métaux de base durant la prochaine année.

Dans une note au rapport annuel 1970 de Timrod Mining Co. Ltd. concernant la propriété Louvrou, son président, M. Léo Brossard, y déclare en partie ce qui suit:

"Lors de l'impression du Rapport Annuel l'on prévoyait une solution rapide au différend avec Soquem puisqu'on paraissait en être arrivé de part et d'autre à un accord de principe sur les termes d'une entente.

À la dernière minute, toutefois, Soquem a radicalement modifié son attitude et à toute fin pratique a écarté complètement toute possibilité d'un compromis équitable.

Au point où en sont les choses, Soquem a arbitrairement et unilatéralement fait émettre à nos Compagnies un total de 1,934,221 actions ou 38.68% du capital-actions de Louvem Inc. au lieu de 53.6% ou 2,680,000 actions; nos conseillers juridiques sont unanimement d'avis que nos Compagnies ont droit à ce pourcentage de 53.6% mentionné à maintes reprises dans diverses déclarations publiques. En général, toutes les décisions concernant les travaux sur la propriété sont prises unilatéralement par les représentants de Soquem.

Evidemment, comme nous n'avons plus d'autre choix, des procédures seront intentées suivant les recommandations de nos conseillers juridiques. Les actionnaires seront tenus au courant et vos administrateurs continueront de faire tout en leur pouvoir pour protéger vos intérêts.

The Steel Company of Canada, Limited

À dévoilé, hier, son nouveau programme d'identification sociale

TORONTO — La société The Steel Company of Canada, Limited a dévoilé hier son nouveau programme d'identification sociale lors d'une conférence de presse tenue à Toronto. Ce programme comprend l'adoption d'un nouvel emblème destiné à projeter une image plus fidèle du caractère de la société et du modernisme de l'acier.

Le programme prévoit notamment un système coordonné de codification par couleurs pour tous les bâtiments industriels et administratifs de la

Bourse de Montréal

La place locale continue de fluctuer à la baisse

La tendance à la baisse s'est accentuée hier, à la Bourse de Montréal, alors que les reculs ont dépassé les gains dans une proportion de 178 à 46.

Les valeurs industrielles, les banques, les papeteries et l'index composé ont tous enregistré une nouvelle baisse record pour 1970.

Le volume des transactions a par ailleurs été modérément actif.

Les mines et les pétroles ont subi de lourds reculs, Pacific Petroleum a perdu 1-2 à 27; International Nickel, 11-2 à 45 3-4.

Falconbridge a perdu 3-4 à 165; Denison, 1-1/2 à 38; Hudson Bay Mining and Smelting, 1-1/4 à 81 3-4; Noranda, 1 à 33; Kaiser Resources, 1-2 à 20 1-2.

Aquitaine a reculé de 1-4 à 17 5-8; Petrofina Canada, de 1-4 à 15 1-4; Transcanada, de 1-2 à 27 1-4; Imperial Oil, de 1-8 à 18 7-8.

Shell Canada a gagné 5-8 à 27 5-8; Interprovincial Pipe Lines a gagné 1-4 à 20 3-4; et Gulf Oil Canada, 1-8 à 16 5-8.

Alcan a perdu 7-8 à 26 3-4; MacMillan Bloedel, 1-1/8 à 30 3-4; CPR, 1 à 62; Velcro Industries, 1 à 24 1-2; Domtar, 7-8 à 14 5-8; Canadair, 3-4 à 32 3-4; Bombardier, 3-4 à 14 3-8; IOS Ltd., 3-4 à 6 5-8.

À la Bourse canadienne, Canam Mines est demeuré inchangé à 270; Imperial Minerals a gagné 9 cents à 25 cents.

À l'indice, les industriels ont perdu 27 à 180.88; les services publics, 99 à 130.39; les banques, 125 à 171.42; les papeteries, 348 à 111.58. L'indice composé a reculé de 2.24 à 170.

Le volume combiné des transactions de la Bourse de Montréal et de la Bourse canadienne, à la clôture, a été de 1,173,200 actions, au regard de 831,000 actions la veille.

Bourse de N-Y

Wall Street dégringolait de nouveau hier

(AFP) — La tendance a été très lourde à Wall Street mercredi. La baisse des bénéfices des sociétés est restée le principal facteur baissier mais l'effrètement des dernières séances s'est transformé en net repli. Une légère reprise des Blue Chips a été enregistrée un peu avant la fin de la séance mais la baisse a repris ensuite et la cote a clôturé pratiquement à ses plus bas niveaux de la journée. Les affaires ont été modérément actives.

Les chimiques, où Dupont de Nemours s'est inscrit en net progrès, et les tabacs ont fait preuve d'une certaine résistance en évoluant irrégulièrement, mais ailleurs les baisses l'ont très largement emporté. Les ordinateurs, où IBM a cédé huit points, les pharmaceutiques, les alimentaires et les électroniques ont été les plus affectés. Ailleurs, parmi les replis, on a noté les légères avances de Panamerican aux transports aériens, d'Anaconda aux cuprifères, de Standard Oil (New Jersey) aux pétroles, et de Motorola aux télévisions. Par contre, Chrysler a cédé plus d'un point aux automobiles. Les constructions aéronautiques, les papiers et les sidérurgiques ont subi des pertes inférieures à la moyenne.

À noter...

Kippen & Company vient de publier son guide, élaboré sur Union Oil Company of Canada.

Great Canadian Oil Sands a accusé une perte de \$5,200,000 durant le 1er trimestre de cette année, comparativement à une perte de \$8,600,000 durant la même période trimestrielle l'an dernier.

C'était hier que la Société de Montréal des Analystes Financiers a donné son 21^{ème} déjeuner de la saison à la galerie 3 de l'Hôtel Reine Elizabeth. Ses membres eurent l'occasion d'entendre M. Ronald, président de l'United Funds Management Ltd. de Toronto.

A partir de lundi le 27 avril 1970, les transactions sur les Bourses de Montréal et Canadienne se feront de 10.00 a.m. à 3.30 p.m. heure avancée de l'Est.

10,000,000 d'actions sans valeur nominale ou au pair de la National Nickel Ltd. libre de responsabilité personnelle, seront inscrites sur la liste des valeurs de la Bourse Canadienne à son ouverture vendred 24 avril 1970. Sur ce total, 3,952,107 actions sont émises et en circulation. Leur symbole au téléscripteur sera "N.M.L." et elles seront classées parmi les mines. Son capital actions autorisé consiste en 10,000,000 actions.

Les entreprises suivantes tiendront leurs assemblées annuelles ou spéciales générales, aujourd'hui.

Atlantic Sugar Refineries Co. Limited à 11.00 a.m. Comino Ltd. à 12.00 midi. Centstar Limited à 3.00 p.m. Home Oil Company Limited à 11.00 a.m. Robert Mitchell Co. Limited à 2.00 p.m. Imperial Oil Limited à 11.00 a.m. Cyrcus Corporation Limited à 10.30 a.m. Fraser Companies Limited à 10.00 a.m. Canada Malting Co. Limited à 11.30 a.m.

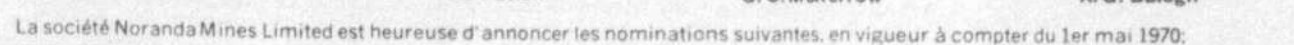
L'ÉCONOMIE

MUTUELLE D'ASSURANCE



Me Roger Comtois

Me F.-Eugène Thériault, C. R. président de Société Nationale de Fiducie et directeur général de l'Économie Mutuelle d'assurance, est heureux d'annoncer la nomination de Me Roger Comtois, notaire, au poste d



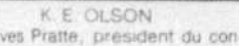
— *Premier trimestre fructueux pour la compagnie*

Compagnie. Andrew G. Farquharson exhortait le Gouvernement fédéral à "tenir compte des avertissements des groupes responsables, pen-

Q&A

Cours fournis par: Francis I. DuPont & Co.

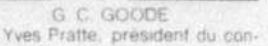
Growth Oil & Gas	20.18	-
Industrial Growth	5.38	5.90
Investors Growth	10.50	11.48



1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Maher Shoes Ltd. rapporte des ventes croissantes de 45 pour cent.

100% CASH ON DELIVERY



Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Bon trimestre pour Papier Rolland Ltée

La Compagnie de Papier Rolland, Papers Limited a encouru
limitée vient de rendre public son perte d'opération. Toutefois, n

MacMillan Bloedel Ltd., pour l'exercice finissant le 31 décembre 1969: \$42,550,721, soit \$2.04 l'action; au regard de \$38,799,447, ou *1.86 l'action, en 1968.

X. Mass Growth	10.89	11.90	tants représentent une baisse d
Mutual Accumulating	4.94	5.40	16 pour cent sur les revenus net
Mutual Bond	8.57	8.95	

1

Abitibi	3080	\$10 ¹ / ₂	9 ¹ / ₂	9 ¹ / ₂ - 1 ¹ / ₂	Home B	1950	\$14 ¹ / ₂	14 ¹ / ₂	14 ¹ / ₂ - 1 ¹ / ₂
Alcan	4570	\$27 ¹ / ₂	26 ¹ / ₂	26 ¹ / ₂ - 1 ¹ / ₂	Hud Bay M	210	\$82 ¹ / ₂	81 ¹ / ₂	81 ¹ / ₂ - 1 ¹ / ₂
Algoma Stl	1415	\$14	13 ¹ / ₂	13 ¹ / ₂ - 1 ¹ / ₂	Imp Oil	6811	\$18 ¹ / ₂	18 ¹ / ₂	18 ¹ / ₂ - 1 ¹ / ₂

Gt Lk Paper	100	324	24	24	4	Sem der	187.25	133.51	175.75	178.26	117.79
Greyhound	100	320	320	320		Moss d	191.01	135.34	182.17	179.90	119.12
Gulf Oil C	480	316	16	16	4	Moss h	185.96	144.30	193.63	183.63	125.35

se de Montréal • La Bourse de Toronto • La Bourse
Association Canadienne des courtiers en valeurs mobilières

Angleterre	Livre	2.5833
Argentine	Peso	3112
Australie	Dollar	1.2857

Indices à Toronto

vous Ger.	182.41	181.01	112.42	189.90
An der.	192.49	206.20	115.04	253.07
1970 haut	187.18	174.85	118.18	226.50
1970 bas	187.18	174.85	118.18	226.50

ment à une forte baisse à Wall Street, l'indice, à la Bourse de Toronto, a enregistré hier sa plus

166.07: les métaux communs, 1.45
à 109.99: les aurifères, 1.37 à

derneure inchange à 110 1-2.

à vos premières armes sur le marché mobilier,

se de Montréal • La Bourse de Toronto • La Bourse
Association Canadienne des courtiers en valeurs mobilières

l'information

sportive

Ce que nous aurons à bâtir pour 1976?



Si le maire Jean Drapeau et Montréal obtiennent, dans moins de trois semaines, les Jeux Olympiques d'été de 1976, la métropole aura à construire, d'ici là, une foule d'importants bâtiments, comme nous le démontre cette photo des travaux actuellement en cours sur le site olympique des jeux de 1972 à Munich, photo prise de la tour qui servira à la té-

lédiffusion de ces grandes compétitions sportives. A l'avant-plan, le futur Foyer des Sports qui pourra contenir 11,000 spectateurs. A l'arrière-plan et à gauche, une partie du futur Stade Olympique qui aura une capacité de 80,000 spectateurs et qui, à moitié, sera recouvert d'un toit translucide de 850,000 pieds carrés. (Photo Le Devoir par Keystone)

LES JEUX 1972 DE MUNICH

Un toit translucide de 850,000 pieds carrés à cause de la TV

MUNICH (Olympia Press). — On travaille actuellement avec ardeur à la réalisation du morceau de bravoure du paysage olympique: le grand toit de 850,000 pieds carrés. La troisième tentative de couverture a commencé il y a quelques jours sur un toit expérimental à l'échelle 1:1.

Après les couvertures expérimentales réalisées à l'aide de verre acrylique et de polyester, on s'est livré à un essai avec une feuille de plastique, la pluie et la tempête, la glace et la neige du rigoureux hiver munichois, permettant aux architectes et aux constructeurs de mettre à l'épreuve les trois matériaux, dans des conditions climatiques impitoyables.

Les constructeurs et les spécialistes de statique des bureaux des professeurs Frei Otto et Leonhardt & Andrä peuvent vérifier les calculs qu'ils ont faits pour les mâts, les câbles de retenue, le filet métallique, les entretoises et la couverture sur le toit expérimental de 200 mètres carrés. Les travaux de construction de la communauté de travail Stahlbau (construction métallique) sont en cours depuis le mois de septembre 1969. Il n'est plus question de discuter l'audace du projet de toit des architectes Prof. Günther Behnisch & Partner. Sa réalisation a d'ores et déjà commencé.

Les points suivants ont déjà été arrêtés pour la couverture du toit: elle doit être assez translucide pour permettre des prises de vue télévisées sans contrastes. Cette exigence vaut surtout pour le stade olympique que le toit ne couvrira qu'à moitié. C'est la raison pour laquelle on a dû abandonner tous les projets antérieurs de construction d'un toit en béton léger ou en bois qui donnerait des ombres portées sur l'image télévisée. La solidité, la translucidité, l'imperméabilité, l'incombustibilité, les avantages et les inconvénients de l'utilisation des trois matériaux seront déterminants pour le choix de celui qui recouvrira le toit olympique d'ici l'automne 1971. Le prix jouera naturellement un rôle important.

Le président de la Société de construction olympique (Olympia-Baugesellschaft) a assuré que les coûts de l'ensemble de la construction ne dépasseraient pas 80 millions de Deutschmark (environ \$2,600,000). Le 4 décembre 1969 il a passé un contrat en ce sens avec la communauté de travail Stahlbau se composant de six firmes allemandes et autrichiennes.

Outre une partie du stade, le foyer des sports, le stade nautique et une partie des voies d'accès seront également complètement recouverts du même toit. Il sera en partie supporté par des pylônes de 80 mètres de haut. Dans ce but, on coule déjà les fondations de béton à l'aide de mesures de construction hivernales soigneusement étudiées. Un filet métallique dont les mailles feront 75 centimètres sur 75 sera suspendu aux pylônes et supportera la couverture du toit.

Le super-toit, l'emblème olympique de Munich devra, faire ses premières preuves au cours de l'hiver précédant les Jeux olympiques.

Cuisine pour tous les goûts

Les participants aux Jeux olympiques de Munich 1972 n'auront pas besoin de renoncer à leurs plats préférés: ceux à qui le menu olympique ne conviendra pas pourront demander au cuisinier de leur équipe de satisfaire à leurs exigences particulières. L'une des trois cuisines que compte le restaurant du village olympique, qui accueillera les athlètes en 1972, sera réservée aux quelque 70 cuisiniers des différentes équipes.

Ce centre sera situé dans un bâtiment de trois étages à proximité immédiate du village féminin. Il compte plus de 2,600 places. Cela signifie que cinq heures de repas différentes devront être prévues pour les quelque 10,000 sportifs et leurs 2,000 entraîneurs et soigneurs attendus pour les Jeux de Munich. Les heures des repas seront fixées en fonction des heures d'entraînement et de compétition.

Le restaurant des villages olympiques sera doté de trois cuisines dont les dimensions et l'équipement technique n'ont pas leurs pareils en Europe. Rien ne manquera: du grill roulant pour les oeufs sur le plat au gros automate pour la cuisine. Les automatismes permettent de cuisiner, en un temps record, des mets exquis sans que le cuisinier "mette la main à la pâte". Les plats crus entrant d'un côté dans les automatismes, ils en ressortent de l'autre, prêts à être consommés. Le cuisinier automatique fait de la pâtisserie, rôtit ou cuit, épicé, sucre ou prépare les saucés.

Les moyens modernes de la technique seront également utilisés pour la répartition des places dans les différents restaurants: un dispositif de retransmission télévisée mon-

Régates

Les parcours de régates destinés aux compétitions olympiques de yachting à Kiel en 1972 seront arrêtés avant la fin de l'année. Les prochaines régates de voile nationales et internationales seront déjà disputées dans des conditions olympiques.

Sur le parcours de régates de la baie de Kiel, on étudie actuellement les courants et les valeurs fondamentales hydrographiques. Les quelque 650 sportifs qui participeront aux régates olympiques de 1972 à Kiel auront communication des valeurs obtenues sur la base des expériences.

Tous les résultats des régates olympiques de Kiel seront dépouillés électroniquement. L'installation entièrement automatique utilisée à ces fins sera expérimentée lors des trois "Semaines de Kiel" qui doivent encore se dérouler avant les Jeux.

Les escrimeurs

Les escrimeurs s'entraînent en vue des Jeux olympiques: un tournoi international d'escrime aura lieu au mois d'août dans la Bayernhalle de Munich, où se déroulera également le tournoi olympique dans des conditions olympiques. Toutes les installations techniques disponibles seront mises à l'épreuve lors du tournoi international.

Karajan à Munich

Herbert von Karajan viendra à Munich en 1972 avec l'Orchestre philharmonique de Berlin pour y donner deux concerts! Il ouvre la liste des chefs d'orchestre et des orchestres célèbres qui viendront à Munich pendant les Jeux olympiques soit:

L'Orchestre national symphonique d'URSS sous la direction de Yevgeni Svetlanov, l'Orchestre symphonique de Vienne sous la direction de Josef Krippl avec un concert Johann Strauss et un concert philharmonique ainsi que l'Orchestre philharmonique NHK de Tokyo.

On attend également: l'Orchestre symphonique de la Radio-diffusion bavaroise avec la création d'une oeuvre de Théodore Antoniou (direction: Raphael Kubelik), l'Orchestre bavarois dans un concert de l'Académie de musique avec la XIème Symphonie de Beethoven à l'Opéra de Munich (direction: Wolfgang Sawallisch) et l'Orchestre philharmonique de Munich avec un concert Richard Strauss et Anneliese Rothenberger en tant que soliste (direction: Rudolf Kempe).

On compte également sur la venue de l'Orchestre philharmonique de New York avec Leonard Bernstein ou Pierre Boulez et l'Orchestre de Dresde.

Au hasard des nouvelles

VALERY BRUMEL, champion du monde du saut en hauteur, a déclaré, hier à Budapest, qu'il venait de rédiger ses mémoires, relatant sa carrière sportive, et que cet ouvrage a été publié chez un éditeur américain. Brumel, 28 ans et inactif depuis trois ans à la suite d'un accident, doit reprendre l'entraînement prochainement.

RANDY HUNDLEY, receveur des Cubs de Chicago, sera inactif durant 21 jours à la suite d'un ligament déchiré lors d'une collision au marbre avec Carl Taylor, des Cardinals de St-Louis, avant-hier. On lui a placé le genou dans un plâtre.

PATRICK O'NEILL, un amateur de soccer de 20 ans qui, d'un coup de pied, contribua à rendre un policier inconscient, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement, hier à Londres. Avec six autres jeunes voyous, O'Neill s'attaqua au constable James McElean à l'extérieur d'une station de métro de Londres en décembre dernier, le juge Edward Clarke se déclarant choqué par la violence de l'attaque sur un policier qui essayait de calmer des amateurs de soccer plus ou moins enragés... et malades!

STAN BENHAM, de Lac Placid, N.Y., champion du monde des conducteurs de traîneaux sur glace en 1949 et 1950, est décédé à Miami, Floride, hier. Il était âgé de 57 ans. En 1952, lors des Jeux olympiques d'hiver d'Oslo, il s'était mérité une médaille d'argent.

L'AFRIQUE DU SUD participera aux championnats mondiaux de lutte qui se dérouleront à Edmonton du 4 au 11 juillet prochains. C'est ce qu'a annoncé Arthur Hammond, président de la Fédération sud-africaine de lutte amateur, hier à Pretoria. On a l'intention d'envoyer à Edmonton une équipe de 10 lutteurs qui seront désignés après des tournois d'essai et éliminatoires qui se dérouleront à Bloemfontein les 8 et 9 mai.



Publié pour le compte de René Bouchard, agent officiel du Parti Québécois, 5175, rue Chapin, Montréal

PETITES ANNONCES DU "DEVOIR" 844-3361

Le prix de nos petites annonces est de \$1.50 par jour avec un maximum de 25 mots. (.05 du mot additionnel). L'heure de tombée est midi pour l'édition du lendemain.

AVIS: Les annonceurs sont priés de vérifier la première parution de leurs annonces. Le Devoir se rend responsable d'une seule insertion erronée. Toute erreur doit être signalée immédiatement.

AIDE DOMESTIQUE DEMANDÉE

Fille ou femme, veuve ou séparée, très fiable pour aider mère seule avec 4 enfants. Doit être bonne maîtresse de maison et aimer les enfants. Bon chef-sol, bon salaire et congés sur arrangement. Références essentielles. Tél. 671-8115 24-4-70

ANTIQUITES CANADIENNES A VENDRE

ANTIQUITES CANADIENNES collection privée: 18e et 19e siècle, armoires, tables, chaises banc-lit, tiffany, coffre, rouet, buffet-banc, berçantes, commodes, lits, etc. particulier. Bas prix. Tél. 671-2276 28-4-70

ANTIQUITES A VENDRE

Authentiques meubles canadiens, 450 morceaux, s'adresser 222 rue de l'Hôpital, entrée côté 9-30-12-30 et 2-00-5 p.m. Tél. 843-8513. Vente jusqu'au 7 mai. 8-5-70

APPARTEMENT A SOUS-LOUER

OUTRE-MONT 3 pièces, spacieux, ensoleillé, moderne, toutes commodités, avec ou sans garage. Mme Deschamps 273-0431 ou 274-4142 1-5-70

Appartements Rockhill, Côte-des-Neiges, Decelles, 71e et 16e étage, grand balcon, piscine, sauna, sous-location, Cause: mutation, prix raisonnable. Tél. 733-1310 après 8 p.m. 24-4-70

APPARTEMENTS A LOUER

N.D.G.

Beaux appartements modernes et ensoleillés, 3 1/2, chauffés, taxes payées, tout confort, cuisine entièrement meublée, terrasse. Prix raisonnable. Propriétaire québécois. Tél. 735-2836 488-3188 27-4-70

HOMMES ET FEMMES DEMANDÉS

/ PRESTIGE - BEL AVENIR SALAIRE DES PLUS ÉLEVÉS

- L'homme est âgé de plus de 25 ans et intelligent, aime le travail. Veut un salaire de \$15,000 et plus.
- Si vous êtes travailleur, propre, d'éducation moyenne, vous êtes celui que nous recherchons.
- Période d'entraînement à nos frais.
- La position offre tous les avantages marginaux.
- La Compagnie est la plus prestigieuse dans son genre. Opérons sur UNE Base internationale. Sommes prêts à investir pour l'homme que nous recherchons.

POUR RENDEZ-VOUS TÉLÉPHONER entre 10 - 2 p.m. à: 374-4700 M. Rouleau 25-4-70

FEMMES DEMANDÉES

Association internationale recherche les services d'une

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

et d'une

STÉNO-DACTYLOGRAPHE EXPÉRIMENTÉE

Bonne culture générale et connaissance parfaite du français nécessaires. Langue étrangère souhaitable mais non indispensable. Bonne présentation et sérieuses références exigées. Salaire à discuter selon compétence. Écrire avec curriculum vitae à:

AUPELF, Université de Montréal B.P. 6128, Montréal 101 24-4-70

APPARTEMENTS A LOUER

Sous-location, appartement moderne 2 1/2, face métro. Tél. 931-5023 après 6 p.m. 24-4-70

À Saint-Laurent

MAISON DE VILLE

"Le Chameran"

7 1/2 pces, très moderne, chauffage radiant à l'électricité, réfrigérateur, cuisinière, lave-vaisselle, câble T.V. garage, toutes taxes payées, service d'entretien, près gare Vertu et Centre d'achats. Références essentielles. Tél. 671-8115 24-4-70

BUREAU: 123 CÔTE VERTU

Tél. 334-1864

lundi au vendredi de 2 à 6 h

Vendredi et samedi de 1 à 5 h

sinon sur rendez-vous. J.N.C.

OUTRE-MONT: avenue Bernard et Wiseman, 4 pces, résidentiel, central, poêle-réfrigérateur et taxes incluses. Idéal pour célibataires ou couples. Tél. 273-2323. 24-4-70

CARTIER - DE FLEURMONT 2 1/2, tapis mur à mur, meuble chauffé, tranquille, aussi 1 appartement privé, 5870 Cartier. Tél. soir 279-5436 ou 666-4776. 24-4-70

RUE SHERBROOKE, 175 ouest, grands 1 1/2, 2 1/2, 3 1/2, meublés ou non, gratte-ciel moderne, près métro, piscine, terrasse, buanderie, taxes - électricité payées. Prix raisonnable. Tél. 842-9818 1-5-70

OUTRE-MONT: grand 7 1/2, haut-duplex, garage, cuisine moderne, thermostat, foyer naturel, résidentiel, vue panoramique. Tél. 731-9034 après 5 p.m. 27-4-70

APPARTEMENTS A LOUER

MEUBLES OU NON

Cantlie House

1110 ouest, Sherbrooke (coin Peel)

Luxueux appartements "bachelor", suites, piscine et une chambre à coucher. Air climatisé, tapis mur à mur et électricité compris dans le loyer. À partir de \$138. Visitez sur le toit le Restaurant Rombard. Nous offrons aux visiteurs le café et le restaurant.

Centre-ville

Service domestique à votre service

APPARTEMENTS - HÔTEL DISPONIBLES

Embassy Row

1545 McGRIGOR (PRES SIMPSON)

Luxueux appartements disponibles de 1, 2 et 3 chambres à coucher.

Simplicieux Penthouse de 3 chambres disponibles.

Apts. Waldorf

5353 OUEST, SHERBROOKE (COIN PRUD'HOMME)

Soir 482-2870

Magnifiques bachelor, studio, appartements de 1 et 2 chambres à coucher.

Tous avec balcon

Bachelor à partir de \$105

1 chambre à partir de \$125

WALDORF REALTIES

844-3951

1-5-70

AUTO A VENDRE

VOLVO Sport T 1800, excellente condition, 35,000 milles, 1966, grise, \$3,100. Tél. 737-0939 27-4-70

BUICK 1965, Le Sabre, excellent état, propriétaire 9500. Tél. 76-6016 27-4-70

A VENDRE

Sofa velours antique gris, rembourré en plume d'oie, tapis de 9' x 12' en pure laine, lit à baldaquin, plus tentures et rideaux. Tél. 844-5611 27-4-70

CRUISER DE LUXE

(Sheperd)

Modèle hard-top, 1966, longueur 28', coque entièrement en teck, 318 heures de marche, moteur Fury Chrysler, appareil pour sondage de profondeur, entièrement meublé, \$12,000.

Dr L. Bachand

(514) 256-9231 27-4-70

BUREAUX A LOUER

BUREAUX

• Pour omnipraticiens

• Occupation

immédiate

(Rosemont)

Tél. 729-5231

25-4-70

CAMPUS D'ÉTÉ

Cet été en jouant (aviation, équitation, canots, voile, nage, etc.) votre enfant apprendra l'anglais. Écrire: CAMP COUREUR DE BOIS, Melbourne R.R. 1, Québec, Montréal 769-0869. Prix modiques. 27-4-70

CHALET A VENDRE

PINE HILL: chalet suisse sur magnifique terrain boisé. Grand sun-deck, vue splendide sur Indian Lake \$4,800, comptant \$300. Tél. jour 735-2792 soir 747-5266 25-4-70

LAC CORBEAU, St-Damien-de-Brandon: 4 chambres coucher, foyer naturel, plage privée, vendrais \$18,800. Aussi louerai Appeler Pelletier 481-0687 ou Maurice Robert, interurbain 835-4159 24-4-70

ALPINE (La Seigneurie) très grande sélection de terrains boisés et chalets au centre des Laurentides. Appelez 735-2791, laissez vos noms et adresses à l'opératrice, nous vous ferons parvenir photos, prix et route à suivre sans aucune obligation. 31-4-70

Autouroute région Ste-Adèle "Petite Suisse", plage sablonneuse sur grand lac naturel, chalet suisse authentique, 3 chambres à coucher, foyer en pierre naturelle, piscine, tennis, près pentes de ski, \$14,650, terrain compris, \$98.50 par mois. Tél. 366-0884, J.N.C. 31-4-70

CHALET A LOUER

STE-AGATHE: luxueux chalets suisses, flanc montagne, 5 1/2 chauffés, meubles Thibaut, foyer pierre, toit cathédrale, terrasse paysagée, piscine, équitation. Semaine. Aussi construisons avec bail-location. Tél. 256-6825 fin de semaine 25-4-70

CHAMBRE ET PENSION

Chambre et pension pour personnes âgées. Tél. 525-2181 24-4-70

CHALET ET TERRAINS A VENDRE

DOMAINE PRIVÉ

• Bord de l'eau disponible

• Directeur du propriétaire

• Contrat notarié

• Finis ou semi-finis

• Modèle 1970

Tél. 342-2590

24-4-70

FEMMES DEMANDÉES

RÉCEPTIONNISTE BILINGUE

Agence de publicité demande jeune fille comme réceptionniste dactylographe, aussi possédant une connaissance en traduction. Doit être 100% bilingue (anglais-français). Préférence sera accordée à celle qui possède un esprit créatif en composition.

Écrire: Case 34

Le Devoir, Montréal

24-4-70

TAILLEUR

Vous avez maigri ou engraisé? Faites réajuster vos vêtements habits ou paletots, transformés en devant simple dernier style.

DROLET TAILLEUR - SPECIALISTE -

Habits et costumes sur mesure

351 est, rue GUIZOT

Tél. 388-2532

LISEZ

ET FAITES LIRE

LE DEVOIR

HOMMES DEMANDÉS

Avons besoin personnes sérieuses, bonne instruction, ou autodidacte pour domaine Relations Publiques. Importante compagnie inter-canadienne. Téléphonez M. Haggag 384-3390 24-4-70

COTE-DES-NEIGES: 3177 avenue Lacombe, haut-duplex, 5 1/2, chauffé, eau chaude, service de conciergerie. Tél. 738-8203 24-4-70

Nos EXPOS gelés devraient faire mieux en Californie

par Marc Thibault

Le gérant Gene Mauch des Expos de Montréal n'est décidément pas chanceux. La plupart du temps, quand ce n'est pas le froid qui le tue, ce sont ses lanceurs qui le font agoniser. Hier, Los Angeles, 9, Expos, 2!

Lorsque ses lanceurs sont bons (Stoneman: deux fois et demie, Sparma, une fois) ils se font battre sur erreurs, ou encore par la performance ou les brillantes performances d'un lanceur adversaire.

Et lorsque Mauch, à cause de circonstances, doit remplacer un artilleur qui tient le coup tant bien que mal par un frappeur d'occasion, ses lanceurs suivants s'empresment d'ouvrir les digues.

Ainsi, après cinq manches et un tiers, hier soir au parc Jarry, devant 5.577 spectateurs ne craignant pas le froid d'avril (en avril, je n'ai jamais enlevé un fil!) le compte était de 3-1 en faveur des Dodgers de Los Angeles, leurs trois points n'étant pas mérités et Bill Stoneman s'étant défendu assez bien.

Mais Mauch dut lui substituer un frappeur d'occasion et Howie Reed le remplaçait à la sixième manche. Deux manches plus tard Los Angeles menait au compte de 8-1, ces cinq points ainsi ajoutés à leur total étant déduits à Reed (5 coups sûrs, un but sur balles en une manche officielle).

Claude Raymond lui succéda et avant de finir la 7ème manche donna lui-même deux coups sûrs aux Dodgers. Dan McGinn mata les Dodgers à la huitième manche, mais un triple de Crawford et un mauvais lancer du gaucher des Expos au début de la 9ème permirent aux Dodgers de porter le compte à 9-1 avant que les Montréalais ne réussissent à marquer un autre point à sa dernière chance au bâton, fin de la neuvième. Une erreur de Sutton, lanceur des Dodgers, et un simple de Hiatt valurent ce point aux Expos.

La joue se termina sur un double-jeu de Sutton au premier coup en long de Sutherland.

Le lanceur Sutton attrapa ce

coup par hasard et le retrait de Jones ayant touché la balle mit fin à la partie sur décision de l'arbitre Ponatelli. Triste fin d'une triste partie... pour nous!

Il faut admettre cependant que Sutton, au monticule pour les Dodgers, a complètement maîtrisé les Expos, les limitant à cinq maigres coups sûrs.

L'addition? le résultat? une 9ème défaite en 10 parties pour les Expos. C'était incidemment la 4ème fois que Sutton prenait la mesure des Expos et la quatrième fois également que les Dodgers "mesuraient" aussi Bill Stoneman!

Dès la première moitié de la deuxième manche, le lanceur Bill Stoneman démontra son répertoire de lancers, envers et contre le froid, n'était pas frigidifié. Après un dur roulement d'Andy Kosco entre le 3e but et l'arrêt-court, bon pour un simple, il retira Willie Crawford sur trois prises (et trois lancers) avant de donner un but sur balles à Wes Parker. Après une chance de l'arrêt-court de Tom Haller, le nouveau-venu Bill Grabarkewitz frappa un roulement qui se dirigeait de Laboy au 3e coussin et Coco ne put faire mieux que de le bloquer partiellement avec sa cuisse gauche, la balle bondissant quelque 30 pieds en l'air et vers Bobby Wine. Et celui-ci sauva un point en s'empresant de l'attrapper et ainsi retenir Kosco au 3e but. C'est alors que Stoneman, avec les buts remplis, retira le lanceur Don Sutton, considéré bon frappeur pour un lanceur, sur trois prises, ce qui était, déjà son 3e retrait au bâton.

Et après les retraits au champ gauche de Wills et Singemore à la première moitié de la manche, Stoneman termina la manche en faisant mordre la poussière (pour ainsi dire puisque la terre était virtuellement gelée autour du marbre) au vétéran Willie Davis.

Il commença très bien la première demie de la 4e manche en retirant aussi au bâ-

ton le très dangereux Andy Kosco, succès qui lui monta peut-être un petit peu à la tête puisqu'il accorda immédiatement un but sur balles à Crawford sur 4 lancers puis un long double, à Wes Parker au champ centre-droit qui permit au rapide Crawford de se rendre jusqu'au marbre pour marquer le premier point des Dodgers.

Et Stoneman se tira de l'impasse en retirant Haller sur un roulement au deuxième, qui permit à Parker de se rendre au 1er coussin. Et après le but sur balles intentionnel à Grabarkewitz, il obligea Sutton à frapper un roulement à Wine qui mit fin à la manche.

Pendant ce temps, Sutton faisait encore mieux. Dans ces quatre premières manches, il n'accordait pas un seul coup sûr tout en retirant le frappeur au marbre. Seulement deux buts sur balles permirent aux Expos de lancer autant de coureurs sur les sentiers, un seul en vérité puisque ce fut Staub qui, chaque fois, se mérita lesdits buts gratuits. Cela, à la 1ère manche et après deux retraits, lui permit de voler le 2e coussin, son 2e but volé de la jeune saison. A la 4e, Staub fut moins chanceux, se faisant prendre entre le 2e but et le 1er alors que Laboy était au bâton, celui-ci ayant apparemment manqué le signal de frapper alors que Staub s'élançait en direction du 2e coussin.

Ce qui mit fin à un possible "rallèlement" des Expos!

Los Angeles fit passer le compte à 3-0 à sa moitié de la 5e manche, un des deux points alors réussis étant le résultat d'une erreur du receveur Jack Hiatt. Le fin renard Wills, deux fois retiré à Jones au champ gauche sur des coups avec lesquels il voulait surprendre celui-ci, efforts adroits mais qui furent inutiles, commença la manche en frappant un roulement simple au champ centre, avançant ensuite au 2e but sur le roulement de Sizemore à Laboy puis comptant sur le double de Davis au champ gauche.

Pendant que Kosco était au bâton et qu'il fendait l'air sur une de prise, Davis volait le 3e but et c'est en voulant l'y retirer que Hiatt lança au champ gauche — plutôt qu'à Laboy, Et Davis marcha jusqu'au marbre avec le 3e point de son club avant que Stoneman ne retire Crawford au bâton, son 7e retrait au marbre pour cinq manches, les seules qu'il lance.

A sa moitié de la 5e, Montréal brisa le froid qui existait non seulement au parc Jarry mais, aussi, entre Sutton et les frappeurs des Expos. Après le retrait au bâton de Laboy, la recrue Jim Fairley y alla d'un long triple au champ centre-droit pour ensuite compter sur un double accidentel (il ne voulait pas frapper la balle mais celle-ci frappa son bâton) de Hiatt au champ centre, coup que le voltigeur Davis toucha d'ailleurs du gant. Le retrait au bâton de Wine et le roulement à l'arrêt-court de Bob Bailey, qui frappait pour Stoneman, mirent toutefois fin à la manche.

Les Dodgers portèrent leur avance à 5-1 à leur moitié de la 6e manche contre un lanceur de relève pas trop bien réchauffé, Howie Reed. Le 1er but Parker l'accueillit avec un simple puis compta aussitôt après sur un triple de Tom Haller au champ centre-droit. Après deux retraits qui l'obligèrent à rester en place, Haller croisa à son tour le marbre sur le deux-buts au champ centre d'un Wills répondant fort éloquentement aux huées de la foule.

Les Expos auraient peut-être pu faire quelque chose à leur demie de la même démarche mais, avec Jones au 2e (il avait été touché par un lancer de Sutton) et Fairly au 1er but (but sur balles), Coco Laboy se fit retirer au bâton pour une troisième fois d'affilée!

Qualls avec les Expos

Les Expos de Montréal ont hier annoncé qu'ils avaient échangé le joueur de champ intérieur Gary Jestadt, 22 ans, qui était avec leur club affilié à Buffalo, aux Cubs de Chicago pour le voltigeur et champ intérieur Jimmy Qualls, 23 ans, des Cubs de Tacoma de la Côte du Pacifique, équipe qui appartient au club majeur de la Ville des Vents.

Qualls a joué pour Chicago l'année dernière et a maintenant une moyenne au bâton de .250. Il se rapportera aux Expos, demain soir, à San Francisco alors que l'équipe montrealaise entreprendra une série de quatre joutes contre les Géants du géant Clyde King.

En 43 parties avec les Cubs, l'été dernier, Qualls eut 30 coups sûrs dont cinq doubles et trois triples.

Au hasard des nouvelles

TOM SEAVER a égalé le record de retraits au bâton des ligues de baseball de calibre majeur, soit 19, et en a établi un nouveau, soit 10 retraits d'affilée, en menant les Mets de New York à un triomphe de 2-1 contre San Diego, hier après-midi. Seaver, vainqueur de 25 joutes en 1969, a effacé le record de 8 retraits consécutifs établi par Steve Carlton des Cardinals de St-Louis contre les mêmes Mets le 15 septembre dernier. Il était encore à court d'un retrait au bâton pour égaliser ce record au début de la 9e manche. C'est alors qu'il électrisa les 14.197 spectateurs présents en retirant successivement sur des prises les frappeurs Van Kelly, Clarence Gaston et Al Ferrara (qui avait frappé un circuit à la 2e manche). C'était aussi le 13e triomphe consécutif de Seaver dans des joutes au calendrier régulier, déjà trois cette saison et 10 en fin de saison dernière.

LE FRANÇAIS RENE ROQUE est devenu champion d'Europe des poids super-légers en battant aux points et en 15 rounds, hier soir, le boxeur italien Sandro Lopopolo au Théâtre Municipal de Montecatini.

BILL SINGER, à l'instar de son coéquipier Pete Mikkelsen, également lanceur, souffre d'hépatite. C'est ce qu'a confirmé un examen à Los Angeles, où les Dodgers avaient retourné leur lanceur, de Montréal avant-hier. Un porte-parole du Los Angeles a déclaré, hier dans la métropole, qu'il craignait que d'autres Dodgers soient atteints de la même maladie. Mikkelsen semble l'avoir passée à Singer après l'avoir attrapée durant un séjour au Mexique. Il est possible que Singer, vainqueur de 20 parties l'an dernier, soit inactif durant un mois.

LES REGALS DE POWER FALLS ont remporté, devant 2.200 de leurs partisans, le championnat canadien de hockey intermédiaire en triomphant des Olympiques de Val d'Or par 5-3 dans l'ultime match de leur série 3-5. Après avoir séjourné un an à Sept-Îles et une autre année à La Tuque, le trophée W.G. Hardy, emblème de championnat, séjournera à Powell River, petite localité de la côte du Pacifique sise à 70 milles au nord de Vancouver.

EDDIE HEADOH, un arrière défensif de l'équipe des Rams de Los Angeles de la ligue de football Nationale, a décidé de se retirer. Meador, âgé de 32 ans, détient le record de son club pour les interceptions. Il en a réussi 44 au cours de sa carrière de 11 ans avec les Rams.

GHISLAIN DELAGE, instructeur des Alouettes de St-Jérôme de la ligue de hockey Junior "A" du Québec, a déjà renouvelé son contrat pour la prochaine saison.

RAY PATTERSON, frère de l'ancien champion mondial Floyd Patterson, a perdu par décision des juges contre Joe Bugner, à Londres, hier soir. Dans la finale, le boxeur londonien Alan Rudkin a conservé sa couronne britannique des poids-coqs en battant Johnny Clark par mise hors de combat à la 12e ronde d'un match qui devait durer 15.

ROGER BAULU est le nouveau président du club de pêche Lac d'Argent, situé près de Mont-Laurier. Et son membre le plus dévoué est sans doute Claude Séguin.

BILLIE JEAN KING a atteint les quarts de finale, hier, dans le tournoi de tennis omnium d'Italie en triomphant de Cristina Sandberg, de la Suède, aux comptes de 9-7 et 6-0. Sa compatriote et partenaire en double, Rosemary Casals, a par contre battu Tiu Kivi, de l'Union soviétique, par 6-3 et 6-2. Chez les hommes, le dernier Américain encore sur les rangs, Charles Pasarell, a perdu un match controversé aux mains de Jan Kodes de la Tchécoslovaquie, celui-ci gagnant par 6-4, 5-7, 6-0 et 6-3.

DONATO PADUANO est attendu à Monticello, dans la banlieue de New York, dimanche. Il terminera, à l'hôtel Concord, sa préparation en vue de son combat du 11 mai contre Marcel Cerdan fils. Il effectuera sa première séance d'entraînement lundi et en début d'après-midi au gymnase de l'hôtel, juste avant son futur adversaire et Jean Josselin, qui participera aussi à ce programme de boxe du 11 mai.

PHIL ESPOSITO et BOBBY ORR, les deux meilleurs compteurs de la saison régulière de la ligue de hockey Nationale, sont aussi en tête du classement des compteurs pour les éliminatoires post-saisonnières. Esposito, bon 2e durant la saison régulière, est premier avec 10 buts et 4 passes suivis d'ORR avec 8 buts et 5 passes. Orr est toutefois sur un pied d'égalité avec Mac Donald, du St-Louis, qui a 5 buts et 8 passes. Phil Goyette et Red Berenson, également du St-Louis, suivent avec 11 points chacun. Les séries Chicago-Boston et St-Louis-Pittsburgh, que les Bruins et les Blues mènent actuellement par 2-0, se poursuivront ce soir.

LEW ALCINDOR, vedette du ballon-panier professionnel des États-Unis, a intenté une poursuite parce qu'un couple avait refusé de lui louer un appartement de \$350, par mois à Malibu parce qu'il est un Noir. Le juge Laurence Rittenband, de la Cour Supérieure de la Californie, lui a accordé une injonction et a ordonné aux propriétaires de comparaître devant lui le 1er mai. On sait qu'une loi californienne défend aux propriétaires de maisons toute discrimination contre les Noirs.

LE TOURNOI DES CHAMPIONS, qui commence aujourd'hui, ne groupe que 31 concurrents, c'est-à-dire les vainqueurs de tournois du circuit de golf américain depuis un an. Ils se disputent une somme totale de \$150.000, le vainqueur de l'année dernière, Gary Player, étant sur les lieux pour défendre son titre. Parmi les autres favoris, mentionnons Arnold Palmer, Billy Casper, Jack Nicklaus et Lee Trevino. Pour les autres golfeurs du circuit, on présentera, à Tallahassee, Floride, un tournoi de \$50.000.



TELS DEUX PTITS COPAINS! Les combattifs Derek Sanderson, du club Boston, et Keith Magnuson, du Chicago, ont ici l'air de glisser ensemble lors de la joute d'avant-hier soir dans la Ville des Vents. Mais, comme on le sait, ils sont loin d'être aussi copains! (TELEPHOTO PA)

Corval en vedette

LOS ANGELES (AFP) — En contribuant à la surprenante victoire de l'université de Californie (UCLA) sur celle d'Oregon la semaine dernière, Jean-Pierre Corval s'est déjà fait un nom dans l'athlétisme universitaire américain. Ses succès, qui se succèdent depuis qu'il a posé le pied en Californie, suscitent un intérêt croissant et, selon bien des spécialistes américains de courses de haies, il devrait l'an prochain — si ce n'est cet été — s'affirmer comme le meilleur Européen aux talons des meilleurs Américains.

Son entraîneur sur la Côte Pacifique, Jim Busch, parie avec qui le veut que son élève français vaudra

Baseball-sommaires

LIGUE NATIONALE

St-Louis 000 301 010 — 5 10 2
Chicago 130 011 10x — 7 12 1
Torrez, Nye (2), C. Taylor (5), Campisi (6), Hildendorff (7), Guzman (6) et Torre; Jenkins et Martin. LG: Jenkins (1-2). LP: Torrez (1-2). Circuits: Lee (1), Torre (2), Kessinger (1). Assistance: 8,783.

San Francisco 000 000 100 — 1 5 4
Philadelphie 010 030 02x — 6 7 0
Robertson, Reberger (7) et Dietz; Fryman, Selma (7) et McCarver. LG: Fryman (2-0). LP: Robertson (0-1). Circuit: Briggs (1). Assistance: 6,045.

San Diego 010 000 000 — 1 2 0
New York 101 000 00x — 2 4 0
Corkins, Roberts (8) et Barton; Seaver et Grote; LG: Seaver (3-0). LP: Corkins (0-2). Circuit: Ferrara. Assistance: 14,197.

LIGUE AMERICAINE

Baltimore 200 000 000 — 2 10 0
Boston 002 000 12x — 5 13 0
McNally, Leonhard (8) et Etchebarren; Lonborg, Romo (7) et Moses. LG: Romo (1-0). LP: McNally (3-1). Assistance: 25,660.

Chicago 000 10 — 1 4 1
Minnesota 100 02 — 3 7 0
(Arrêtée après 5 manches à cause de la pluie).
Horlen et Herrmann; Tiant et Ratliff. LG: Tiant (2-0). LP: Horlen (1-2). Circuit: Tovar (2). Assistance: 3,248.

Canadien trébuche

1ère période
1 - Montréal, Lemieux 5:11
2 - Montréal, Lalonde 3:42
Punitions: Burtencello 3:42, Greenwood 6:02, Lalonde 9:37, LaJeunesse 12:04, Martin 14:47.

2ème période
3 - Sault Ste. Marie, Howard 9:10
4 - Sault Ste. Marie, Franchella 14:41
5 - Montréal, Gratton 16:35

3ème période
6 - Sault Ste. Marie, Slewidge 8:13
7 - Sault Ste. Marie, Franchella 15:50
8 - Sault Ste. Marie, Bumbacco 19:19
9 - Montréal, Globensky 19:41
Punitions: Freewood 5:13, MacPhail 12:25, Fortier, Lalonde 18:45

SPRINGFIELD 3 VOYAGEURS 2

1ère période
1 - Springfield, Shelton 1:07
2 - Springfield, Stanfield 3:13
3 - Montréal, Houle, Tardif 12:15
4 - Lapointe 15:55
Pun: Sheehan 0:36, Hextall 1:55, Bouchard, minor mauvaise conduite 5:27, Price 5:43, Gauthier 8:15, Murphy, Roberto, majeure, Hughes 11:17, Marsh 16:29, Caron, Landon servie par Gibbons 17:22

2e période
4 - Montréal, Charron 8:27
Hextall, Lapointe 16:00
Pun: Gauthier 16:00

3e période
5 - Springfield, Corrigan 1:17
Shelton, Hughes 7:37, Potvin 9:54, Gauthier 15:28
Lancers par: Springfield 8 9 10-27
Montréal 13 7 9-29
Buts: Landon, Springfield, Norris, Montréal
Assistance: 1,886.

L'ambleur Cottage et White

Blue Bonnets a dans ses murs un jeune ambleur dont les possibilités futures demeurent toujours problématiques.

Aucun doute ne subsiste en ce qui concerne son talent, car jusqu'à maintenant il a gagné cinq courses en autant de départs à vie. Mais même son entraîneur et propriétaire ne saurait dire jusqu'à quel point il se rendra.

Il s'agit de Cottage, un rejeton de trois ans de Good Time et propriété de Roger White et John Baker.

White, qui agit aussi comme entraîneur et conducteur du poulain, est premier à admettre qu'il ne peut encore évaluer l'avenir de Cottage.

"Il a encore beaucoup à apprendre," de dire White en parlant de son jeune protégé. "Mais ce n'est pas un problème. On peut apprendre aux chevaux à courir mais on ne peut leur procurer la vitesse. De toute façon, la vitesse, il semble bien la posséder."

Frère propre, d'ailleurs solides chevaux à Roger White comme Score Time et Fitzgerald, Cottage a été amené lentement à la compétition. Il n'a participé qu'à trois courses l'année dernière, inscrivant une performance de 2:06 à Blue Bonnets, en octobre dernier.

Wayne Collett, l'athlète numéro un de l'UCLA, ne tarit pas d'éloges sur son coéquipier français: "Jean-Pierre est un grand athlète. Sa venue a considérablement renforcé notre équipe et, sur le plan individuel, on aura tout intérêt à garder un oeil sur lui lorsqu'il se sera totalement adapté."

Baseball

LANCEURS PROBABLES

(Aujourd'hui)

LIGUE NATIONALE

Atlanta (Jarvis 2-1) à Pittsburgh (Walker 1-1), 8h.05.
Cincinnati (McGlothlin 1-1) à St-Louis (Culver 2-0), 9h.
Seules joutes au programme.

LIGUE AMERICAINE

Chicago (Janeski 2-0) à Minnesota (Zepp 0-0), 2h.30.
New York (Burbach 0-2) à Washington (Shellenback 0-0), 7h.30.
Seules joutes au calendrier.

Les Remparts

se vengent!

CHARLOTTETOWN — Les Remparts de Québec ont enlevé les honneurs de leur série demi-finale de quatre de sept pour le championnat de l'Est du Canada au hockey junior hier soir en battant les Islanders de Charlottetown au compte de 5-2.

1ère période
1 - Québec, Blais (Savard) 12:10
Pun: Turner, Roy, Galt 0:36, Turner, Landry 2:37, Goyette 3:14, Graves 3:54, 8:56, Turner 5:51, Landry 12:59, Landers 17:58.
2e période
2 - Québec, Roy (Lafleur) 0:48
3 - Charlottetown, Murnaghan (Graves, Roy) 6:41
4 - Québec, Richard (Roy) 19:48
3e période
5 - Québec, Richard (sans aide) 7:47
6 - Québec, Richard (Savard, Dion) 10:04
7 - Charlottetown, Turner (MacMillan) 13:23
Pun: Savard 5:54.
Lancers par: Québec 18 16 10-44
Charlottetown 17 13 8-38

C'est plutôt incroyable qu'un pneu possède une garantie de 40,000 milles... à moins que ce soit un MICHELIN DE CANADA TIRE*

STOP
ARRET

Oui! Vous pouvez vous arrêter. Mais pouvez-vous vous arrêter à temps? Pour la conduite d'aujourd'hui, il vous faut un contrôle extraordinaire. Il vous faut l'extraordinaire pneu Michelin Radial. Ceinturés d'acier pour plus de sécurité, les Michelins vous arrêtent à temps... en tout temps! Michelin - le pneu de renommée internationale, maintenant en vente aux 8 succursales Canada Tire à Montréal et à travers le Québec.

*Canada Tire vous offre une Garantie d'Usure de 40,000 milles sur les Michelins Radials, en plus de la Garantie Anti-Hasards Routiers de Michelin. (Non disponible sur voitures de course ou de haute performance.)



CANADA TIRE CO. LTD. 1970

CENTRE-VILLE
770 ouest, rue Notre-Dame (coin University)
561-1611

NORD-EST
1025 est, Jean Talon (coin Christophe Colomb)
271-3551

NORD-OUEST
5450 ouest, Jean Talon (pres. boul. Décarie)
731-2766

CHOMEDÉY-LAVAL
1200 boul. Curé Labelle (en face du Centre d'achats St-Martin)
688-6262

EST DE MONTRÉAL
6000 est, rue Sherbrooke (coin Cadillac)
254-6886

RIVE-SUD
3435 boul. Taschereau (en face du Centre d'achats Greenfield Park)
678-8888

SHERBROOKE
1009 ouest, rue King 567-2138

TROIS-RIVIÈRES
731 Des Mélières 375-1000

une exclusivité AIR FRANCE

SERVICE/MONTREAL

B747 Chicago

A PARTIR DE JUIN '70

LE PARTI QUÉBÉCOIS

COMPTABLES AGRÉÉS

BELZILE, CARDINAL, ROY & CIE
Comptables agréés
ALAIN BELZILE, C.A.
PIERRE CARDINAL, C.A.
CLAUDE ROY, C.A.
RONALD PERRON, C.A.
2345 est, Bélanger
Montréal 729-5226

LUCIEN DAHMÉ, C.A.
Comptables agréés
276 ouest, rue St-Jacques
Suite 110 845-4194

PROVOST & PROVOST
Comptables agréés
ROGER PROVOST, C.A.
ROLAND PROVOST, C.A.
928 est, boul. St-Joseph
526-1661

VIAU & ROBIN
Comptables agréés
LUCIEN D. VIAU, C.A.
H. LIGNE ROBIN, C.A.
JACQUES R. CHADILON, C.A.
ANDRÉ H. VIAU, C.A.
J. SERGE GÉVAIS, C.A.
WAGHIM BOULOS, C.A.
4926 ave. Verdun, Verdun
769-3871

Duval, Buteau & Cie

COMPTABLES AGRÉÉS

159 ouest, rue Craig, Montréal 1 861-9987

THORNE, GUNN & CIE

Comptables agréés

R.J.P. Davison, C.A.
J.D. Allen, C.A.
D.M. Long, C.A.
H.J. Garbaci, C.A.
P. Gouveau, C.A.
L.L. Graves, C.A.
L.L. Charvet, C.A.
R.M. White, C.A.
R.B. Saville, C.A.
S. Firon, C.A.

J.F. Lewis, C.A.
J.D. Hogg, C.A.
G.R. McPhie, C.A.
W.G. Hogg, C.A.
I.A. Wright, C.A.
D.W. Smith, C.A.
R.A. Ross, C.A.
P. Cloutier, C.A.
R. Beaudre, C.A.
M.A. McMorris, C.A.

C.A. Poirault, C.A.
A. Galarneau, C.A.
J.M. Broome, C.A.
E.G. Ward, C.A.
E.S. Vance, C.A.
B.T. Dent, C.A.
M.B. Turcotte, C.A.
R. Gaudreault, C.A.
G. Boudroches, C.A.

800, Place Victoria, Suite 2604 - Tél. 878-3011

Bureaux à travers le Canada et correspondants dans le monde entier.

Samson, Bélair, Côté, Lacroix et Associés

Comptables Agréés.

Maurice Samson, C.A.
Jean Lacroix, C.A.
Dolores Huet, C.A.
Clement Primeau, C.A.
Vianney Forget, C.A.
Pierre Barry, C.A.
Adrien Gosselin, C.A.
Gilles Lévesque, C.A.
Roland Truchon, C.A.
Emile Mallette, C.A.
Robert Ouellet, C.A.
Pierre Plourde, C.A.
Pierre Vermette, C.A.
Marthe Gauthier, C.A.
Gilles Beaudoin, C.A.
Rajon Hyre, C.A.
Jacques Piquet, C.A.
Emilien Malenfant, C.A.
Louis Gravel, C.A.
Jean-Paul Dionne, C.A.
François Dubé, C.A.

Lucien P. Bélair, C.A.
Lionel Rouvin, C.A.
Raymond Fortier, C.A.
Benoit Sylvestre, C.A.
Dennis Bell, C.A.
Raymond Couillard, C.A.
F. Yves Ducharme, C.A.
Jacques Miller, C.A.
Paul-A. Michoud, C.A.
Jean-Paul Barbeau, C.A.
Emilien Gauthier, C.A.
Reil Auger, C.A.
Jean Faveau, C.A.
Richard Jean, C.A.
Clement Ducharme, C.A.
Gérard Trudelle, C.A.
Gilles Maloin, C.A.
Jacques Dorion, C.A.
Yves Lamotte, C.A.
Norris Pinault, C.A.

Leon Côté, C.A.
Hendley Bourquin, C.A.
Albert Gagnon, C.A.
Pierre Lesage, C.A.
Gilles Trépan, C.A.
Norris Merier, C.A.
Bertrand Laroché, C.A.
Denis Schmutz, C.A.
Pierre David, C.A.
Jean-Paul Boyer, C.A.
André Lesage, C.A.
Gérard Mongeau, C.A.
Roland Lévesque, C.A.
Yves Beaulieu, C.A.
Jacques Proulx, C.A.
Clement Lussier, C.A.
Jean Hains, C.A.
Denis Trudel, C.A.
Gaston Ouellet, C.A.
Maurice Sénécal, C.A.

Paul Gauthier, C.A.
Paul-E. Bonnier, C.A.
GREGOIRE BELLOUIN, C.A., Syndic

MONTREAL - QUEBEC - RIMOUSKI

Suite 3100, Place Victoria, Montréal 115 861-5741

